DOCUMENT RESUME

ED 203 695 FL 012 379

AUTHOR Redard, Francoise, Ed.: And Others
TITLE Le Schwyzertutsch 5e langue nationale? (Is Swiss German a Fifth National Language?)
INSTITUTION Commission Interuniversitaire Suisse de Linguistique Appliquee (Switzerland).
PUB DATE 81
NOTE 131p.: Proceedings of the Colloquium of the Swiss Interuniversity Commission for Applied Linguistics (4th, Neuchatel, Switzerland, September 24-26, 1980).
LANGUAGE French; German
JOURNAL CIT Bulletin CILA: n33 1981

EDRS PRICE MF01/PC06 Plus Postage.
DESCRIPTORS Cultural Pluralism: Dialect Studies: Elementary Secondary Education: German: Indo European Languages: *Language Attitudes: Language Variation: *Mutual Intelligibility: *Official Languages: *Regional Dialects: *Second Language Programs
IDENTIFIERS *German (Swiss): Switzerland

ABSTRACT

These papers on the subject of the Swiss German language examine the status and attitudes of the Swiss German speaker, the reaction of other linguistic communities to Swiss German, and the necessity and/or possibility of learning Swiss German. The following articles are included: (1) "Le 'Schwyzertutsch': ecran ou lien? (Is Swiss German a Screen or a Link?)," by G. Bauer: (2) "Entre dialecte et langue (Between a Dialect and a Language)," by W. Haas: (3) "Die Regelung der Beziehungen zwischen den schweizerischen Sprachgemeinschaften (The Regulation of Relationships among the Swiss Linguistic Communities)," by R. Viletta: (4) "Pour une integration des dialectes alemaniques dans l'enseignement de l'allemand en Suisse romande (Toward the Integration of Germanic Dialects into the Teaching of German in French-Speaking Switzerland)," by G. Merkt: (5) "Le Schwyzertutsch: l'opinion tessinoise (Swiss German: A Tessinois Opinion)," by D. Robbiani: (6) "Mundart und Hochdeutsch au bernischen Primarschulen (Dialect and Standard German in Berne Primary Schools)," by H.-R. Egli: (7) "Die Einstellung der Ratoromanen zum Schwyzertutsch (The Attitude of the Romanche-Speaking People toward Swiss German)," by B. Cathomas: and (8) a concluding summary by M. Schwander. (AMH)

****
* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *
****

F. Redard, R. Jeanneret et J.-P. Métral (éds)

ED203695

Le Schwyzertütsch

5e langue nationale?

Actes du colloque de la Commission interuniversitaire suisse de linguistique appliquée

Neuchâtel, 24–26.9.80

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION POSITION OR POLICY

Numéro spécial du

Bulletin CILA

Organe de la
Commission interuniversitaire suisse
de linguistique appliquée

FL012379

"PERMISSION TO REPRODUCE THIS MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY

F. Redard
Editor

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)."

33

Neuchâtel 1981

Le *Bulletin CILA* paraît deux fois par an. Les fascicules portent une numérotation continue.

Abonnement personnel:	Suisse	fr. 15.–	étranger	fr. 20.–
Abonnement d'institution:	–	fr. 30.–	–	fr. 30.–

Rédaction et administration: Françoise Redard. Institut de linguistique. Université. CH-2000 Neuchâtel. Tél. 038/24 71 61. C.C.P. 20-7427.

© Institut de linguistique de l'Université de Neuchâtel. 1981
Tous droits réservés.

Sommaire

Introduction 5

Pour les 15 ans de la CILA 7

G. Bauer:
Le «Schwyzertütsch»: écran ou lien? 13

W. Haas:
Entre dialecte et langue – l'exemple du Schwyzertütsch. 22

R. Viletta:
Die Regelung der Beziehungen zwischen den schweizerischen Sprachgemeinschaften 42

G. Merkt:
Pour une intégration des dialectes alémaniques dans l'enseignement de l'allemand en Suisse romande 73

D. Robbiani:
Le Schwyzertütsch: l'opinion tessinoise 87

H.-R. Egli:
Mundart und Hochdeutsch an bernischen Primarschulen 94

B. Cathomas:
Die Einstellung der Rätoromanen zum Schwyzertütsch 105

M. Schwander:
Synthèse et conclusions 118

Le colloque de la Confédération 129

Introduction

A l'occasion de son 4e colloque, organisé par le Centre de linguistique appliquée de l'Université de Neuchâtel, qui s'est tenu du 24 au 26 septembre 1980 dans cette ville, la Commission interuniversitaire suisse de linguistique appliquée (CILA) a choisi un thème quelque peu provocateur: *Le Schwyzertütsch, 5e langue nationale?* ou *Les différentes communautés linguistiques de Suisse face au Schwyzertütsch.* Pour traiter ce sujet fort actuel, elle a fait appel, non seulement à des linguistes mais encore à des personnalités représentant à la fois des régions linguistiques et des intérêts professionnels différents. D'où l'intérêt constant des exposés, la grande variété des points de vue et l'impossibilité de réaliser une synthèse cohérente des avis souvent divergents émis pendant ces trois journées d'étude et de réflexion, devant une cinquantaine d'invités.

Aux yeux du linguiste (W. HAAS) ou de l'enseignant (HR. EGLI) suisses alémaniques, le Schwyzertütsch n'est pas un dialecte, mais bien la langue d'expression orale par excellence. Même si on enseigne le «bon» allemand dans les écoles, c'est essentiellement au niveau de l'écrit que nos compatriotes germanophones l'utilisent. Pour eux, les dialectes représentent un symbole d'identification nationale. De ce point de vue, il paraît donc judicieux d'enseigner, à côté du Hochdeutsch, les dialectes régionaux qui, si l'on n'y prend garde, risquent de se détériorer et de perdre leurs caractéristiques propres.

Mais la pratique des dialectes alémaniques, qui s'étend de plus en plus fréquemment à la radio et à la télévision, pose de sérieux problèmes de communication avec les autres communautés linguistiques. Cette difficulté est particulièrement ressentie du côté romand, pour des raisons probablement plus psychologiques que linguistiques. Dans les cantons francophones, l'introduction généralisée de l'enseignement de l'allemand au niveau primaire est en voie de lente réalisation. Pour l'instant, c'est en 1re année secondaire que les élèves entrent en contact avec leur première langue étrangère. Or, comme l'a relevé G. MERKT, aucune des méthodes utilisées jusqu'à maintenant ne fait référence aux dialectes alémaniques. Pourtant, au niveau universitaire, un réel effort est entrepris dans cette direction.

Dès lors, ne conviendrait-il pas d'introduire, au début de l'apprentissage de la deuxième langue, un enseignement contrastif de l'allemand? Cette méthode viserait à enseigner, parallèlement aux expressions de l'allemand standard, les formes dialectales correspondantes. L'objectif consisterait à rendre les élèves romands capables de comprendre suffisamment la langue parlée de leurs compatriotes.

Pour les Rhéto-romanches, représentés par B. CATHOMAS, le problème se pose en d'autres termes: la maîtrise du Schwyzertütsch constitue une nécessité absolue. D'ailleurs, les habitants des Grisons se soumettent de bonne grâce à la pratique des dialectes alémaniques qui représentent pour eux un véritable lien avec l'extérieur.

Cet enthousiasme paraît plus modéré au Tessin, dont l'économie est pourtant étroitement liée à celle des cantons alémaniques. Selon le Conseiller national D. ROBBIANI, un Tessinois se doit de parler allemand, et mieux encore Schwyzertütsch, s'il entend participer au monde des affaires. Mais l'orateur montre aussi que nous assistons dans le canton du Tessin, à une véritable renaissance des dialectes, parallèle à l'apprentissage de l'italien.

Précisons, à ce propos que, selon la Constitution fédérale, le droit des langues en Suisse obéit au principe de la territorialité. R. VILETTA, Dr en droit, se fait le défenseur de ce point de vue. Il précise que, bien que chacun jouisse de la liberté de parler sa langue maternelle, on suppose aussi que chaque personne devrait parler la langue de l'endroit où elle réside. Cette exigence se heurte dans les faits à de nombreuses difficultés, et plusieurs problèmes ne sont pas résolus. Il semble donc souhaitable d'encourager la Confédération à créer une commission chargée de réviser la loi concernant le droit des langues. Quoi qu'il en soit, l'art. 116 de la Constitution précise que la Confédération helvétique compte 4 langues nationales, dont 3 sont officielles. Le Schwyzertütsch, loin de représenter la 5e langue nationale, occupe en réalité le premier rang. Mais constitue-t-il un écran ou un lien entre nos diverses communautés? Répondant à cette question, G. BAUER, ancien ministre, montre que la nécessité d'une collaboration confédérale conduit inévitablement à pratiquer plus intensément le pluralisme linguistique. Il faut donc soutenir toute action capable de renforcer la compréhension des langues nationales, et la connaissance du Schwyzertütsch en particulier.

Dans ces conditions, les dialectes alémaniques peuvent constituer un lien bénéfique dans les relations entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Ils demeureront un écran pour ceux qui se ferment aux réalités, aux possibilités et aux nécessités de la vie confédérale de notre pays. Ce risque, M SCHWANDER, chargé de la synthèse des travaux du colloque, l'a relevé en dénonçant le manque croissant de contacts réels entre nos communautés linguistiques, véritable paradoxe à l'époque des mass media et de l'information totale.

René Jeanneret
Françoise Redard

Pour les 15 ans de la CILA

Dans les semaines qui suivent, la Commission interuniversitaire de linguistique appliquée fêtera son 15e anniversaire. A vrai dire, il est difficile d'établir s'il faut retenir le 15 décembre 1965 comme date de naissance, jour qui fut celui où, à l'invitation de la Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel, et sous la présidence du doyen J.-B. GRIZE, se réunirent des représentants de haut niveau des universités de Berne, Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel pour approuver, entre autres choses, la création d'une Commission interuniversitaire de linguistique appliquée; ou bien s'il faut considérer que la séance constitutive fut la suivante, celle du 24 janvier 1966 tenue à Lausanne, ouverte par M. GIDDEY, et qui vit l'accession de M. Georges REDARD, alors professeur de linguistique aux universités de Berne et de Neuchâtel, à la présidence, M. Albert GILLIARD étant élu secrétaire; ou encore la séance du 21 février 1966 tenue à Berne où l'on enregistra le nom des délégués des différentes universités. Nous laisserons à un juriste le soin de déterminer, le cas échéant, la date exacte de notre naissance. Ce qui est sûr, c'est qu'elle eut lieu, sous une bonne étoile, quelque part entre Neuchâtel, Lausanne et Berne au cours du semestre d'hiver 1965/1966, et à l'initiative d'un Neuchâtelois.

En cette manifestation d'anniversaire, il nous a paru opportun de rappeler ici les motivations qui conduisirent à la création de la CILA et les objectifs de cette dernière. Après 15 ans, cela devient déjà de l'histoire! Il se trouvait en effet que par rapport à certains pays comme la France ou les Etats-Unis, la Suisse accusait quelque retard en matière d'équipement en laboratoires de langues de niveau universitaire. Lausanne avait créé un laboratoire en 1955 et comptait 24 cabines en 1955; l'université de Neuchâtel commençait modestement à s'équiper dès 1960, celle de Fribourg s'était dotée de 15 cabines en 1962 et celle de Berne était entrée dans ce «club» peu avant la constitution de la CILA. Dans un domaine voisin, Genève avait considérablement modernisé, dès 1960, son laboratoire de phonétique expérimentale.

Constatant la nécessité d'une coopération entre les diverses universités de notre pays, les constituants de la CILA se mirent d'accord pour instituer, dans les délais les plus brefs (et je cite le procès-verbal de la séance du 15 décembre 1965):

«A: une formation de linguistique appropriée, interuniversitaire, répartie sur plusieurs semestres et destinée aux futurs responsables de laboratoires de langue;

7

B: une formation, sous forme de séminaire interuniversitaire, pour les membres du corps enseignant appelés à élaborer des programmes de langues vivantes sur bandes magnétiques, en harmonie avec les besoins de l'enseignement secondaire en Suisse;

C: une formation accélérée de moniteurs, aptes à utiliser les programmes donnés, en classe audio-visuelle et au laboratoire de langues.

Pour y parvenir, les participants préconisent:

a) la création d'une Commission interuniversitaire de linguistique appliquée (CILA);

b) la publication d'un bulletin, dont le Centre de linguistique appliquée, créé en octobre 1965 à Neuchâtel, est prêt à assumer la rédaction et la diffusion;

c) l'échange interuniversitaire de tous les documents actuellement à disposition. Chaque Université fera l'inventaire du matériel dont elle dispose.»

A ses débuts, la CILA n'avait pas de besoins financiers, donc pas de budget, ni de trésorier. Vu l'urgence qu'il y avait de concrétiser ses résolutions, la CILA décidait de se réunir en principe mensuellement, mais au besoin à des intervalles plus rapprochés.

Les deux premières mesures pratiques qui furent alors prises furent d'envoyer une lettre aux Départements de l'instruction publique, motivant la création de la CILA, et de passer à l'examen d'un projet de cours de formation pour professeurs du degré secondaire.

Ainsi qu'on peut le constater, cette constitution avait autant valeur physique que *juridique*. On trouve en effet dans les objectifs de 1965 l'essence même de tout ce que la CILA a fait et est devenue au cours des années suivantes.

Organisé en septembre 1966 déjà par une équipe dirigée par M. Albert GILLIARD, le premier cours CILA a connu d'emblée un retentissement considérable. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la liste des «élèves» qui comprenait même des professeurs d'université. La tâche était rude: il fallait convaincre l'auditoire (il y avait beaucoup de sceptiques dans l'assistance) que l'introduction d'un laboratoire de langues ne se résumait pas à l'achat du matériel. Certains participants trouvaient saugrenu qu'on vienne leur rappeler que le signifiant était en principe linéaire et que le signe était plus ou moins arbitraire, puisqu'ils avaient vaguement parcouru SAUSSURE vingt ans auparavant, alors que d'autres découvraient, tout étonnés, des réponses à des questions qu'ils s'étaient posées depuis des lustres. Bref, ce premier cours CILA venait de démon-

trer, après ses trois semaines de durée, la nécessité d'une formation universitaire ou post-universitaire en linguistique appliquée à l'enseignement des langues, mais il révélait en même temps des difficultés qui ont resurgi lors de chaque cours: la première réside dans le *niveau de formation* très divers des participants, la seconde dans la place à attribuer à la *théorie* au sein des cours, la troisième enfin relative à la *durée* des cours.

Le cours de 1966 fut répété en 1967, puis presque chaque année. En 1979, la CILA organisait son onzième cours. Entre temps, de nombreux cantons ont pris sur eux la responsabilité de former leurs enseignants, mais la participation à notre dernier cours révèle qu'il y a encore des besoins à couvrir dans notre pays dans ce domaine. Le succès renouvelé de ce que nous appelions «cours d'initiation» repose en grande partie sur l'engagement de M. René JEANNERET et de ses collaborateurs qui ont acquis une virtuosité et une expérience dont la CILA aurait du mal à se passer aujourd'hui. Sur le plan matériel, il faut rappeler que l'organisation des cours se trouve facilitée par les subventions généreuses que le Centre de perfectionnement pour les professeurs de l'enseignement secondaire, de Lucerne, verse à la CILA.

Pour faire suite aux cours de base, la CILA a ensuite imaginé la création de cours de perfectionnement, d'une durée réduite, centrés sur un seul objet et s'adressant à un public plus restreint. L'élévation constante du niveau du cours de base et le développement d'une concurrence toujours plus vive ont toutefois amené la CILA à espacer l'organisation de tels cours.

Le second objectif de la CILA était la publication d'un bulletin. Ce projet aussi fut rapidement mis à exécution: en 1966 encore paraissait le numéro 1, ronéotypé, en format A 4, sous couverture beige, édité et expédié par le CLA[1] de Neuchâtel. Sept numéros parurent sous cet habit. Dès le numéro 8, on passa à la photocomposition et au format que vous connaissez bien; enfin, dès le numéro 27, la couverture vira du beige à l'olive, alors que la présentation en était légèrement modifiée. Du volume 1 au volume 31, plus de 3000 pages de textes ont été publiées, contenant pour une bonne part des articles scientifiques de haut niveau, pour une autre des comptes rendus rédigés par des experts choisis. Sous l'impulsion de ses rédacteurs, la publication de la CILA, qui est la seule de linguistique appliquée de Suisse, s'est acquise une notoriété qui dépasse largement les frontières de notre continent.

L'échange de documents entre les universités s'est en revanche heurté à de nombreuses difficultés. Néanmoins, avec le développement d'un

1. Centre de linguistique appliquée, université de Neuchâtel.

budget et à la suite du financement des activités de base de la CILA par les cantons, puis par la CDIP[2], la CILA a pu publier ses *Bibliographische Mitteilungen* durant près de dix ans. Mais la tâche devenait écrasante et les moyens n'y suffirent plus. Etant donné le rôle accompli par certaines organisations commerciales, la CILA se vit contrainte de dissoudre son centre de documentation.

A partir du début des années 70, la CILA décida d'élargir une première fois ses activités, tout en procédant à un réexamen, parfois cruel, des options prises vers 1965. Ainsi, après avoir lentement et péniblement tenté de convaincre les DIP[3] de la nécessité d'équiper les écoles en laboratoires de langues, la CILA décréta non pas qu'il fallait jeter tout Skinner aux orties, mais tout de même qu'il fallait évoluer et que le laboratoire de langues n'était pas tout dans l'enseignement moderne des langues, juste un auxiliaire parmi d'autres! Dieu merci, cette volte-face causa moins d'émoi que prévu, les adversaires de la mécanisation de l'enseignement des langues estimant qu'ils avaient bien fait de ne pas céder trop rapidement aux sirènes de la nouveauté.

Mais l'activité la plus, sérieuse et la moins publicitaire a été sans conteste le service d'expertise de bandes contenant des programmes d'apprentissage de langues. Dirigée avec modestie, compétence et distinction par M. André Guex, une commission d'experts comprenant trois personnes a testé plusieurs centaines de bandes avant de leur décerner le «label» de la CILA. Les experts furent et sont encore sévères. Plusieurs bandes furent refusées: certaines provenaient même de laboratoires universitaires. Les bandes agréées figurent au «Catalogue» dont la cinquième édition vient de paraître.

Il convient d'abréger. Mais j'ai gardé pour la fin un paragraphe sur nos colloques parce que c'est là, peut-être, que se situent nos manifestations du plus haut niveau. Les colloques de 1974 (Neuchâtel), 1976 (Neuchâtel) et 1978 (Soleure)[4] ont permis de réunir des spécialistes de réputation mondiale venus pour présenter leurs recherches de pointe avec un public invité par la CILA et forcément limité en nombre afin de maintenir une communication optimale entre chercheurs et participants. La fonction de ces rencontres est double: permettre à la CILA et aux personnes inté-

2. Conférence des chefs des départements de l'instruction publique.
3. Départements de l'instruction publique.
4. *Rôle et efficacité du laboratoire de langues dans l'enseignement secondaire et universitaire*, Neuchâtel, 21–23 mars 1974, cf. Bulletin CILA 20 (épuisé); *L'enseignement de la compétence de communication en langues secondes*, Neuchâtel, 17–27 mars 1976, cf. Bulletin CILA 24; *La conception et le rôle des matériels pédagogiques dans l'enseignement des langues secondes*, Soleure, 2–4 octobre 1978, cf. Bulletin CILA 29.

ressées à la linguistique appliquée de se tenir en permanence au courant des derniers développements scientifiques d'une part, débattre d'un sujet actuel destiné à devenir à son tour le thème central d'un cours de perfectionnement d'autre part.

J'interromps ici ce rappel de nos activités et des motivations qui les justifient: je voudrais m'en tenir à l'essentiel.

15 ans? La route n'est pas si longue, et pourtant que de travail accompli, que de séances plénières ou de commissions et, modestement, que de succès, tant il est vrai que l'on oublie vite les mauvaises expériences! Mais cet anniversaire doit plus que jamais nous inviter à une analyse critique de nos activités. La CILA se justifie-t-elle encore sous sa forme actuelle, n'y a-t-il pas suffisamment de linguistes «appliqués» en Suisse pour créer une Association suisse de linguistique appliquée, comme le souhaiterait l'Association internationale de linguistique appliquée dont nous sommes membre?

Toutes ces questions ont été abordées avec lucidité par la CILA dans l'optique de son quinzième anniversaire et, comme toujours, les réponses n'ont pas été simples à trouver. Quoi qu'il en soit, il appert des discussions que la CILA rend encore bien des services et qu'elle peut en rendre d'autres. Elle l'a démontré en élargissant une fois encore ses activités. L'an dernier, lors d'une mémorable séance tenue à Lugano, elle s'ouvrait aux problèmes de la politique des langues en Europe en suivant les exposés de MM. J.P. VAN DETH (Paris) et F.-J. ZAPP (Munich). Aujourd'hui c'est un problème du même ordre que nous empoignons, et combien plus difficile, puisque nous sommes tous concernés, non plus seulement scientifiquement, mais dans notre identité.

Notre quatrième colloque porte un titre choc: «Le Schwyzertütsch, 5e langue nationale»: la CILA a voulu par là apporter sa contribution à un débat qui touche tout un chacun. Mais que la matière est explosive! Il suffit, pour s'en rendre compte, de suivre la rubrique des lettres de lecteurs dans nos quotidiens habituels ou de voir certaines réactions suite à la publication d'un reportage sur la «barrière de röstis» dans un journal genevois[5]. Enfin, le sujet est d'actualité[6]: les rapports entre les langues font l'objet d'interpellations parlementaires et même la Chancellerie fédérale a décidé d'organiser un colloque sur ce sujet pour le mois d'octobre 1980! Il n'y a toutefois pas concurrence entre la Confédération et

5. Voir *La Suisse*, articles de L. REBAUD, fin juillet–début août 1980.
6. On peut s'en convaincre aisément en consultant le calendrier des manifestations de 1980: outre notre manifestation et celle de la Confédération, il y a eu un colloque en juin à Lenzburg organisé par la NSH et encore un autre, en novembre 1980, à l'EPF de Lausanne.

nous. La CILA, en effet, a clairement défini – donc limité – le contour de ce colloque:

Sans vouloir insister sur le «cas suisse», ni sur ce qui distingue notre pays d'autres Etats bilingues comme la Belgique ou le Canada, il conviendra de démontrer que l'adage

Cujus regio eius lingua

n'est pas vrai, même si parfois l'on nous demande poliment, outre Jura, si nous parlons suisse. La France parle français, mais aussi breton, basque, catalan, provençal, allemand et flamand. L'Italie s'exprime au travers de nombreux dialectes italiens, mais aussi en franco-provençal, en provençal, en ladin, en catalan, en allemand, et même en grec et en albanais. Presque tous les pays sont confrontés à des difficultés résultant d'un bi- ou d'un pluri-linguisme ou -glossie.

Ce colloque a pour but (ambitieux) d'examiner:

a) comment le locuteur alémanique se sent au sein de sa propre communauté;

b) comment ce même locuteur réagit face à l'allemand;

c) comment les autres communautés linguistiques suisses réagissent devant le Schwyzertütsch;

d) s'il est possible ou nécessaire d'apprendre le Schwyzertütsch, ce qui posera la question des normes, celle de la confection de méthodes.

La CILA a voulu faire œuvre linguistique et non pas politique, ni économique, bien que ces deux paramètres ne puissent pas être évacués sans autre de la discussion. Notre commission souhaiterait même pouvoir contribuer à une meilleure intercompréhension entre les différentes communautés linguistiques de Suisse. Elle sait, en effet, qu'à travers nos langues ce sont des cultures différentes qui s'expriment, elles qui constituent notre richesse profonde.

St. Romain
1966 Ayent

Jean-Pierre Métral
Président de la CILA

«Le Schwyzertütsch»: écran ou lien?

G.F. BAUER, ancien ministre, Peseux/NE

Introduction

Mes premiers mots seront pour vous remercier d'avoir bien voulu m'appeler à apporter la contribution d'un «praticien» à l'analyse du problème, dont vous avez fait le thème de votre colloque 1980.

Je me plais à souhaiter que mises au bénéfice de votre bienveillante attention les réflexions, dont je vous ferai part, susciteront votre intérêt.

Laissez-moi vous féliciter d'avoir choisi comme thème de votre colloque 1980 «le Schwyzertütsch, 5e langue nationale?» Il s'agit là d'un sujet d'une importance permanente et polyvalente, intéressant bien entendu au premier chef les linguistes que vous êtes et dont les incidences sur la vie politique de la Confédération, les relations confédérales, les rapports humains au sein de nos communautés nationales sont évidentes.

Aussi bien la coexistence de nos langues nationales parlées et écrites mérite un examen, des analyses renouvelées et entreprises de tous les points de vue et cela de la part de tous les milieux concernés de notre Pays, tels les milieux scientifiques, des arts et des lettres, de la politique et de l'économie.

Je m'acquitterai du mandat, que vous avez bien voulu me confier en vous présentant quelques réflexions sur le rôle que me paraît remplir et pourrait ou devrait jouer à l'avenir le Schwyzertütsch au nombre des langues parlées et écrites que compte le pluralisme linguistique de notre Pays, dans les relations confédérales, limitées à celles qui lient Suisse alémanique et Suisse romande.

L'existence du Schwyzertütsch, l'ampleur et la diversité de son usage, son audience, que nous constatons tout au long de nos contacts quotidiens avec nos compatriotes constituent-elles un problème, représentent-elles dans le temps présent un frein, un obstacle, comme d'aucuns le disent ou le pensent, à l'évolution positive des rapports de la Suisse alémanique avec la Suisse romande ou peuvent-ils le devenir à l'avenir en raison de facteurs tant extérieurs qu'intérieurs à notre pays?

Ce que je pourrai en dire est issu de la récente enquête qu'un Groupe romand, mandaté par la Nouvelle Société Helvétique – N.S.H. – a conduite durant l'hiver 1979–1980 et le printemps de 1980 auprès de quelque 100 personnes de milieux politique et professionnel différents appartenant aux cantons de la Suisse romande et dont les conclusions ont été présentées lors du colloque N.S.H. à Lenzbourg le 6 juin 1980.

dans le temps même où un Groupe suisse alémanique faisait connaître les siennes.

Mon propos se fondera aussi sur des expériences et des réflexions personnelles. Il se bornera à l'examen de la coexistence des trois langues écrites ou parlées, le français, l'allemand et les dialectes suisses alémaniques et de ses effets sur les rapports Suisse alémanique/Suisse romande, en mettant un accent particulier sur le Schwyzertütsch.

II Les trois langues considérées dans leur coexistence historique

Point n'est besoin de souligner, encore moins de rappeler devant l'auditoire que vous êtes, les différences profondes que présentent les passés linguistiques des communautés suisses alémanique et romande de la Confédération.

En effet – caractérisée en un survol rapide –, en Suisse romande, placée en face d'un voisin, la France, anciennement unifié et centralisé – sous les monarchies, empires et républiques – l'évolution linguistique s'est déroulée d'une manière unique sous l'influence de la Réforme, de l'extension géographique de la langue française interne et externe à la France et a conduit à l'omniprésence du français et à l'évanouissement des patois qu'elle comptait.

L'histoire linguistique de la Suisse alémanique, de son côté, a consisté en des péripéties internes et externes à la Confédération, en des flux et reflux alternatifs de l'allemand et des dialectes suisses alémaniques, courants et manifestations qui appartiennent aussi à l'histoire contemporaine.

C'est ainsi que la création dans le cours de l'histoire moderne du premier Reich allemand en janvier 1871, sa chute en 1918, l'éphémère II[e] Reich (République de Weimar), l'impérialisme idéologique du III[e] Reich nazi de 1933 à 1945 n'ont pas été étrangers, indépendamment de la richesse des sources de culture suisse alémanique, finalement à la consolidation, à la généralisation, en tant que langue parlée des dialectes suisses alémaniques, à tous les secteurs de la population, à toutes les professions. Il s'est agi là d'une affirmation de son identité, de ses spécificités.

Des Romands ont été les premiers à le reconnaître. C'est ainsi que l'historien William MARTIN, parlant en 1914 déjà de la vigueur des dialectes suisses alémaniques, disait: «L'allemand suisse a fait preuve jusqu'ici d'une vitalité admirable, qui n'a peut-être pas sa pareille au monde . . . il s'est maintenu comme langue parlée non seulement dans

le peuple, mais encore dans toutes les classes de la Société. Cette vitalité seule prouve qu'il s'agit d'une véritable langue et non d'un patois»[1].

Charly CLERC, qui a été et qui demeure aujourd'hui l'un des meilleurs connaisseurs et interprètes de la Suisse alémanique et de ses langues, à son tour écrivait en 1944:

«Cet idiome – allemand-suisse –, que si peu d'entre nous réussissent à parler convenablement et qu'en général nous ne comprenons guère, il faut ici prendre sa défense. Non qu'il ait en Pays suisse à subir des attaques, mais, ce qui est presque plus grave, il n'est pas estimé selon ses mérites, ses ressources . . . En deçà de l'Aar et de la Sarine, il arrive qu'on le dédaigne. Dans notre opinion publique, le bon allemand c'est celui de l'Allemagne; ce qui se parle en Suisse serait donc, sans qu'on le définisse en un terme aussi cru, du mauvais allemand . . . Le Schwyzertütsch est une langue, la langue des pays alémans. Elle a subsisté à travers les siècles alors que plusieurs états germaniques adoptaient peu à peu, pour l'usage commun, le saxon de la Bible de Luther. Mais entre les Alpes et le Rhin demeurait vivant savoureux et riche cet idiome allemand-suisse.»[2]

Friedrich DÜRRENMATT caractérise de la sorte les dialectes suisses alémaniques et leur signification humaine: «Das Schweizerdeutsche als seine Muttersprache ist die Sprache seines Gefühls, das Deutsche als seine «Vatersprache» die Sprache seines Verstandes, seines Willens, seines Abenteuers . . .»[2]

Indépendamment de l'influence des mouvements de pensée, de facteurs politiques propres à la Suisse contemporaine, la coexistence dans les rapports Suisse alémanique/Suisse romande, de la langue française, allemande et des dialectes alémaniques est le fruit de l'histoire mouvante des régions suisses romandes avec la France, d'une part, et des régions suisses alémaniques avec les Etats allemands d'abord, le premier, le deuxième et le troisième Reich, dans la suite, d'autre part.

Si, en raison de la puissance d'attraction de la langue française, appuyée par l'Etat politique français – le plus populeux Etat de l'Europe du XVIII[e] et du début du XIX[e] siècle – et du fait de l'emprise de la Réforme, la langue française s'est substituée aux patois au point de les faire disparaître, il en a été tout autrement de la langue allemande, de sa croissance malaisée dans l'Europe des nationalités des XIX[e] et XX[e] siècles, de la survivance bénéfique des langues parlées en Allemagne du Sud et en Suisse alémanique.

1. R. ZELLWEGER (1978): *«Schweizerdeutsch»*, *Materialien zur Landeskunde*, polycopié Neuchâtel, Université, Séminaire d'allemand.
2. R. ZELLWEGER (1978): *«Schweizerdeutsch»*, *Materialien zur Landeskunde*, polycopié, Neuchâtel, Université, séminaire d'allemand.

15

Alors que les communautés romandes pouvaient sauvegarder, dès la chute du 1er Empire français, leurs identités vis-à-vis de la France et leurs spécificités au sein de la Confédération, nos compatriotes suisses alémaniques, placés en face de la puissance nouvellement unifiée et voisine de l'Allemagne des XIXe et XXe siècles, ont, en parlant leur langue nationale, voulu non seulement conserver une tradition, une culture propre, mais aussi affirmer, à leur tour, leurs identités, leur quant-à-soi vis-à-vis du voisin devenu puissant et expansionniste du 1er Reich et contre l'idéologie du IIIe Reich nazi.

Par voie de conséquence, si nous voulons apprécier la valeur, la raison d'être d'aujourd'hui et de demain des langues parlées et écrites en Suisse, si nous voulons nous convaincre de la nécessité non seulement d'en admettre la coexistence, mais bien davantage de les assimilier en les comprenant et en les parlant, il faut alors que Suisses romands et Suisses alémaniques se rappellent les origines différentes et également dignes de considération et de compréhension de ce pluralisme linguistique. Il faut, au surplus, qu'ils soient conscients, tout à la fois, de la nécessité de cette coexistence inhérente à notre vie confédérale, des charges qu'il nous impose comme des chances qu'il nous offre dans le monde international contemporain.

III La coexistence des trois langues

= considérée dans les rapports Suisse alémanique/Suisse romande
= ou le fédéralisme et le pluralisme linguistique suisses

Le Président de la Confédération, M. G.-A. CHEVALLAZ, aux termes de la conférence qu'il a présentée au colloque de la N.S.H. à Lenzbourg, le 6 juin 1980, intitulée «Dialogue entre Suisses», a rappelé et souligné ce qui suit:

«. . . le fédéralisme fondamental explique la survivance et la vitalité du particularisme linguistique, les dialectes chez les Confédérés, le français chez les Romands avec la mince survivance des patois. Il a, à travers le temps, permis la maintenance des langues comme la dualité confessionnelle en dépit des migrations et du brassage des populations.»

Il est aussi vrai de penser, me paraît-il, qu'au travers des vicissitudes, dont ont été prodigues les relations internationales du continent européen des XIXe et XXe siècles, la diversité des langues, leurs attaches profondes dans les communautés rassemblées au sein de la Confédération, en particulier la survivance, l'extension des dialectes suisses alémani-

ques, le pluralisme vivifiant et stimulant de nos cultures ont contribué à imperméabiliser la Suisse vis-à-vis d'influences, de pressions idéologiques et politiques sur le plan externe, comme elles ont permis, sur le plan interne, de sauvegarder dans son essence le fédéralisme en dépit de l'évolution centralisatrice politico-administrative que nous avons enregistrée au cours des dernières décennies.

Aussi bien suis-je de l'avis, compte tenu des enseignements de l'histoire contemporaine des relations internationales en général et de nos rapports avec l'étranger en particulier, comme aussi de la large audience des dialectes suisses alémaniques au sein de la Confédération, que les nouvelles et nécessaires osmoses, que requiert la revalorisation du fédéralisme et son adaptation aux conditions nouvelles de vie collective, ne se réaliseront et ne se révéleront efficaces que si nous prêtons une attention fondamentale à nos langues parlées et écrites, dont le Schwyzertütsch, et si nous les comprenons et les possédons mieux qu'aujourd'hui.

Certes, une telle attitude de la part du Suisse romand implique un double effort, une maîtrise de l'allemand et une connaissance ou une compréhension, à tout le moins, du Schwyzertütsch.

S'il est raisonnable de le demander au Suisse romand, ce n'est point du tout, comme on le pense ou ainsi qu'on le dit, du fait que les communautés suisses romandes représentent une minorité démographique, mais c'est bien, me semble-t-il, pour les deux raisons suivantes, fort différentes l'une de l'autre:

- parce qu'il est dans l'intérêt bien compris du Suisse romand par un effort permanent de mieux se faire comprendre de son compatriote suisse alémanique. Comment pourrait-il mieux y parvenir qu'en parlant ou, tout au moins, en comprenant les dialectes que parlent et qu'affectionnent nos compatriotes?
- parce que le Suisse romand doit se rappeler que l'audience et l'extension contemporaines du Schwyzertütsch ont représenté dans un proche passé et traduisent aujourd'hui l'affirmation d'une culture, d'une spécificité, d'une originalité toutes conditions d'une personnalité, d'une volonté d'indépendance, d'un fédéralisme vivant, à quoi nous ne pouvons qu'applaudir.

La pratique quotidienne des dialectes suisses alémaniques dans les rencontres confédérales ne saurait être interprétée comme l'expression d'une quelconque désinvolture à l'égard des Suisses romands; c'est l'expression d'un quant-à-soi parallèle au nôtre, d'une identité complémentaire à la nôtre, c'est somme toute un comportement fédéraliste.

Dans le temps même où le Suisse romand doit manifester cette compréhension et se prêter à ce dialogue en s'y préparant par ce double effort

linguistique, le Suisse alémanique, de son côté, doit prêter plus d'attention à la langue française, apprise et parlée, non pas seulement ou tellement comme l'une des langues mondiales, mais encore et surtout comme véhicule linguistique non moins nécessaire de la communauté confédérale.

IV La coexistence des trois langues considérée dans ses incidences, à la fois, internes et externes

La revalorisation du fédéralisme, dont on se met tant à parler, passe bien entendu par une meilleure connaissance des génies spécifiques de la Suisse alémanique – dont l'expression caractéristique est l'idiome allemand-suisse –, du Tessin et de ceux de la Suisse romande, par le respect des personnalités et des cultures que la Suisse a le privilège de réunir. Elle sera rendue possible, tout au moins plus aisée, par un savoir linguistique plus approfondi et plus généralisé, instrument indispensable du dialogue confédéral.

D'aucuns ne manqueront pas d'émettre des doutes, d'exprimer des critiques à l'adresse de tels objectifs, de telles actions, eu égard, prétendront-ils, à l'osmose progressive européenne et à l'interdépendance croissante du monde occidental.

L'évolution probable des communautés nationales européennes dans leurs rapports en voie de se multiplier et de s'intensifier, tout au contraire, doit nous inciter à accroître, accélérer et approfondir les efforts de compréhension des génies propres à la Suisse et la connaissance de nos potentiels.

Une connaissance de l'extérieur, du contexte européen et du monde occidental présuppose l'exercice quotidien d'une meilleure compréhension de nos spécificités régionales, de nos cultures, leur conjugaison plus efficace.

Cette pratique du fédéralisme en général, du pluralisme linguistique, qui nous caractérise en particulier, représente une somme d'expériences, d'enseignements d'un intérêt pratique pour nos comportements individuels et de membres de communautés. Elle nous prépare à mieux saisir la complexité d'une coexistence et d'une interdépendance européenne et mondiale. Cette assimilation des cultures régionales suisses, de leurs particularités linguistiques, notamment des dialectes de la Suisse alémanique – puisqu'ils n'existent qu'à l'état de vestige dans les cantons de la Suisse romande – constitue, si nous le voulons bien, un banc d'essai, une préparation à la compréhension des cultures et des individualités des

pays étrangers par l'ouverture d'esprit qu'elle implique, la capacité de réception et d'assimilation qu'elle suscite selon les cas et les individus. Négliger cette plate-forme d'expériences quotidiennes, vivifiantes, que doit comporter la vie en communauté confédérale et plurilinguistique – par opposition à celle au sein d'un Etat centralisé –, c'est risquer de maltraiter les rapports que nous entretenons sur le plan international, d'en prendre une vue sommaire et simpliste et c'est négliger les atouts que nous valent le fédéralisme et le pluralisme linguistique.

Ce serait aussi dans un avenir pas très éloigné s'exposer, sans préparation, sans discernement, à la pénétration envahissante d'innombrables informations de toute nature que diffuseront les modes de communication des derniers vingt ans du XX[e] siècle.

V Des attitudes réciproques dans les rapports Suisse alémanique/Suisse romande en relation avec les problèmes linguistiques, dont celui du Schwyzertütsch

«S'entendre... sans se comprendre», la boutade rappelée par G.-A. CHEVALLAZ dans sa conférence mentionnée antérieurement, si elle a jamais vraiment caractérisé les relations entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, n'est plus aujourd'hui qu'une plaisante boutade.

Et cela d'autant plus si l'on prend la peine de mettre face à face les comportements individuels observés à cet égard en Suisse alémanique et en Suisse romande et les problèmes posés et qu'il s'agit de résoudre. On peut, en un raccourci très sommaire, constater un attrait marqué en général pour l'anglais, un manque d'intérêt ou d'attention à l'égard de la langue française de la part des Suisses alémaniques, une inappétence des Suisses romands pour les dialectes suisses alémaniques, leur compréhension et leur usage.

Si nous pénétrons quelque peu dans l'analyse de l'état de situation en Suisse romande, et sans pouvoir, ni vouloir aborder ici les relations générales de la Suisse alémanique et de la Suisse romande, nous relevons les phénomènes concomitants suivants:

D'une part, se manifestent des affirmations nouvelles dans nombre de secteurs de l'activité humaine. Elles se traduiront, tôt ou tard, par des changements de comportements dans les rapports à venir des régions de la Suisse romande avec les communautés voisines, nationales et étrangères.

D'autre part, coexistent en Suisse romande des attitudes de repli qui vont jusqu'à la résignation, jusqu'au défaitisme. Ce repliement sur soi-

même que l'on perçoit parfois dans les prises de position romandes ne manquera pas, à son tour, si l'on n'y porte pas remède, de provoquer plus ou moins artificiellement la barrière des langues que l'on s'empressera tout aussitôt dans certains milieux d'exagérer et de dénoncer.

Les affirmations nouvelles, les attitudes volitives que l'on peut enregistrer de plus en plus nombreuses et diverses dans les régions de la Suisse romande et auxquelles on ne peut qu'applaudir comme facteur d'équilibre dynamique entre nos communautés nationales, ne doivent pas, nous voulons le souhaiter, se concrétiser sur le terrain linguistique, en des attitudes de rejet à l'égard, par exemple, des dialectes suisses alémaniques.

En effet, il y aurait dans cette hypothèse contradiction entre les affirmations nouvelles, cette présence active de la Suisse romande et la problématique linguistique, le «barrage des langues», qui pourraient en découler.

En effet, des observateurs qualifiés de tels comportements s'accordent à dire que les querelles linguistiques traduisent souvent des sentiments, des états d'infériorité.

Ce comportement romand volitif doit donc se manifester à l'égard des questions linguistiques, que comporte normalement la vie en communauté confédérale et en pluralisme culturel, par des attitudes d'ouverture et non de repliement ou de rejet.

La politique dynamique, que nombre de régions de la Suisse romande ont définie et mettent présentement en œuvre implique de leur part un effort constant de mieux comprendre leurs voisins et compatriotes suisses alémaniques pour se faire, à leur tour, mieux comprendre par eux. Cette volonté d'ouverture réciproque se traduira, entre autres, chez les Suisses romands par la possession de la langue allemande, par une assimilation, voire l'usage plus fréquent des dialectes suisses alémaniques et chez les Suisses alémaniques par une meilleure compréhension de la langue française.

Nos compatriotes suisses alémaniques, si attirés que nous puissions être, les uns et les autres, par le dynamisme des sociétés contemporaines anglo-américaines, doivent conserver à l'esprit que la langue française, quel que soit son avenir dans le monde d'aujourd'hui et de demain, est et demeurera le véhicule linguistique par excellence de la Suisse romande dans ses rapports avec les autres communautés linguistiques suisses.

La collaboration confédérale, qu'avec raison on préconise comme antidote à la solution facile de la centralisation dont on a usé et abusé, nous conduira inévitablement à pratiquer plus intensément le plura-

lisme linguistique, qui doit caractériser les relations de la Suisse romande avec la Suisse alémanique.

Pour parvenir aux fins proposées, il ne suffit pas de constater l'état présent des rapports linguistiques Suisse romande/Suisse alémanique, de dénoncer l'inappétence linguistique des uns et des autres, il faut apprendre à se mieux connaître. Pour ce faire, il faut, d'une part, appuyer toutes les actions valables, d'ores et déjà en cours, d'autre part, multiplier et systématiser les actions nécessaires à cet effet.

L'action isolée, sporadique, la mieux intentionnée, ne suffit pas.

Les conclusions de l'enquête déjà mentionnées du Groupe romand de la N.S.H. recommandent, en particulier, le développement des rencontres entre régions linguistiques, l'élaboration de programmes scolaires adéquats, la multiplication ou l'organisation d'échanges réguliers – facilités par des régimes d'équivalence – à tous les niveaux et dans toutes les catégories d'études primaires, secondaires, techniques, professionnelles, universitaires, l'institution d'échanges de stages pour les membres du corps enseignant, le développement des cours de langues modernes, dont notamment nos langues nationales écrites ou parlées, l'institution d'échanges progressifs d'occasions de stages pour les titulaires de fonctions publiques au sein des administrations cantonales et communales.

Ces mesures, en Suisse romande, doivent aussi inclure une compréhension, une assimilation des dialectes suisses alémaniques selon des méthodes pédagogiques appropriées.

VI Conclusions

Tant les réflexions, dont je vous ai fait part, que les expériences personnelles d'une vie professionnelle d'ores et déjà longue et diverse, me font conclure que les dialectes suisses alémaniques, le Schwyzertütsch, peuvent être un *lien* bénéfique dans les relations suisses alémaniques/suisses romandes. Il demeurera, en revanche, un *écran* pour ceux qui se ferment aux réalités, aux possibilités et aux nécessités de la vie confédérale de notre Pays.

Entre dialecte et langue – l'exemple du Schwyzertütsch

W. HAAS, Université de Fribourg.

0. Qu'est-ce qu'un dialecte? C'est au linguiste français Auguste BRUN que nous devons, je crois, la plus belle définition: «un dialecte est une langue qui n'a pas réussi.» Dans ce cas, qu'est-ce qu'une langue? L'américain Robert A. HALL donne cette réponse catégorique: «a language is a dialect with an army and a navy».

Evidemment, ces deux «définitions» sont des boutades, toutefois elles expriment d'une manière concise une idée fondamentale de la linguistique moderne: entre dialecte et langue, il n'y a pas de différence de nature. Ce sont des raisons purement extralinguistiques qui nous amènent à donner le nom de «langue» à un idiome et à appeler un autre «dialecte». La légère polémique à propos de ces deux «définitions» tend vers l'opinion, largement répandue chez les profanes, les snobs et les défenseurs de la langue, qui veut qu'une langue soit, par sa nature même, un système linguistique plus logique, plus fonctionnel et plus beau qu'un dialecte. Il est bien clair que de telles prétentions naïves, quant à une supériorité inhérente aux idiomes dits «langues», ne sont pas fondées. La preuve en est que de nombreux «dialectes» sont devenus «langues» au cours du millénaire passé, et les linguistes s'amusent à rappeler aux puristes le succès énorme qu'ont eu dans ce processus le français et l'anglais – précisément le français, ce dialecte roman le plus détérioré du point de vue latin, et l'anglais, ce rejeton d'une mésalliance germano-française.

La différence entre langue et dialecte n'est donc pas d'ordre linguistique. Mais n'empêche qu'il existe une différence, celle de «n'avoir pas réussi», celle de «n'avoir pas d'armée». Il s'agit d'une différence socio-culturelle ou socio-linguistique et c'est d'elle que naissent les difficultés entre hommes et femmes parlant un idiome dit «dialecte» et d'autres se sachant en possession d'une «langue». Les linguistes ne s'opposent pas à la discussion de ces problèmes et difficultés, mais ils s'opposent à un mélange de termes et d'arguments: celui qui dit d'une langue qu'elle est moins «logique» ou plus «primitive» qu'une autre ne fait pas une proposition linguistique, mais une proposition sur ses sentiments, issus de ses expériences culturelles, sociales, personnelles; il ne parle pas de la langue, mais de lui-même et de son groupe social. Quoi qu'il en soit, de telles attitudes sont importantes pour le fonctionnement de la communication dans une société et elles doivent donc faire l'objet d'une discussion, d'une discussion sociolinguistique. Dans le même ordre d'idées

d'autres traits externes, non-linguistiques, d'un idiome deviennent importants, ainsi, le nombre des locuteurs, le nombre de volumes écrits dans cet idiome ou même la puissance de l'armée du peuple qui le parle.

Au cours de mon exposé, je vais essayer de distinguer ces deux points de vue: dans une première partie, je me propose de vous présenter quelques aspects purement linguistiques des dialectes alémaniques en choisissant de préférence des traits partagés par la plupart de ces dialectes[1], mais qui les différencient aussi de l'allemand standard[2]. Dans une seconde partie, je parlerai de quelques particularités sociolinguistiques de l'emploi des deux types de langage en Suisse alémanique.

Première partie: esquisse linguistique

1. Clarifions dès le début: *le* Schwyzertütsch n'existe pas. Ce terme n'est qu'un nom collectif commode pour désigner toute une série de dialectes allemands parlés sur le territoire suisse. Voilà déjà un trait caractéristique mais non-linguistique des dialectes: le nombre de leurs locuteurs et leur domaine géographique sont restreints. Cela tient à ce que les règles grammaticales d'un dialecte ne sont pas contrôlées par une institution quelconque, mais uniquement par la communauté linguistique naturelle; elles ne sont donc admises qu'aussi loin que cette communauté s'étend; la grammaire du village voisin différera déjà dans certaines règles. Ce sont ces divergences qui constituent des dialectes distincts.

Une description grammaticale «du Schwyzertütsch» reviendrait donc à une accumulation presque illimitée de règles grammaticales, dont une sélection serait admise pour chaque localité, mais partout selon une combinaison plus ou moins différente.

C'est par leurs sons que des dialectes se distinguent le plus sensiblement; de là vient la coutume de grouper les dialectes selon des critères phonétiques. Ainsi on réunit dans un groupe les dialectes haut-alle-

1 En général, j'emploie le terme *alémanique* «à la Romande», c'est-à-dire comme traduction française de *Schwyzertütsch*, sens plus restreint que celui adopté par les dialectologues.

2 On doit à R.E. KELLER deux descriptions linguistiques courtes mais assez complètes du bernois et du zurichois qui peuvent servir d'introduction excellente au swzt.: R.E. KELLER: *German dialects*, Manchester 1961, Manchester University Press, 30–115. – En ce qui concerne l'abondante littérature linguistique sur les dialectes alémaniques, le lecteur est renvoyé à la bibliographie de Stefan SONDEREGGER: *Die schweizerdeutsche Mundartforschung 1800–1959*, Frauenfeld 1962, Huber, *(Beiträge zur schweizerischen Mundartforschung 12)*; pour les années à partir de 1960: le *Bericht* annuel sur les travaux du *Schweizerisches Idiotikon*.

mands qui ont altéré le *k* germanique en toutes positions. On a donné à ce groupe le nom «haut-alémanique» ou «alémanique méridional». Les dialectes de la Suisse alémanique avec leurs *chind, tänkche, wèkche* appartiennent à ce groupe, à quelques exceptions près[3].

A l'intérieur de la Suisse alémanique, la classification des dialectes peut se faire également par leurs différences phonétiques. Ainsi une ligne (ou une «isoglosse») coupant le pays de l'ouest à l'est sépare une région septentrionale, où l'on prononce *schnèie* 'neiger', d'une région alpine, où le mot se prononce *schnye*. Une autre isoglosse sépare l'ouest avec les prononciations *bètt, gòtte* de l'est, où ces mots sont prononcés *bétt, gótte* ('lit', 'marraine').

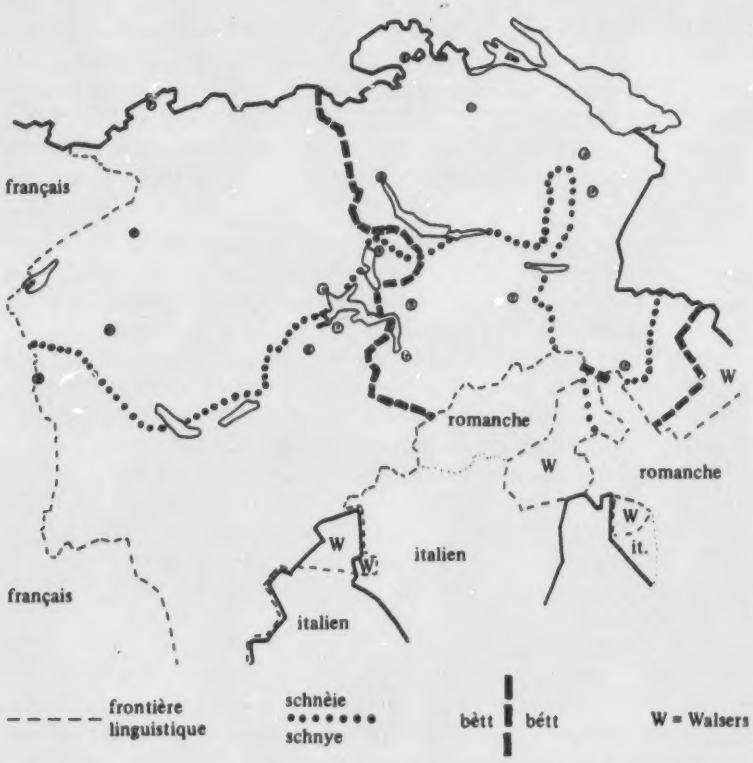
Cette quadripartition du territoire alémanique est renforcée par de nombreuses autres isoglosses, bien que chacune d'elles suive un tracé plus ou moins différent. La zone alpine, d'une fragmentation linguistique assez prononcée, s'oppose au plateau beaucoup plus uniforme; mais là, on retrouve dans le domaine linguistique l'opposition fondamentale entre les deux grandes régions, centrées respectivement autour de Berne et de Zurich. La partie est de la zone alpine connaît une structure linguistique particulièrement compliquée, surtout à cause des migrations des Walsers. A l'est de Zurich, les zones limitrophes du pays se distinguent elles aussi par une forte fragmentation dialectale. Ces quelques indications doivent suffire à caractériser la division linguistique de la Suisse alémanique[4].

2. Depuis le XVIII[e] siècle, le Schwyzertütsch (swzt.) est considéré par les philologues comme particulièrement archaïque[5]. Il doit cette renommée, assez flatteuse autrefois, principalement à deux particularités phonétiques. La plupart des parlers allemands, y compris la langue standard, ont diphtongué les voyelles longues *î, iu* = [y:] et *û* du moyen-haut-allemand (mha.); on a donc all. *Eis, Mäuse, Maus* pour mha. *îs, miuse, mûs*. Plusieurs dialectes et l'allemand standard ont réparé cette perte de monophtongues par une monophtongaison des diphtongues mha. *ie, üe, ue:* mha. *biegen, rüemen, fuo3* sont donc passés à all. *biegen* [bi:gən], *rüh-*

3 Les exceptions sont: les dialectes de la ville de Bâle (bas alémanique) et de la vallée de Samnaun (bavarois) et le dialecte des juifs parlé autrefois dans certains villages argoviens (jiddisch occidental).

4 Pour une introduction à la géographie linguistique de la Suisse alémanique cf. Rudolf HOTZENKÖCHERLE: «Zur Raumstruktur des Schweizerdeutschen», *Zeitschrift für Mundartforschung 28* (1961), 207–227. De l'atlas linguistique de la Suisse alémanique (SDS), œuvre de R. HOTZENKÖCHERLE, ont paru jusqu'à ce jour les quatre premiers volumes (Berne 1962 ss. Francke).

5 Cf. Stefan SONDEREGGER: «Alemannische Mundartforschung», in: *Germanische Dialektologie.* Festschrift für Walther MITZKA, Wiesbanden 1968, Steiner, 1–29.



men, Fuss. Le swzt. n'a pas subi ces deux altérations fort frappantes: il dit toujours *ysch, müüs, muus; biege, rüeme, fuess,* et dans ce sens, il a effectivement conservé l'état phonétique du mha.

Dans cet ordre d'idées, une remarque importante s'impose. Les divergences dialectales naissent lorsqu'un groupe de locuteurs introduit une altération dans sa langue tandis que d'autres groupes restent fidèles aux habitudes linguistiques antérieures. Selon une opinion assez répandue, mais dans la plupart des cas erronée, les dialectes sont des défigurations de la langue standard causées par des rustres; en réalité, la formation des dialectes est, en règle générale, l'événement précédant le développement d'une langue standard à partir du dialecte «qui a réussi».

Mais naturellement le swzt. ne doit pas ses particularités à son conservatisme exclusivement; chaque dialecte a des innovations qui lui sont propres. Le trait distinctif de l'alémanique méridional par exemple, cette

25

mutation du *k* ancien, constitue une innovation par rapport au germanique. Même les dialectes alpins, super-conservateurs à l'intérieur du swzt. conservateur, se distinguent du mha. et du reste du swzt. par nombre d'innovations inconnues ailleurs: le participe-passé *gitrüüchu* 'bu' du valaisan se distingue de la forme alémanique «moyenne» *trunkche* par cinq particularités dont une seule peut être considérée comme achaïsme[6].

3. La distinction la plus nette entre le swzt. et l'allemand se trouve sans doute au *niveau phonologique*. Les différences se manifestent d'abord dans les sons eux-mêmes, c'est à dire dans les traits distinctifs utilisés par les deux idiomes pour la formation de leurs systèmes phonologiques. Ansi, le français ou l'allemand utilisent la sonorité pour distinguer /b d g/ de /p t k/ et /z ʒ/ de /s ʃ/. Le swzt. par contre ne connaît pas d'occlusives et fricatives sonores, il se sert de la durée pour distinguer les séries mentionnées et quelques autres paires comme /v/ ≠ /f/,/γ/ ≠ /x/.

Une très importante différence phonologique entre les deux idiomes tient dans la distribution différente des phonèmes dans les mots apparentés. Par exemple, l'allemand et le swzt. possèdent tous les deux les phonèmes /u:/ et /au/, mais ils les utilisent d'une manière différente pour la formation de monèmes de même sens: l'allemand dit /maus/ 'souris', tandis que le swzt. a /mu:s/, mais tous les deux prononcent /raux/ 'fumée'.

D'autres différences dans la structure syntagmatique résultent du nombre différent de phonèmes utilisés dans les deux idiomes pour la formation de monèmes apparentés: à l'all. *gesungen, gebunden, Frage, Steine* correspondent le swzt. *gsùnge, pùnde, fròòg, schtäi* ('chanté', 'lié', 'question', 'pierre'). Le linguiste-historien reconnaît les effets de l'apocope, de la syncope, de l'effacement de consonnes et remarque en passant que, cette fois, c'est l'allemand qui se montre plus conservateur.

En général, les monèmes alémaniques sont donc plus courts que ceux de l'allemand; en revanche le swzt. a augmenté le nombre de ses phonèmes dans une mesure vraiment surprenante. Aux quarante phonèmes de l'allemand[7] le swzt. oppose un nombre de phonèmes qui, selon le dia-

6 Archaïsme: conservation du préfixe complet vha. *gi-*. Innovations: 1. effacement de [ŋ] devant [kx] suivi d'un allongement de la voyelle précédente; 2. simplification de [kx] > [x]; 3. palatalisation de [u:] > [y:]; 4. généralisation de [u] comme voyelle atone finale.

7 40 phonèmes est le nombre donné par MOULTON (21 consonnes, 19 voyelles, /ə/ inclu). Marthe PHILIPP présente une analyse différente mais aboutissant au même nombre de phonèmes: William G. MOULTON: *The sounds of English and German*, Chicago 1962, The University of Chicago Press; Marthe PHILIPP: *Phonologie de l'allemand*, Paris 1970, Presses Universitaires de France.

lecte, vacille entre 50 et 70[8]. Cette différence énorme aboutit à classer le swzt., en ce qui concerne sa phonologie, avec le lituanien, l'irlandais et quelques autres idiomes plutôt exotiques dans une autre classe typologique que l'allemand standard[9].

Ceci nous conduit à une remarque importante. Un dialecte et la langue standard génétiquement parente peuvent se développer selon des typologies très différentes, surtout si les deux branches se sont séparées tôt, pour utiliser l'image de l'arbre généalogique. Et contrairement à ce qu'on croit souvent, ce développement n'aboutit pas toujours à ce que l'idiome dit «populaire» soit plus simple ou contienne un nombre d'éléments fortement restreint par rapport à la langue standard[10].

4. En revanche, la *flexion* du swzt. est considérablement plus simple que celle de l'allemand. Après l'islandais, l'allemand a conservé la flexion la plus compliquée et la plus archaïque de toutes les langues germaniques[11]. Les dialectes allemands par contre ont simplifié leurs systèmes de flexion d'une manière assez radicale. La tendance vers une flexion simplifiée représente certainement une «constante intérieure» (St. SONDEREGGER)[12] de l'histoire de l'allemand standard; les dialectes,

8 Dans cet article, mon dialecte lucernois me livre la plupart des exemples. En ce qui concerne le nombre de phonèmes, le système phonologique de mon dialecte est composé des 59 phonèmes suivants:
11 voyelles brèves: /i y u e ø o ɛ œ ɔ æ ɑ/; 11 voyelles longues du même timbre: /i: y: u: . . ./; 1 voyelle atone: /ə/; 7 diphtongues: /æɪ ɑu ɛɪ ɔu iə yə uə/; 2 semivoyelles: /j ~ ɪ ʊ ~ u/; 1 laryngale: /h/; 8 sonores: /l l: m m: n n: r ŋ/; 6 occlusives: /p b̥ t d̥ k g̊/; 8 fricatives: /f v s z ʃ ʒ x γ/; 4 affriquées: /p̆ c č k̆/ (= [pf ts tʃ kx]). – Bien que ce soit une analyse maximaliste qui pourrait être modifiée surtout en ce qui concerne le nombre des phonèmes «consonantiques», le système phonologique de ce dialecte reste impressionnant du point de vue quantitatif. Certains dialectes de la Suisse orientale ne possèdent pas moins de 28 phonèmes vocaliques – sans /ə/ et les diphtongues! (cf. William G. MOULTON: «Vowel systems with five hights», in: *Lexicography and dialect geography*, Festgabe for Hans KURATH, Wiesbaden 1973, Steiner, 187–194). D'autres dialectes ont moins de phonèmes comme celui de Gessenay où MÉTRAL compte 51 phonèmes, ou celui de Brigue avec 36 phonèmes (Jean-Pierre MÉTRAL: *Description phonologique du dialecte de Gessenay (Saanen)*, Berne 1970, Lang [Thèse Genève No. 193]; Iwar WERLEN: *Lautstrukturen des Dialekts von Brig im schweizerischen Kanton Wallis*, Wiesbaden 1977, Steiner [Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik, Beihefte NF. 23]; l'analyse de WERLEN n'est méthodologiquement pas tout à fait comparable avec une analyse structuraliste traditionnelle).

9 Cf. Harald HAARMANN: *Grundzüge der Sprachtypologie*, Stuttgart 1976, Kohlhammer (Urban-Tb. 242).

10 Cf. Heinrich LÖFFLER: *Probleme der Dialektologie*, Darmstadt 1974, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 5.

11 Stefan SONDEREGGER: *Grundzüge deutscher Sprachgeschichte* Bd. I, Berlin 1979, de Gruyter, 158.

12 Stefan SONDEREGGER, op. cit. (note 11) et «Probleme deutscher Sprachgeschichtsschreibung», *Michigan Germanic Studies* 5 (1979), 40–64 (spécialement p. 52 ss.).

dans leur liberté, ont simplement poussé plus loin un développement, ralenti dans la langue standard par des normes fixées.

4.1. Dans presque toutes les langues, c'est le *système des cas* qui subit d'abord la simplification flexionelle, l'opposition singulier ≠ pluriel résistant mieux[13]. La simplification du système des cas est plus ou moins marquée selon les parties du discours. En swzt. comme dans d'autres langues (le français par exemple), le pronom personnel présente la «déclinaison» la plus complète. La plupart des dialectes distinguent nominatif, datif et accusatif:

(1) *i chome* 'je viens'

(2) *gib* ***mer*** *s* 'donne-le *moi*'

(3) *s gòòd* ***mi*** *nüüd aa* 'ça ne *me* regarde pas'

Une particularité du swzt. est l'accusatif du pronom personnel neutre:

(4) *hèd ääs* ***ins*** *ggaumet?* 'l'a-t-elle gardé?' (*ääs* nom.sg.ntr.; *ins* acc.sg.ntr.)

De nombreuses variantes accentuelles augmentent la multiplicité du pronom personnel:

(5) ***ää̀r*** *hed s gsäid* 'il l'a dit' (accentuation forte)

(6) ***är*** *isch do choo* 'puis, il est arrivé' (acc. moyenne)

(7) ***er*** *hèd au nüüd gwüsst* 'il n'a rien su, lui non plus' (acc. faible)

Les autres pronoms, l'article défini et indéfini, ainsi que l'adjectif ne distinguent qu'un cas commun et un datif; dans la plupart des dialectes modernes, le nom ne connaît plus de cas.

L'ancien langage possédait un génitif pour les personnes et un datif du pluriel:

(8)	*s Beeters vatter*	'le père de Pierre'	Génitif
(9)	*s mueters huus*	'la maison de maman'	Génitif
(10)	*de hünde z frässe gää*	'donner à manger aux chiens'	Datif

Ces deux formes sont tombées en désuétude depuis quelques années. Aussi pour les noms désignant des personnes, le génitif se construit de nos jours avec une préposition (8', 9') ou, surtout s'il exprime la possession, avec «groupe prépositif» + «groupe possessif» (8", 9"):

(8') *de vatter vom Pheeter*

(9') *s huus vo de mueter*

(8") *im Pheeter si vatter*

(9") *i de mueter ires huus*

13 Cf. Paul KIPARSKY: «Explanations in phonology», in Stanley PETERS (ed.): *Goals of linguistic theory*. Englewood Cliffs 1972, Prentice-Hall, 189–227 (spécialement p. 198ss.).

De même, le datif utilise de plus en plus les mots outils[14]. La phrase (10), construite avec l'article et la désinence du datif, est faite aujourd'hui plutôt de la manière suivante:

(10') *i de hŭnd z frässe gää*

Cette construction du «complément d'objet indirect» n'a pas de parallèle en allemand, mais bien en français ou en anglais:

(11) *aux chiens*
(12) *to the dogs* } *i de hŭnd*

Mais, à la différence de ces langues, le swzt. n'a pas encore poussé la simplification assez loin pour perdre la «désinence» de l'article. Cela est typique pour l'état de développement de la flexion alémanique: il est vrai qu'elle est plus simple que celle de l'allemand, mais elle n'est pas encore aussi simple que celle de l'anglais ou du néerlandais. A cela correspond la conservation par les dialectes de trois genres pour le nom et ses accompagnants. Parmi les langues germaniques, seuls l'allemand et ses dialectes, l'islandais et le jiddisch connaissent encore trois genres.

La formation du pluriel en swzt. est, elle aussi, d'une «complexité moyenne». Tandis que l'anglais se tire d'affaire presque avec un seul morphème de pluriel et trois allomorphes conditionnés phonologiquement ({s, z, ɪz}), il existe, en swzt., nombre de possibilités pour former des pluriels:

(13)	*gascht,*	pl. *gèscht*	umlaut	'hôte'
(14a)	*frau,*	pl. *fraue*	désinences	'femme'
(14b)	*bild,*	pl. *bilder*		'image'
(15a)	*tòchter,*	pl. *tŏchtere*	umlaut et désinences	'fille'
(15b)	*glaas,*	pl. *glèser*		'verre'

Quelques dialectes possèdent des possibilités de formation supplémentaires. Le fribourgeois, par exemple, connaît une alternance désinentielle:

(16) *chappa,* pl. *chappe* 'bonnet'

14 Ce mot outil est homophone à une préposition (soit *i* 'dans' ou *a* all. 'an', selon le dialecte), et il est ressenti comme tel. Du point de vue historique, cette particule pourrait être issue d'une ré-interprétation de la forme atone de l'article défini masc./ntr. datif: Article: *er hèd s **em** vatter ggää (em < *dem)* 'il l'a donné au père' interprété comme: *er hèd s **im** vatter ggää (im < i+(d)em;* prép.+art.) généralisé au fém: *er hèd s **i de** mueter ggää* (prép.+art.)

L'umlaut est utilisé dans une large mesure pour satisfaire le besoin d'une distinction claire entre singulier et pluriel. A cet effet, il est appliqué même dans des mots qui, historiquement, n'ont pas droit à l'umlaut:

(17) *taag*, pl. *tääg* 'jour'

(18) *hùnd*, pl. *hünd* 'chien'

De nos jours, la propagation de la désinence du pluriel *-ne*, très rare autrefois, vise le même but: beaucoup de mots alémaniques avaient et ont toujours pour la plupart la même forme dans les deux nombres:

(19) *windjagge*, pl. *windjagge* 'anorak'

Depuis quelques années on entend souvent:

(19') *windjagge*, pl. *windjaggene*

Par sa manière de former le pluriel, la flexion du nom alémanique présente donc quelques difficultés, malgré la disparition des cas. Dans le cadre des langues germaniques, on peut comparer ce système à celui du suédois.

4.2. Le *verbe* alémanique se distingue surtout de celui de l'allemand par un nombre réduit de catégories grammaticales. L'imparfait (all. *ich kam, ich sagte* etc.) a disparu sans traces; c'est le passé-composé qui a repris ses fonctions:

(20) *i bi choo* 'je suis venu'

(21) *i ha gsäid* 'j'ai dit'

En revanche, le futur, autre temps composé en allemand, n'a jamais été adopté par le swzt.; les «faits à venir» sont exprimés par le présent, précisé si nécessaire par des adverbes temporels:

(22) *i chùme morn* 'je viendrai demain'

La conjugaison composée correspondant dans la forme au futur allemand sert à l'expression d'une supposition; elle appartient donc au système modal et non au système temporel:

(23) *de wird morn choo* 'il viendra probablement demain'

Après ce que je viens de dire, il est logique qu'il n'y ait pas de plus-que-parfait ni de futur antérieur en swzt. Mais l'alémanique dispose, comme le français populaire, d'un passé surcomposé, dont la fonction correspond à peu près au plus-que-parfait allemand:

(24) *er isch choo gsii* 'il était venu'

(25) *er hèd ne ggrüesst ghaa* 'il l'avait salué'

30

A la différence de l'allemand, le swzt. établit une distinction formelle claire et nette entre les deux conditionnels. C'est peut-être la raison pour laquelle les conditionnels sont utilisés régulièrement en swzt., alors qu'ils tendent à disparaître en allemand. Le conditionnel I («du présent») sert essentiellement à signaler le discours indirect, le conditionnel II («de l'imparfait») marque l'éventualité (conséquences d'une condition, souhaits etc.):

schwyzertütsch:			
Indicatif:			*i chome / i gòòne / i luege*
Cond. I:	(26)	*de hèd gmäint,*	*i* ***chöim*** */ i* ***göi*** */ (i* ***luegi***
Cond. II:	(27)		*i* ***chääm*** */ i* ***gieng*** */ i* ***luegti,*** *wenn i* ***chönnt.***
allemand:			
Indicatif:			*ich komme / gehe / schaue*
«Cond. I»:	(26')	*er dachte,*	*ich komme / gehe / schaue*
Cond. II:	(27')		*ich* ***käme*** */* ***ginge*** */ schaute, wenn ich* ***könnte.***

Traduction: (26) il a cru que je venais/allais/regardais; (27) je viendrais/irais/regarderais si je pouvais.

En ce qui concerne la *conjugaison*, le pluriel de tous les modes constitue la différence la plus importante entre l'allemand et le swzt. Les dialectes alémaniques de l'Est (jusqu'au milieu du canton de Lucerne) ne connaissent qu'une seule terminaison pour toutes les personnes du pluriel, le plus souvent de la forme *-ed:*

(28)	*mier*		⎫	'nous faisons'
	ier	*mached*	⎬	'vous faites'
	sy		⎭	'ils font'

Les dialectes de l'ouest ont deux terminaisons, comme l'allemand, mais d'une forme différente:

(29)	*mier*	*mache*	all.: *wir machen*
	ier	*machet*	*ihr macht*
	sy	*mache*	*sie machen*

Les dialectes du Valais ont toujours trois terminaisons, comme c'était le cas en vieux-haut-allemand (vha.) et en mha.:

(30)	*wier*	*mache*	vha.: *mahhon*	mha. *machen*
	ier	*machet*	*mahhot*	*machet*
	schy	*machunt*	*mahhont*	*machent*

5. Les *comparaisons syntaxiques* entre dialectes et langues standard sont souvent défigurées par le fait que l'on compare la syntaxe de textes dialectaux parlés avec celle de textes standard écrits. Bien des phénomènes qu'on a pris pour particularités du *système* dialectal (de la «langue») ne sont que des particularités de l'oral; elles appartiennent donc à la «parole» et se retrouvent de même dans la langue standard parlée. C'est

pourquoi je me bornerai à développer deux phénomènes seulement de la syntaxe alémanique, dont l'appartenance à la «langue» semble être sûre[15].

5.1. Le premier exemple provient de la syntaxe des subordonnées. La plupart des dialectes alémaniques ne connaissent qu'un seul mot subordonnant pour joindre la proposition relative à la principale, une particule de la forme phonétique *wo* ou *wa*:[16]

(31)	*de maa,* *d frau,* *s chind,*	*WO*	*gèschter choo isch* *si ggrüesst hènd*	'l'homme 'la femme 'l'enfant		qui est venu hier' qu'ils ont salué(e)'
(32)	*d lüüt,*	*WO*	*gèschter choo sind* *si ggrüesst hènd*	'les gens		qui sont venus hier' qu'ils ont salués'

La construction syntaxique est souvent bien simplifiée par la possibilité de joindre toutes les propositions relatives au moyen d'une seule particule invariable. Mais cette économie cause des difficultés quand cette particule doit fonctionner comme datif ou génitif dans la subordonnée. Dans ces cas-là, il faut avoir recours à des périphrases plus ou moins lourdes:

(33) *de maa, won i von em verzèllt ha, . . .* «datif» 'l'homme dont j'ai parlé'

(34) *de maa, wo d frau von em das chlyne läädeli hèd, . . .* «génitif» 'l'homme dont la femme a le petit magasin'

Dans l'exemple de la phrase (33), on a tendance à emprunter la construction allemande:

(33') *de maa, wo dèm i verzèllt ha, . . .*

Dans le second exemple – (34) –, on choisit souvent une expression un peu moins «logique» avec le pronom possessif:

(34') *de maa, wo sini frau das chlyne läädeli hèd, . . .*

5.2. Je prendrai mon deuxième exemple syntaxique dans le domaine de l'ordre des mots dans la proposition[17]. Comme l'allemand et le néerlandais, le swzt. présente la fameuse «parenthèse syntaxique» (all. *Satzklammer*, nl. *tangconstructie):*

(35)	*er ÌSCH gèschter òòbig AACHOO*	'il est arrivé hier soir'
(36)	*er CHÙND morn AA*	'il arrivera demain'

15 Les études syntaxiques n'abondent pas en dialectologie; on a pourtant une énorme description de la syntaxe bernoise: Werner HODLER: *Berndeutsche Syntax*, Bern 1969, Francke (747 p.).

16 Cf. Peter DALCHER: «Über Relativpronomen im Schweizerdeutschen», in Paul ZINSLI et al. (eds.): *Sprachleben der Schweiz*, Bern 1963, Francke 115–132.

17 Cf. Andreas LÖTSCHER: «Zur Verbstellung im Zürichdeutschen und in andern Varianten des Deutschen», *Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik, 45* (1978), 1–29.

(37) *er IST gestern Abend ANGEKOMMEN*
(38) *er KOMMT morgen AN*

(39) *hij IS gisteravond AANGEKOMEN*
(40) *hij KOMT morgen AAN*

Mais en swzt. l'ordre des mots diffère de celui de l'allemand dans les constructions avec auxiliaires de mode pour se rapprocher du néerlandais:

(41) *er hat ein Haus kaufen wollen* 'il a voulu acheter une maison'

(42) *er hèd es huus wèlle chauffe* ~ *er hèd wèllen es huus chauffe*

(43) *hij heeft een huis willen kopen*

Les dialectes de l'ouest, le bernois tout particulièrement, diffèrent de l'allemand même dans les simples propositions subordonnées avec un seul auxiliaire:

all.: (44) *der Mann, den er gesehen hat, ...* 'l'homme qu'il a vu'

swzt.: (45) *de maa, won er gsee hèd, ...*

Berne: (46) *dr maa, won er hèt gsèè, ...*

En ce qui concerne la complexité de la construction syntaxique, le discours narratif alémanique connaît des phrases beaucoup plus complexes qu'on ne s'y attendrait lorsqu'il s'agit d'un «dialecte»; dans ce style, l'hypotaxe est assez commun. Pour résumer ce que je viens de dire, je vous propose sous (47) une phrase alémanique qui contient quelques-unes des particularités mentionnées; une phrase pas très intelligente, je l'admets, mais tout à fait normale en ce qui concerne sa syntaxe. Les différences les plus importantes par rapport à l'allemand sont expliquées dans le commentaire; les nombreuses différences purement phonétiques ne sont pas prises en compte.

(47) *Är hèd ghöört sääge, die lüüt, wo d polizèi d auto von-ne abgschlèppt ghaa häig, häigid do müesse ùfe polizèipòschte gò hälffe puessezèdle sòrtiere.*

(47') *Er hat sagen hören, die Leute, deren Autos die Polizei abgeschleppt hatte, hätten auf dem Polizeiposten Bussenzettel sortieren helfen müssen.*

Commentaire: Är hèd ghöört sääge: ordre des mots; participe en swzt. vs. inf. en all. – *wo:* mot subordonnant spécial – *d auto von-ne:* construction du «génitif» en subordonnée relative – *auto:* swzt. sans *-s* au pluriel – *abgschlèppt ghaa häig:* conditionnel I utilisé aussi dans la subordonnée relative – *häigid:* cond. I possible grâce à sa forme claire; en all. le cond. I est remplacé par le cond. II – *häigid – müesse – gò hälffe:* ordre des mots; le swzt. exprime la direction (*uf*+acc.); particule de direction obligatoire *(gò);* l'inf. *gòò* 'aller' n'est pas nécessaire: la construction *müesse* 'devoir' + groupe prépositif local implique un verbe de mouvement: *i mues ùf*

Züri 'je dois aller à Zurich'; en all., une construction analogue exprimant la direction ne serait possible qu'avec quatre infinitifs: **... hätten auf den Polizeiposten Bussenzettel sortieren helfen gehen müssen;* on a donc choisi comme traduction une construction exprimant le lieu, toujours assez lourde avec ses trois infinitifs; une autre possibilité serait une traduction avec subordonnée: ... *hätten auf den Polizeiposten gehen müssen, um Bussenzettel sortieren zu helfen.*

Traduction approximative: 'Il a entendu dire que les gens, dont les voitures avaient été remorquées par la police, ont dû aider à trier des amendes au poste de police.'

6. Le grand éloignement linguistique qui peut exister entre l'allemand et l'alémanique apparaît clairement dans ce simple exemple (47). Pourtant, je n'ai consciemment choisi que des mots appartenant aux deux idiomes (naturellement avec les différences phonétiques usuelles) ou même des emprunts à l'allemand, comme le verbe *abschlèppe* 'remorquer': au verbe simple all. *schleppen* correspond swzt. *schläipfe*, on s'attendrait donc à **abschläipfe* – qui n'existe pas. Avant de terminer cette partie linguistique de mon exposé, j'aimerais faire quelques remarques sur le vocabulaire dialectal[18].

6.1. Comme c'était le cas dans notre phrase exemple (47), il existe en allemand, pour la plupart des mots alémaniques usuels, un vocable correspondant par la forme et le contenu. Souvent, seuls des détails phonétiques diffèrent. Dans le vocabulaire hérité, les lois phonétiques propres à chacun des idiomes sont à l'origine de ces différences: ainsi l'all. *Blume* et le swzt. *blueme* résultent de ces lois du vha. *bluoma* 'fleur'.

Dans les emprunts, les différences phonétiques sont dues à une adaptation des mots empruntés au système phonologique alémanique. Cette transposition se fait le plus souvent à l'aide de règles d'adaptation assez simples, déduites par voie d'analogie:

(48) all. /k/ → swzt. /kx/, parce que all. *wecken* : swzt. *wèkche*

(49) all./st/ → swzt. /ʃt/, parce que all. *Wurst* : swzt. *wùùrscht*

Ces deux règles transforment p.ex. l'all. *Kunst* en swzt. *kchùnscht* 'art', tandis que le développement régulier du mha. *kunst* aurait produit swzt. *chùnscht, chuuscht* ou enfin *chouscht* – formes qui ont d'ailleurs existé, avec le sens spécialisé 'poêle de faïence' mais qui, entre temps, ont presque disparu avec la chose signifiée.

18 Ce vocabulaire est réuni dans le monumental et toujours pas achevé *Wörterbuch der schweizerdeutschen Sprache (Schweizerisches Idiotikon).* Frauenfeld 1881 ss., Huber (13 vol. parus).

6.2. Assez souvent, c'était non seulement la forme phonétique qui se développait d'une manière différente dans les deux idiomes, mais aussi le sens. L'aboutissement de mha. *springen* est *springen* /ʃprɪŋən/ en allemand, *sprìnge* /ʃpreŋə/ en swzt., mais le mot allemand signifie 'sauter', l'alémanique 'courir'. Du mha. *vërne* sont issus l'all. *fern* 'loin' et le swzt. *fäärn/fèrn* 'l'année passée'. On connaît bien, en linguistique comparée, cette évolution sémantique différente d'un mot hérité de la même langue ancestrale, cause de tant de «faux amis», comme le français *large* et l'espagnol *largo*, signifiant 'long'.

6.3. Les mots hérités et empruntés forment le grand fond commun du vocabulaire des deux idiomes. Outre ces deux catégories principales, il y a bien sûr un nombre important de mots alémaniques sans correspondance allemande; les soi-disant «idiotismes». Ils appartiennent surtout à la terminologie agricole ou artisanale et au vocabulaire affectif ou argotique. Il s'agit soit de mots germaniques disparus de l'allemand, comme *tìmmer* 'sombre', soit de créations propres à l'alémanique, comme *tschùmple* argot. 'marcher', ou bien d'emprunts restreints au swzt. Ces derniers peuvent être millénaires, comme *brànte* 'hotte, servant à transporter les liquides', mot qui nous est venu du celtique par l'intermédiaire des parlers gallo-romans[19]. D'autres emprunts peuvent être tout récents, comme *tschutte* 'jouer au football', probablement de l'anglais *to shoot*.

Il est incontestable que, depuis environ un siècle, les mots spécifiques au swzt. par leur forme ou leur sens diminuent constamment; en particulier, le grand nombre d'«idiotismes» appartenant à la terminologie agricole et artisanale accuse un recul irrémédiable, à cause de la révolution technique dans ces deux domaines. L'introduction du chariot automoteur, par exemple, a rendu superflu non seulement toût un parc de moyens de transports agricoles, mais aussi les termes les désignant, ainsi que leurs différentes parties. Alors que ces vocables étaient différents dans chaque dialecte, le chariot automoteur sera désormais appelé partout *laadéwaage* ou *ladéwage*, mot qui trahit par l'*é* asystématique sa provenance de la langue standard.

6.4. Par ces développements, les dialectes perdent une partie de leurs mots spécifiques et acquièrent simultanément un vocabulaire d'une diffusion plus large. Le nivellement des différences entre les dialectes n'a pas pour résultat automatique un rapprochement de l'allemand, comme c'était le cas pour *laadéwaage*. Les dialectes ne retiennent pas toujours, dans une série d'éléments alternatifs, celui qui ressemble le plus à l'alle-

19 Cf. *Glossaire des patois de la Suisse romande* II, Neuchâtel, Attinger 800 ss., s.v. *brinta*.

35

mand. De la bonne vingtaine de mots que les dialectes alémaniques connaissent pour désigner 'la colline', c'est l'«idiotisme» *hòger* qui a une chance de l'emporter, l'emprunt de l'allemand *hügel* ne progressant dans sa fréquence d'utilisation qu'en Suisse orientale[20].

Toutefois, ces cas restent minoritaires. En règle générale, c'est le mot allemand qui s'impose; les dialectes tendent donc à s'unifier et à s'assimiler à l'allemand.

On interprète souvent ces changements comme des signes de la disparition imminente des dialectes. On oublie pourtant que les vocabulaires de toutes les langues modernes subissent le même processus de nivellement: ce n'est pas par hasard que le téléphone, le taxi et la radio ont le même nom un peu partout. Ces rapprochements sont le résultat de la civilisation moderne et paraissent nécessaires au maintien de la communication dans notre civilisation. Cela vaut aussi pour le swzt.: les changements de vocabulaire dont nous avons parlé servent au maintien du fontionnement de ces dialectes dans une société moderne; ils maintiennent donc ces dialectes eux-mêmes. Ces derniers conservent, à tous les niveaux linguistiques, un nombre de traits caractéristiques assez élevé pour que chacun leur reconnaisse leur spécificité.

Deuxième partie: remarques sociolinguistiques

7. Presque toutes les communautés linguistiques lettrées connaissent des dialectes parallèles à une langue standard. Ce qui fait l'originalité de la Suisse alémanique, c'est que ses dialectes servent à tous les groupes sociaux et régionaux pour traiter tous les sujets possibles; une conversation entre deux alémaniques en allemand standard est impensable. Chacun des deux idiomes a son champ d'application propre; le dialecte règne sur le domaine parlé, le standard, sans contestation sérieuse, sur l'écrit. Il s'agit là d'une espèce de bilinguisme fonctionnel qu'on a nommé *diglossie*[21].

20 On trouve d'autres exemples où l'égalisation n'apporte pas une approche de l'allemand chez Heinz WOLFENSBERGER: *Mundartwandel im 20. Jahrhundert*, Frauenfeld 1967, Huber (Beiträge zur Mundartforschung 14), pp. 36, 37, 40, 58s., 67s., 87s., 113s., 115. – Cf. aussi Niklaus BIGLER: *Mundartwandel im mittleren Aargau*, Bern 1979, Lang (Europ. Hochschulschriften 1/264).

21 Le terme «diglossie» a été introduit par Charles A. FERGUSON: «Diglossia», *Word 15* (1959), 325–340. – Pour les remarques qui suivent cf. l'œuvre «standard» de Rudolf SCHWARZENBACH: *Die Stellung der Mundart in der deutschen Schweiz*, Frauenfeld 1969, Huber (Beiträge zur schweizerdeutschen Mundartforschung 18) et les articles importants de Roland RIS: «Dialekte und Sprachbarrieren aus Schweizer Sicht», in:

Les raisons historiques de cette situation ne sont guère étudiées. On sait que la pédagogie alémanique a renoncé, depuis le milieu du siècle passé, à tout essai de suppression des dialectes. On adopta comme but de l'éducation linguistique la culture des deux idiomes. Evidemment, l'école s'est toujours concentrée sur l'enseignement de l'allemand standard et ne s'est guère occupée de la culture des dialectes, mais, à la différence de l'école romande, elle n'a jamais eu ni le devoir ni le droit de combattre ceux-ci, considérés depuis cette époque comme symboles d'identification nationale.

Grâce à ce programme et à l'atmosphère générale de ce siècle nationaliste, les couches supérieures de la société ont renoncé à adopter la langue standard comme langue quotidienne. Tout de même, le développement linguistique du XIX[e] siècle semblait conduire à une dégradation des dialectes et à leur disparition. La situation pragmatique changea elle aussi vers le début de notre siècle en faveur de l'allemand standard. La présence en Suisse d'un grand nombre d'Allemands ayant des positions dirigeantes n'était pas sans influence sur les habitudes linguistiques: dans les grandes villes alémaniques, les Suisses commencèrent eux-mêmes à s'adresser en allemand à un inconnu.

Ces changements dans les habitudes pragmatiques furent arrêtés, voire annulés par la première guerre mondiale. A l'époque du Troisième Reich, de véritables réflexes de défense envers l'allemand se développèrent pour des raisons politiques. La carte linguistique de la Suisse, à l'exposition nationale de Zurich (1939), portait les inscriptions «français, italiano, rumantsch» – et «schwyzerdütsch» . . . non pas en tant que «cinquième langue nationale», mais en tant que l'une des quatre[22].

Depuis la fin du siècle passé, des défenseurs du dialecte n'ont jamais cessé d'en combattre la «dégradation» interne. On réclamait l'utilisation d'un dialecte «pur», d'abord en littérature, puis lors d'occasions officielles où des orateurs s'exprimaient de plus en plus en dialecte, enfin dans les mass-médias.

Dialekt als Sprachbarriere? Tübingen 1973, Vereinigung für Volkskunde, 29–62; «Sozialpsychologie der Dialekte und ihrer Sprecher», in AMMON/KNOOP/RADTKE (eds.): *Grundlagen einer dialektorientierten Sprachdidaktik*, Weinheim 1978, Beltz, 93–115; «Dialekte und Einheitssprache in der deutschen Schweiz», *International Journal of the Sociology of Language 21* (1979), 41–61; «Dialektologie zwischen Linguistik und Sozialpsychologie: zur 'Theorie des Dialekts' aus Schweizer Sicht», in GOSCHEL/IVIĆ/KEHR (eds.): *Dialekt und Dialektologie*, Wiesbaden 1980, Steiner (Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik, Beihefte NF. 26), 73–96; «Probleme aus der pragmatischen Sprachgeschichte der deutschen Schweiz», in Horst SITTA (ed.): *Ansätze zu einer pragmatischen Sprachgeschichte*, Tübingen 1980, Niemeyer (Reihe germanistische Linguistik 21), 103–128.

22 SCHWARZENBACH, op.cit. (note 21), p. 2.

Dans le dialecte comme dans toutes les langues, la pureté ne peut être définie que négativement, dans notre cas comme le plus grand éloignement possible de l'allemand. Cet idéal problématique était irréalisable, mais il a eu des effets surtout psychologiques: même celui qui péchait constamment contre l'idéal le faisait avec mauvaise conscience. Depuis quelques dizaines d'années, il n'est plus considéré comme signe d'une culture plus élevée de mêler le dialecte et l'allemand; là aussi, comme dans le cas du «franglais», le mélange linguistique est dédaigné comme barbare.

Cette attitude répandue empêche une approche trop insouciante de la langue standard et ralentit la disparition des traits spécifiques des dialectes. Ce sont des effets mal pondérables, mais certainement réels; dans quelques cas, on constate même que l'idéal des puristes a eu des résultats concrets sur la forme du dialecte. Ainsi, le mot subordonnant *wo*, dont nous avons parlé (5.1.), semble devoir sa prédominance actuelle aux efforts des défenseurs.

Depuis le commencement de notre siècle, on peut donc parler d'une véritable culture dialectale, avec son idéal de «dialecte exemplaire» (notion assez paradoxale pour le francophone moyen!), une culture qui, au moyen de sa littérature et de normes prescriptives précises (p.ex. pour les speakers des mass-médias) n'est pas sans influencer la réalité linguistique de la Suisse alémanique[23]. On peut dire qu'aujourd'hui, les dialectes sont parlés avec plus d'uniformité linguistique qu'il y a cent ans.

Depuis la fin de la première guerre mondiale, la séparation pragmatique des deux idiomes est devenue extrêmement figée; cela a pour conséquence que, de nos jours, ni la communauté linguistique, par une tran-

23 Le «Bund Schwyzertütsch» s'engage depuis sa fondation (1938) pour un «meilleur swzt.». Dans ce but, il édite des grammaires et vocabulaires «populaires» (mais toujours assez exigeants pour le grand public); jusqu'à présent la série comprend des grammaires du zurichois, lucernois, zougois, bâlois et des vocabulaires du zurichois et du bâlois; d'autres volumes sont en préparation. Ces ouvrages et quelques autres, parus hors série comme le vocabulaire bernois de Ruth BIETENHARD (1976), représentent une espèce de codification du «bon usage» alémanique. Les règles les plus importantes sont concentrées dans un petit article «Für besseres Schweizerdeutsch» dans *Heimatschutz* (1976/III); elles sont enseignées aux speakers des mass-médias dans des cours spécialisés. Le Bund Schwyzertütsch a publié en outre un petit manuel d'orthographe destiné à l'usage de tous les dialectes, mais pas accepté par tout le monde (Eugen DIETH: *Schwyzertütschi Dialäktschrifi*, Zürich 1938, Orell-Füssli). Le Bund entretient un bureau de conseil pour toutes les questions pratiques concernant le dialecte dont les services sont surtout utilisés par des auteurs et des agences publicitaires. Quelques journaux ont une colonne hebdomadaire consacrée au bon usage du swzt. – Les activités du Bund ne sont pas les seules en faveur du swzt., mais elles sont les plus conséquentes. Pour le maintien des dialectes, l'accord naturel entre tous les Alémaniques de vouloir garder leurs parlers reste plus important que toutes les activités organisées.

sition graduelle à travers différents mélanges linguistiques, ni une couche sociale, par un changement brusque, ne sauraient effectuer le passage du dialecte à la langue standard comme langue de tous les jours.

La diglossie de la Suisse alémanique n'est rien d'autre que la tentative d'associer les avantages d'une langue standard, dont la renommée est internationale, aux avantages d'un idiome régional, symbole de solidarité et de cohésion interne. C'est une solution de compromis bien suisse, qui présente pourtant des avantages pour l'équilibre des langues dans ce pays multilingue:

> «Il y a donc une disproportion indiscutable entre les différentes langues. Et pourtant, l'allemand ne peut être considéré comme la langue dominante, étant donné que la langue parlée n'est pas celle qu'on écrit mais comprend une multitude de dialectes. Cette situation empêche la constitution d'un bloc de langue allemande et profite ainsi aux minorités linguistiques. Elle conduit aussi à une délimitation consciente et claire vis-à-vis du grand territoire avoisinant de langue écrite [= «de langue standard» W.H.]. Par conséquent, la carte linguistique de notre pays est bien plus compliquée que ne le montrent les statistiques.»[24]

8. Pendant de longues années, nos dirigeants en matière linguistique, tous attachés à la haute culture allemande, ont réussi à restreindre le dialecte à un champ d'application bien défini. Les dirigeants eux aussi parlaient dialecte dans la vie quotidienne, ils faisaient même l'aveu patriotique de l'aimer – mais strictement à sa place. Ils trouvaient abominables les discours officiels ou les discussions scientifiques en dialecte, une littérature sérieuse en dialecte leur semblait impossible, s'y essayer quand même leur paraissait puéril[25]. Tout cela cependant n'était pas motivé par des préjugés culturels, mais par l'assertion que le dialecte, chaste et naïf enfant du pays, était incapable de remplir ces fonctions mondaines.

Grâce à cette domestication traditionnelle, même le bien-aimé Schwyzertütsch gardait une certaine force antiautoritaire potentielle. Il fallait seulement l'utiliser dans les domaines d'application où la culture officielle ne voulait pas l'admettre. Et c'est précisément ce qui se passe depuis les années soixante: le dialecte est devenu symbole d'un nouveau régionalisme politique et littéraire, il est devenu symbole antiautoritaire pour tous ces collégiens qui insistent sur l'emploi du dialecte en classe; il a même été redécouvert comme langue de l'intimité spontanée par tous ces jeunes qui ont pris coutume de s'en servir dans leurs lettres privées.

24 «Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'octroi d'une subvention annuelle à la Ligia Romontscha/Lia Rumantscha et à 'Pro Grigioni Italiano'», *Feuille fédérale de la Confédération Suisse* 126 (1974) I, 268.

25 Cf. la brochure publiée par le Deutschschweizerischer Sprachverein: *Schweizerdeutsch und Hochdeutsch – jedes an seinem Ort*, Zürich 1938.

39

Depuis ce temps-là, le dialecte a élargi son champ d'application dans une très large mesure; il est devenu pratiquement le seul idiome de la communication orale, ne laissant à l'allemand que quelques rares domaines du style formel: sermons, allocutions super-officielles, école (en principe!) etc. Evidemment, les raisons auxquelles j'ai fait allusion ne pourront jamais expliquer ce développement dans sa totalité; il y a là tout un système compliqué de causes et de motifs qu'il aurait fallu étudier dans un contexte plus large que celui de la seule Suisse alémanique.

Ce dernier changement de notre situation pragmalinguistique fait mourir les déclarations sentimentales en faveur du dialecte sur les lèvres des administrateurs de notre culture linguistique traditionnelle. On se lamente de ce qu'on appelle «abêtissement linguistique» et qu'on attribue à la fainéantise de notre peuple[26]. Ces réactions plutôt imbéciles et surtout impotentes prouvent que le dialecte a su conserver une certaine force provocatrice et mettent en relief la perplexité de la culture traditionnelle devant des développements sociolinguistiques nouveaux.

Mais il est clair que ces développements créent des problèmes. Les locuteurs des dialectes alpins fortement déviants et par conséquent difficiles à comprendre, sont pratiquement obligés d'apprendre un swzt. «moyen» s'il ne veulent pas se faire remarquer en parlant à d'autres Alémaniques. Or, ils ne peuvent plus avoir recours à la langue standard comme il y a cinquante ans. Par conséquent, leurs propres idiomes courent le risque de devenir des patois de plus en plus restreints; de nouveaux problèmes sociolinguistiques sont en train de naître[27].

La situation nouvelle pose aussi des problèmes pour l'enseignement scolaire de la langue standard en Suisse alémanique, mais cet enseignement ne peut que profiter de ce fait. On parle beaucoup des difficultés à craindre de notre situation linguistique dans les rapports entre Alémaniques et personnes parlant d'autres langues. En général, on exagère ce problème – à une exception près, et cette exception est la relation avec les Romands. La diglossie alémanique conduit globalement à des relations un peu plus équilibrées entre les langues de notre pays, mais à un niveau personnel, les dialectes rendent plus difficiles les contacts linguistiques directs. A notre avis, ces problèmes, causés par l'«affreux

26 Dans le *Sprachspiegel*, organe du *Deutschschweizerischer Sprachverein*, on trouve ces dernières années surtout des articles contre «l'abus» du dialecte; dans le no. 2 (1979), Max P. Morf s'échauffe à cause de l'emploi du dialecte dans les mass-médias sous le titre: «Radio und leider auch immer mehr Fernsehen als Schrittmacher sprachlicher Verdummung».

27 Cf. Ris, «Dialektologie zwischen Linguistik und Sozialpsychologie» (note 21), p. 898.

40

idiome»[28] des Alémaniques, ne sont pas seulement et même pas d'abord d'ordre linguistique, mais bien plutôt d'ordre psychologique. Pour les résoudre, il faut des efforts des deux côtés de la frontière linguistique, efforts qui ne doivent pas se borner à une amélioration technique de l'enseignement des langues nationales.

9. Pour conclure: le swzt. n'est pas une unité linguistique et les limites qui le séparent des dialectes alémaniques de l'Allemagne et de l'Autriche voisines ne sont pas bien tranchées. Ce n'est donc pas un dialecte uniforme qui fait l'unité linguistique de la Suisse alémanique et ce n'est pas une frontière linguistique qui la sépare de l'étranger germanophone. Mais nos voisins parlant des dialectes alémaniques très semblables aux nôtres ne les parlent pas tous, ni dans les mêmes situations que nous. C'est cette différence pragmatique séparant la Suisse alémanique de ses voisins germanophones qui lui donne sa spécificité et même une certaine unité linguistique. Ce n'est que dans ce sens-là que *le* swzt. existe comme entité unique et bien définie.

Les différences linguistiques entre toutes les variétés du swzt. d'un côté et l'allemand de l'autre sont telles qu'elles empêchent la communication directe entre Allemands et Alémaniques. La distance linguistique n'est pas moindre que celle qui existe entre l'allemand et le néerlandais ou même entre l'italien et l'espagnol. Les conditions linguistiques seraient donc réunies pour faire du swzt. une langue standard nationale. Pour des raisons pratiques nous sommes heureux que nos ancêtres n'aient pas éprouvé ce besoin de grandeur; mais il n'y a aucune raison de regretter que, pour la plupart, le mariage avec l'allemand standard soit resté un mariage de raison.

Par contre, les fonctions des dialectes alémaniques surpassent de loin celles d'un dialecte «ordinaire» dans une société industrialisée. On pourrait dire que le swzt. n'est ni langue ni dialecte, et on a proposé le terme *Ausbaudialekt* («dialecte développé»)[29] pour désigner un tel idiome. Il est possible qu'un terme précis pour une situation spécifique soit utile. Mais il convient plutôt d'accepter la spécificité de cette situation et de résoudre les problèmes multiples qui en découlent par des mesures pédagogique et politiques appropriées.

28 «Nous avons toujours considéré ces gens-là [les Alémaniques] un peu comme des barbares. Cela tient à leur affreux idiome.» Maurcie FAVRE, cité par Roberto BERNHARD: *Alemannisch-welsche Sprachsorgen und Kulturfragen*, Frauenfeld 1968, Huber (Schriften des Deutschschweizerischen Sprachvereins 3), 22.

29 Heinz KLOSS: «Abstandsprachen und Ausbausprachen», in GÖSCHEL/NAIL/VAN DER ELST (eds.): *Zur Theorie des Dialekts*, Wiesbaden 1976, Steiner (Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik NF. 16) 301–322, spécialement p. 314s.

Die Regelung der Beziehungen zwischen den schweizerischen Sprachgemeinschaften

Dr. iur. RUDOLF VILETTA, Lavin/GR

I. Schwyzertüütsch als föifti nazionaalspraach

Die Frage «Le Schwyzertüütsch, 5e langue nationale?» bildet nicht nur das Thema dieser CILA-Tagung; «Schwyzertütsch als föifti landesspraach», so lautet auch die Überschrift des Referats, das Arthur BAUR an der Stapferhaus-Tagung vom 3./4. Juli 1970 über «Sprachpflege in der deutschen Schweiz» gehalten hat[1].

Für die zur Diskussion gestellte Forderung der Anerkennung des Schweizerdeutschen als Nationalsprache, geht Arthur BAUR von der Feststellung aus, dass National- und Amtssprache nicht unbedingt übereinzustimmen brauchen[2]. BAURS Forderung umfasst denn auch nur die Anerkennung des Schweizerdeutschen als Nationalsprache und nicht auch als Amtssprache. Dem Deutschen will er 'praktisch die gleiche Stellung, die es heute schon hat, nämlich die Stellung als Amtssprache' belassen. Im weiteren legt BAUR seiner Forderung die Annahme zugrunde, dass das Schweizerdeutsche eine Sprache sei. Er macht einen scharfen Unterschied zwischen Schweizerdeutsch und Deutsch bzw. zwischen *«schwyzertüütsch»* und *«schriftdüütsch»* und wehrt sich gegen den Einwand, es handle sich dabei einfach um zwei verschiedene Formen derselben Sprache und die Unterscheidung sei deshalb eine künstliche. BAUR meint, es sei sprachwissenschaftlich nicht vertretbar, dass beispielsweise das Niederländische den Rang einer Sprache geniessen soll, das Schweizerdeutsche hingegen nicht. Der Unterschied stamme eben daher, dass das Niederländische im Gegensatz zum Schweizerdeutschen als nationale Amtssprache anerkannt sei. Er stellt die Pflege der guten Beziehungen zu den «confédérés» und den «confederati» über die Betonung der schweizerdeutschen Eigenart. Dem widerspricht seine eindeutige Stellungnahme zugunsten des Schweizerdeutschen in keiner Weise.

1 BAUR, Arthur: «Schwyzertüütsch als föifti landesspraach» in: STIEFEL, Roland (Hrsg.): *Sprachpflege in der deutschen Schweiz. Bisherige Leistungen, neue Pläne und ihre Realisierbarkeit*, Schriftenreihe des Philipp-Albert-Stapfer-Hauses auf der Lenzburg, Heft 5, Aarau 1971, 33–39.

2 Zur Ergänzung der Beispiele, die Arthur BAUR hierzu anführt vgl. auch KLOSS, Heinz: «Der multinationale Staat» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, Völkerrechtliche Abhandlungen, Bd. 3, II. Teil: Innerstaatliche, regionale und universelle Struktur eines Volksgruppenrechts, Wien 1972, 221.

42

In der eigenen Sprache sieht BAUR etwas, was einen besonderen Wert hat, und er meint dies nicht linguistisch und auch nicht folkloristisch, sondern politisch. BAUR ruft die Deutschschweizer dazu auf, ihr Sprachgut nach dem Vorbild der Rätoromanen zu verteidigen.

Mit der Forderung der Anerkennung des Schweizerdeutschen im Sinne eines Sammelbegriffs aller alemannischen Dialekte der Schweiz als Nationalsprache – und zwar als erste Nationalsprache – möchte BAUR zwei Ziele erreichen: einerseits sollte ein Tatbestand, eine Realität in der Bundesverfassung festgehalten werden; andererseits erhofft sich BAUR von einer entsprechenden Verfassungsrevision eine moralische Aufwertung und eine Stärkung des sprachlichen Selbstbewusstseins der alemannischen Schweiz.

Arthur BAUR liess die Frage der Opportunität eines politischen Vorstosses für die Anerkennung des Schweizerdeutschen als Nationalsprache bewusst offen. Nach seiner Meinung sollte aber Art. 116 der Bundesverfassung folgendermassen lauten: *«Schwyzertüütsch, Französisch, Italienisch und Rätoromanisch sind die Nationalsprachen der Schweiz. Als Amtssprachen der Schweiz werden das Deutsche, Französische und Italienische erklärt.»*

In *diametralem Gegensatz* zu Arthur BAUR steht z.B. Kuno RAEBER mit seiner im vergangenen Frühjahr zum Thema «Dialekt und Hochsprache» in der NZZ publizierten Stellungnahme[3]. RAEBER meint, «der Dialekt (sei) sinnvoll als Intimsprache (. . .), (aber) unsinnig als bewusst gepflegte Sprache». «Ein Dialekt, den man auf Schulen lehrt, dessen Kenntnis man zur Vorbedingung des Erwerbs einer Staatsangehörigkeit macht (. . .) (sei) ein Widerspruch in sich selbst.» Was den Dialekt als «Kunstmittel» betrifft, vertritt RAEBER folgende Auffassung: «. . . der Reiz des Dialekts besteht (. . .) darin, dass er nicht Norm ist. Wer ihn zur Norm machen will, versteht sein Wesen nicht und zerstört ihn. Der Dialekt ist nie die Sprache der Massen, er ist die Sprache der Käuze.» Es sei mir erlaubt, noch ein letztes RAEBER-Zitat anzuführen, das direkt auf eine der zentralen Fragen dieser CILA-Tagung hinzielt, wir aber trotzdem – wie auch die vorangehenden – vorerst einfach im Raume stehen lassen wollen. Es handelt sich um die These: «Man mag ihn (den Dialekt) hüten, aber man soll ihn nicht fördern, etwa gar von Staates wegen.» –

Der an sich sympathischen Forderung Arthur BAURS bleibt jedoch – im Sinne einer *kritischen Würdigung* – entgegenzuhalten, dass sie auf einer zu engen und zu formalistischen Auffassung des Begriffs National-

3 RAEBER, Kuno: «Dialekt und Hochsprache» in: *NZZ* vom 31. Mai/1. Juni 1980, Nr. 124, 65.

sprache gründet. Der eindeutig normativen Bedeutung, die dem geltenden Art. 116 Abs. 1 BV zuerkannt wird, vermag eine Auslegung im Sinne einer rein feststellenden, registrierenden Norm nicht gerecht zu werden. Eine Änderung der Verfassungsbestimmung über die Nationalsprachen, wie sie von Arthur BAUR vorgeschlagen wird, würde deshalb weit über das erklärte Ziel der Forderung hinausreichen. Mit dieser Feststellung soll den Deutschschweizern keineswegs die Berechtigung abgesprochen werden, die explicite Anerkennung des Schweizerdeutschen mit allen rechtlichen Konsequenzen anzustreben. Um aber lediglich in rechtlich unverbindlicher Weise den Deutschschweizern und dem Schweizerdeutschen gegenüber ausdrücklich Anerkennung und Solidarität zu bekunden, dürfte eine Revision des Art. 116 Abs. 1 BV wohl kaum die richtige und adäquate Form sein. Man müsste abklären, ob dem von Arthur BAUR zur Diskussion gestellten Begehren eventuell durch eine entsprechende Ergänzung der die Bundesverfassung einleitenden Präambel entsprochen werden könnte. Allerdings hätte eine solche Formulierung alle zum kulturellen Erbgut der Schweiz gehörenden Sprachen zu umfassen. So namentlich auch das Jenische[4] und das in den beiden Aargauer Gemeinden Endingen und Lengnau beheimatete (heute leider mehr oder weniger verschwundene) Surbtaler Jiddische[5]. – Falls es sich zudem tatsächlich als nötig erweisen sollte, zur Lösung der Probleme, die den Deutschschweizern aus ihrer besonderen mundartlich-schriftsprachlichen Zweisprachigkeit erwachsen, allgemeingültige rechtliche Massnahmen zu treffen, wäre zu überprüfen, ob ihnen durch sonderrechtliche Regelungen nicht besser geholfen werden könnte als durch eine Änderung der Verfassung.

Die Abklärung der hier aufgeworfenen wichtigen Fragen ist – selbst wenn sie sich in ähnlicher Weise auch für die anderen Dialekte der Schweiz stellen – sowenig Hauptgegenstand dieses Berichtes als es sich

4 Vgl. VILETTA, Rudolf: Abhandlung zum Sprachenrecht mit besonderer Berücksichtigung des Rechts der Gemeinden des Kantons Graubünden, Bd. I., *Grundlagen des Sprachenrechts*. Zürcher Studien zum öffentlichen Recht, Heft 4, Diss. Zürich 1978, 65f. und 8 im zweiten Abs. der Anm. 36b, 177 in Anm. 273, 283, 377 (Anm. 201 und 202) sowie das Literaturverzeichnis, XXXf.; zudem STIRNIMANN, Cornelia: *Die Jenischen in Graubünden*. Geogr. Diplomarbeit Universität Zürich (bei Prof. FURRER), Sommersemester 1979.

5 Vgl. GUGGENHEIM-GRÜNBERG, Florence: *Beiträge zur Geschichte und Volkskunde der Juden in der Schweiz*, Heft 1–10, Zürich 1950–73; SCHÄPPI, Peter: *Der Schutz sprachlicher und konfessioneller Minderheiten im Recht von Bund und Kantonen* (Das Problem des Minderheitenschutzes)», Zürcher Beiträge zur Rechtswissenschaft, NF, Heft 358, Diss. Zürich 1971, N. 81, 99 und 106; «'Judendörfer' im Aargau», *Tages-Anzeiger* vom 9.8.1976 und «Sonderstatut für Judengemeinden», *Volksrecht* Nr. 127 vom 28.9.1976.

die CILA nicht zur Aufgabe gemacht hat, an dieser Tagung die Stellung des Schweizerdeutschen als Nationalsprache zu untersuchen. Es geht hier viel umfassender darum, die Stellung der übrigen schweizerischen Sprachgemeinschaften dem Schweizerdeutschen gegenüber zu erörtern. In diesem Rahmen ist es mir aufgetragen worden, *aus der Sicht des Nationalitäten- bzw. Sprachenrechtlers die Regelung der Beziehungen zwischen den schweizerischen Sprachgemeinschaften in ihren Grundzügen darzulegen.*

II. Die Perspektive des Sprachenrechts[6]

1. Definition des Sprachenrechts

Das *Sprachenrecht* kann definiert werden als *eine normative Teilordnung, die auf dem Gebot der Achtung der Menschenwürde gründet und auf die Rechtsidee ausgerichtet ist; es regelt das äussere, die Sprache betreffende Verhalten des Menschen im gesellschaftlichen Zusammenhang und wird von einer Rechtsmacht regelmässig sanktioniert.*

2. Zur Regelung des äusseren, die Sprache betreffenden Verhaltens des Menschen im gesellschaftlichen Zusammenhang als ein Element der Sprachenrechtsdefinition

Manch einer der sich wissenschaftlich mit dem Phänomen Sprache beschäftigt, begegnet dem Sprachenrecht mit Misstrauen, oder er steht ihm gar ablehnend gegenüber. Meist gründet diese Haltung aber lediglich auf ein *Missverständnis.* Durch eine eingehendere Betrachtung eines der verschiedenen Elemente der Sprachenrechtsdefinition soll hier deshalb versucht werden, dieses Missverständnis zu klären.

6 Vgl. zum Folgenden VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 96ff. (und derselbe: «Les modes d'action juridique dans le domaine linguistique (Action personnelle et action territoriale)» in: *Minorités linguistiques et interventions: Essai de typologie.* Compte rendu du Colloque sur les minorités linguistiques tenu à l'Université Laval du 15 au 18 avril 1977, travaux du Centre international de recherche sur le bilinguisme (CIRB), A-15, 104–140, Les presses de l'Université Laval, Québec 1978; derselbe: *Die Rätoromanen im Kraftfeld zwischen Vielheit und Einheit,* Brixen und München (INTEREG) 1978; derselbe: *Das Zusammenleben der Sprachgemeinschaften in der Schweizerischen Eidgenossenschaft: Idee und Verwirklichung,* München (Hanns-Seidel-Stiftung 1979).

2.1 Das Sprachenrecht regelt das äussere Verhalten des Menschen

Das Recht fordert generell lediglich die Übereinstimmung des äusseren menschlichen Verhaltens mit der Norm. Die Rechtsordnung umfasst somit nur die Legalität und nicht auch die Moralität[7]. Die Gründe, die den einzelnen Menschen dazu bewegen mögen, die entsprechende Rechtsvorschrift zu befolgen, sind deshalb in dieser Hinsicht irrelevant.

Selbstverständlich ist auch im Bereiche des Sprachenrechts immer nur die *Gesetzes-Konformität einer Handlung oder Äusserung*, nie aber von etwas Innerem, die Seele oder das Herz Betreffendem, justitiabel.

2.2 Das Sprachenrecht regelt das die Sprache betreffende Verhalten des Menschen

Die Auffassung, wonach das Sprachenrecht den unmittelbaren Gebrauch der Sprache ordnet, ist zu eng. Der Gegenstand des Sprachenrechts deckt nämlich ein weiteres Feld als dasjenige der Verwendung der Sprache im Sinne der «Äusserung von Gedanken und Empfindungen durch das gesprochene und geschriebene Wort»[8]. Es geht bei der sprachenrechtlichen Ordnung vielmehr um *das die Sprache betreffende Verhalten des Menschen*, somit auch um die Regelung der Umstände, die den Sprachgebrauch faktisch überhaupt erst zu gewährleisten vermögen. Dabei handelt es sich um *als Ansprüche der Minderheits-Angehörigen konstruierte Garantien*. Zu diesen Rechten zählt z.B. auch der Anspruch der verschiedenen Sprachgruppen einer mehrsprachigen staatlichen Gemeinschaft auf angemessene Vertretung in den zentralen Behörden[9].

2.3 Das Sprachenrecht regelt das Sprachverhalten des Menschen im gesellschaftlichen Zusammenhang

Träger und Adressat der Sprachenrechtsordnung ist der Mensch; es ist *der Mensch im gesellschaftlichen Zusammenhang*. Gemeint ist damit die menschliche Person in allen möglichen Rechtspositionen und Funktionen der staatlichen Gemeinschaft.

7 Vgl. RADBRUCH, Gustav: *Rechtsphilosophie*, 8.A., Stuttgart 1973, 130ff. mit Verweisung auf Immanuel KANT.

8 HEGNAUER, Cyril: *Das Sprachenrecht der Schweiz*. Studien zur Staatslehre und Rechtsphilosophie, Heft 3, Diss. Zürich 1947, 6.

9 Hierzu gehören auch Bestimmungen über den ethnischen Proporz in öffentlichen Ämtern; vgl. PETERLINI, Oskar: *Der ethnische Proporz in Südtirol*, Bozen 1980. Vgl. für das Schweizer Recht SCHÄPPI, Peter: a.a.O., (Anm. 5), 67ff.; HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 290ff.; FLEINER/GIACOMETTI: *Schweizerisches Bundesstaatsrecht*, Zürich 1949, Nachdruck 1969, 400f.; WEILENMANN, Hermann: *Die vielsprachige Schweiz. Eine Lösung des Nationalitätenproblems*, Basel 1925, 225f.

Ausdrücklich muss erwähnt werden, dass *sich das Recht nie an die Sprache selbst richtet* und dass diese auch nie Rechtssubjekt sein kann. Mit dieser Anmerkung wollen wir jenen entgegentreten, die in völliger Verkennung der Problemstellung sprachenrechtliche Regelungen von vornherein mit dem Einwand ablehnen, die Sprache sei etwas Lebendiges, dessen Entwicklung durch Gesetze nicht beeinflusst werden könne und dürfe. Das Missverständnis liegt darin, dass diese Leute zu Unrecht meinen, das Sprachenrecht wolle auf Sprachpflege und Grammatik einwirken. Laut-, Stammbildungs-, Formen- und Satzlehre etc. sind und bleiben unangefochtenermassen Gegenstand der Philologie und nicht der Jurisprudenz.

Auch wenn im sprachenrechtlichen und besonders -politischen Zusammenhang von der Erhaltung der Sprachen die Rede ist, so ist damit immer und ausschliesslich *der betreffende Mensch bzw. die betreffende Sprachgemeinschaft* gemeint. Ein nur auf die Erhaltung einer gefährdeten Sprache als solcher ausgerichteter Kampf wäre sinnlos. *Die Erhaltung einer Sprache setzt vielmehr einen allgemeinen Schutz und eine umfassende Förderung ihres Trägers voraus*[10,11].

3. Die tragenden Ideen des Sprachenrechts

3.1 Die Gerechtigkeit als normatives Leitprinzip

Als ein weiteres Element der Sprachenrechtsdefinition gilt seine Ausrichtung auf *die Rechtsidee*. Die Idee des Rechts ist nun nichts anderes als jener Grundwert, der gemeinsam mit den antinomen Prinzipien der Zweckmässigkeit und Rechtssicherheit den Inhalt des Rechts bestimmt, aber alleine den Ausschlag dafür gibt, ob eine Anordnung überhaupt rechtlicher Natur ist: *die Gerechtigkeit*[12]. Gerechtigkeit als Mass des positiven Rechts bedeutet Gleichheit und zwar verhältnismässige Gleichheit in der Behandlung verschiedener Personen. In diesem Sinne ist «Gleichheit (. . .) immer nur Abstraktion von gegebener Ungleichheit

10 Vgl. VILETTA, Rudolf: «Ün pèr impissamaints davart: *L'organisaziun e la reorganisaziun da la rumantschia*». Referat salvà als 10 nov. 1974 a la radunanza da l'Uniun dals Grischs a Zernez, in: *Fögl Ladin*, 35. Jg., Nrn. 88–91, 22./26./29. Nov. und 3. Dez. 1974.

11 Für das Spezialproblem der analogen Anwendung individueller Rechte auf Gemeinschaften vgl. PERNTHALER, Peter: *Der Schutz der ethnischen Gemeinschaften durch individuelle Rechte*. Ethnos, Bd. 3, Wien 1964.

12 Vgl. RADBRUCH, Gustav: a.a.O., (Anm. 7), 119 ff. und 164ff.

47

unter einem bestimmten Gesichtspunkt»[13]. Diese relative Gleichheit wiederum umfasst das Wesen der austeilenden Gerechtigkeit, die ihrerseits als eigentliche Urform der Gerechtigkeit gilt[14].

Austeilende Gerechtigkeit im Bereiche des Sprachenrechts meint somit *Gleichheit aller Sprachen im Recht und vor dem Gesetze bzw. Rechtsgleichheit aller Menschen als Sprach-«Träger».*

3.2 Konkretisierung des Prinzips der Rechtsgleichheit der Sprachen

Damit aus der grossen Idee des Rechts und der Freiheit der Sprache Sätze richtigen Rechts abgeleitet werden können, bedarf diese sowohl der «deduktiven Entwicklung aus allgemeinen Grundsätzen» als auch der «intuitiven Erkenntnis aus der 'Natur der Sache'»[15], d.i. die Seinsgesetzlichkeit der tatsächlichen Sozialstrukturen und Sozialbeziehungen, die rechtlich zu beurteilen sind.

3.2.1 Zum Wesen der sprachlichen Verhältnisse

In Übereinstimmung mit dem grossen Sprachphilosophen Leo WEISGERBER ist von der Feststellung auszugehen, «dass nicht nur das menschliche Tun von Sprache durchsetzt ist, sondern dass menschliches Leben in all seinen Formen unter der Bedingung der Sprache steht»[16]. Grundlegend für die zu erarbeitende Einsicht in das Wesen der Sprache und die Struktur ihrer Erscheinungsformen ist somit das Wissen um «die natürliche Ordnung der Sprache im Sinne eines *Menschheitsgesetzes der Sprache,* das als Gesetz der Muttersprache für die Einzelnen, als Gesetz

13 RADBRUCH, Gustav: a.a.O., (Anm. 7), 122.
«Gleiches ist nach Massgabe seiner Gleichheit gleich, Ungleiches nach Massgabe seiner Ungleichheit ungleich zu behandeln», BGE (Entscheidungen des Schweizerischen Bundesgerichts, Amtliche Sammlung) 88 I 159.

14 Die Unterscheidung zwischen der *austeilenden Gerechtigkeit,* die in der Zuteilung von Pflichten, Lasten und Vorteilen an die Rechtsgenossen durch den Staat wirksam ist *(iustitia distributiva),* und der *ausgleichenden Gerechtigkeit,* welche die, hauptsächlich rechtsgeschäftlichen Beziehungen der Rechtsgenossen untereinander betrifft *(iustitia commutativa),* geht zurück auf die berühmte Lehre von der Gerechtigkeit, die Aristoteles in seiner Nikomachischen Ethik entwickelt hat.

15 RADBRUCH, Gustav: a.a.O., (Anm. 7), 123; vgl. auch am soeben a.O. Hans-Peter SCHNEIDERS Nachwort: *«Gustav Radbruchs Einfluss auf die Rechtsphilosophie der Gegenwart»*, 359ff. mit Verweisungen. (Eine detaillierte Zusammenstellung der massgeblichen Literatur zur «Natur der Sache» findet sich beispielsweise auch in: ENGISCH, Karl: *Einführung in das juristische Denken,* Urban-Bücher 20, 3.A., Stuttgart 1956, 246f., Anm. 266).

16 WEISGERBER, Leo: *Das Menschheitsgesetz der Sprache,* 2.A., Heidelberg 1964, 17. – Vgl. in diesem Zusammenhang u.a. auch die Schriften der Linguisten Helmut GIPPER und Benjamin Lee WHORF (des Letztgenannten insb. das Buch *Sprache – Denken – Wirklichkeit,* rde 174, Hamburg 1963).

43

der Sprachgemeinschaft für die Völker und als Gesetz des sprachbedingten Daseins für die Menschheit verbindlich ist»[17]. Die Gegebenheit der *Sprachmannigfaltigkeit* ist «eine *um des Menschheitsgesetzes willen notwendige Tatsache*»[18]; die Sprachverschiedenheit wird somit auch hier in absolut positivem Sinn gewertet. Als ein durch Erfahrung erwiesenes Faktum gilt der Umstand, dass ein Eingreifen in das sprachliche Geschehen durch konkrete Massnahmen nur insofern förderlich wirkt, als sich dieses mit der natürlichen Ordnung der Sprache im Einklang befindet; für Massnahmen im Bereiche der Sprache, die dieser Ordnung widersprechen, können hingegen mit grösster Wahrscheinlichkeit störende Folgen vorausgesagt werden[19].

Nach der hier vertretenen Auffassung ist «auch die *Sprache* als unbestreitbar *rein menschliche Eigenschaft*, in der der menschliche Geist hauptsächlich seine fassbare Gestalt findet»[20], Ausdruck jener mitmenschlichen Beziehung, die ihrerseits eine Grundvoraussetzung jedes personalen Seins darstellt[21]. Sprache ist jedoch unseres Erachtens nicht nur und nicht vor allem ein technisches Mittel zur Kommunikation und Verständigung; die Sprache «erscheint uns heute (. . .)» – um es wiederum mit den Worten Leo WEISGERBERS zu sagen – «viel mehr als eine wirkende Kraft, ein Weg zur gedanklichen Erschliessung der Welt, eine im Aufbau der Kultur mitschaffende Grösse, eine das geschichtliche Leben mitgestaltende Macht»[22]. Als solche gehört sie zu jenen, den Menschen derart prägenden Bedingungen, dass sie selbst Teil der Person werden, und man kann folglich an ihr nicht rühren, ohne gleichzeitig die Seele zu treffen.

Auch wenn es angesichts der Komplexität der gegebenen Sprachverhältnisse nicht möglich ist, diese hier in all ihren Aspekten und eingehend abzuhandeln, sei doch noch eine Komponente des dem sprachli-

17 WEISGERBER, Leo: *Sprachenrecht und europäische Einheit*, Köln und Opladen 1959, 51.

18 derselbe: a.a.O., (Anm. 16), 173.

19 Vgl. derselbe: a.a.O., (Anm. 17), 50f.

20 RAMSER, Urs Peter: *Das Bild des Menschen im neueren Staatsrecht* (Die Antinomie des Westens und des Ostens), Diss. Zürich 1958, 131 mit Hinweis auf BRUNNER, Emil: *Der Mensch im Widerspruch*, 3.A., Berlin 1937, 173.

21 Der rätoromanische Schriftsteller Jon SEMADENI hat diesem Gedanken mit folgenden Worten Ausdruck verliehen: «*Il pled es il plü intim e sensibel liam chi collia ils umans*» (Das Wort ist das innigste und empfindsamste Band, das die Menschen verbindet); vgl. SEMADENI, Jon: *Il figl pers*. Monodrama, 1978.

22 WEISGERBER, Leo: *Das Tor zur Muttersprache*, 9.A., Düsseldorf 1968, 16; vgl. auch derselbe: a.a.O., (Anm. 16), 33. – Die stabile Grundlage dieser Sprachphilosophie findet nach wie vor ihren deutlichsten Ausdruck im berühmten Kernsatz Wilhelm von HUMBOLDTS, wonach *die Sprache kein Ergon sondern eine Energeia sei.*

49

chen Phänomen wesenseigentümlichen Zusammenhangs zwischen Menschsein und Sprache wenigstens erwähnt: es handelt sich um den Tatbestand der *Muttersprache*[23], der uns zu einer Klärung des Problems der *Mehrsprachigkeit* hinführen soll.

Die Muttersprache ist ein wesentlicher Teil jener heimatlichen Umwelt, in die der Mensch hineingeboren wird und in der er durch einen natürlichen Entfaltungsprozess zu einer sprachlichen Persönlichkeit heranwächst. Die Muttersprache ist eine vitale Kraft, die ihre Hauptwirksamkeit in jener Wechselwirkung entwickelt, in der jede Sprache dauernd mit ihrem Träger bzw. mit ihrer Sprachgemeinschaft steht: sie ist nicht nur imstande, den einzelnen in seinem sprachbedingten Dasein zu formen; als «der geschichtliche Prozess des Wortens der Welt durch eine Sprachgemeinschaft»[24] – wie Leo WEISGERBER die Muttersprache umschreibt – ist diese ihrerseits vielmehr auch davon abhängig, dass ihre Träger «das in ihr (und durch sie) angebahnte Geschehen aufnehmen und weiterführen»[25]. Die Muttersprache ist zudem ein unentbehrlicher Grundwert, der die gewünschten bzw. notwendigen tragfähigen Brücken zu anderen Sprachen zu schlagen vermag. Sie ist schliesslich jenes elementare Lebensgut, das die menschliche Persönlichkeit den Nachkommen ihrer Gemeinschaft als kulturelles Erbe vermacht[26].

Mit guten Gründen wird angenommen, «dass die *muttersprachliche Prägung* im Regelfall eine einmalige Stellung im Sinne der *Ausschliesslichkeit* beansprucht»[27]. Die Meinung ist die, «dass der Einzelne den Prozess der sprachlichen Anverwandlung der Welt nur einmal vollgültig nachvollziehen kann, nämlich in der Sprache, die dann seine Mutter-

23 Vgl. zum Tatbestand Muttersprache als einem Hauptbereich der Sprachsoziologie WEISGERBER, Leo: a.a.O., (Anm. 16), 30–117 und als «gültige Norm für den Einzelnen», 135–164.

24 WEISGERBER, Leo: a.a.O., (Anm. 17), 17, Ziff. 5.

25 derselbe: a.a.O., (Anm. 17), 18, Ziff. 8.

26 Dem was Leo WEISGERBER das *«Gesetz der Muttersprache»* nennt, hat der Engadiner Schriftsteller Gudench BARBLAN (1860–1916) in seinem berühmten Gedicht *«Chara lingua da la mamma»* lyrisch Ausdruck verliehen; in der Vertonung von Robert CANTIENI ist dieses Lied zum eigentlichen nationalen Gesang der Rätoromanen geworden. In der vom Geist des Utilitarismus, des Opportunismus und des alles überwuchernden Materialismus geprägten Zeit, wurden auch die in diesem Lied besungenen Werte relativiert und in der extremsten Form als pathetisch-lächerliche Floskel abgetan. Den Beteuerungen modernistischer Soziolinguisten zum Trotz stützen sich aber jene poetischen Aussagen auf Wahrheiten, die zwar verkannt bzw. verdrängt werden können, jedoch grundsätzlich unbestreitbar sind.

27 WEISGERBER, Leo: a.a.O., (Anm. 16), 153. In der Perspektive der Sprachminderheit, bei der die angesprochene Ausnahme zur Regel wird, mag diese Relation als idealistisches Zerrbild erscheinen, was aber am Aspekt einer Gesamtsicht grundsätzlich nichts ändert.

50

sprache wird. Alle andere Spracherlernung bleibt demgegenüber sekundär, in der Tiefe, der Weite, der geistigen Prägekraft»[28]. Die Feststellung der primär einsprachigen Veranlagung des Menschen steht nun keineswegs im Widerspruch zu seiner ebenfalls *wesenseigentümlichen Fähigkeit zur «Zwei-» bzw. «Mehrsprachigkeit»*. Dieses nicht zu bestreitende sprachliche Phänomen wird jedoch meistens ungenau gedeutet: Zwei- bzw. Mehrsprachigkeit ist zunächst das Resultat eines Lernprozesses, das selbst in der unter speziellen Umständen durchaus möglichen Form des gleichzeitigen vollkommenen Beherrschens mehrerer Sprachen meist ausserstande ist, am prinzipiellen Vorrang der Muttersprache etwas zu ändern. Der Fall, in dem der heranwachsende Mensch von der Wirkung mehrerer Muttersprachen parallel erfasst und während seines ganzen Lebens in gleicher Weise dominiert wird, muss – auch wenn er vor allem bedingt durch die sprachfeindlichen staats- und machtpolitischen Bestrebungen unserer Zeit immer häufiger auftritt – als Extremfall bezeichnet werden. Das Extreme dieser Situation besteht hauptsächlich in einer Überforderung der Betroffenen: «Wer eben Sprachen nicht als äusserliche Verständigungsmittel, sondern als eigengeprägte Weltbilder erkennt», – so behauptet Leo WEISGERBER mit Recht – «für den ist die Folgerung klar, dass die geistige Bewältigung mehrerer Denkwelten eine ungeheure Aufgabe ist, der nur wenige gewachsen sind»[29,30]. – Sicherlich ist die Erscheinung des Nebeneinanders mehrerer Muttersprachen eine eigengesetzliche Gegebenheit mit der sich auch das Sprachenrecht ernsthaft auseinanderzusetzen hat. Dabei geht es einerseits bestimmt nicht darum, den Rechtssatz in seiner Allgemeinheit auf den durch solche sprachliche Ausnahmebedingungen geprägten Menschentypus hinzuordnen; andererseits dürfen natürlich demjenigen Menschen, der in der Frühphase der primären Sozialisation der intensiven Wirkung mehrerer Sprachen unterstellt worden ist, nicht auch noch aus dem Recht Nachteile erwachsen. Es kann jedoch niemals Aufgabe des Rechts sein, Tat-

28 WEISGERBER, Leo: «Sprachenkampf-Sprachenrecht-Sprachenfriede» in: *Studien der Erwin-von-Steinbach-Stiftung*, Bd. 4, Frankfurt am Main 1975, 25; vgl. auch derselbe: a.a.O., (Anm. 17), 18, Ziff. 10 und zum Folgenden a.a.O., (Anm. 16), 153f.

29 derselbe: a.a.O., (Anm. 16), 154.

30 *Bilinguismus* bzw. *Multilinguismus* (Zwei- bzw. Mehrsprachigkeit) bezeichnet nach Theodor VEITER den Tatbestand der *ausreichenden Kenntnis* einer zweiten bzw. mehrerer weiterer Sprachen neben der Muttersprache oder der Haus- und Umgangssprache. Dies im Unterschied zu *Aequilinguismus*, bei dem es sich um die *vollkommen gleiche Kenntnis* von zwei oder mehreren Sprachen handelt. Vgl. VEITER, Theodor: «Staat, Staatsvolk und Mehrsprachigkeit» in: *Europa Ethnica*, Vierteljahresschrift für Nationalitätenfragen, Wien, 29. Jg., 4/1972, 163f.; HAARMANN, Harald: *Soziologie der kleinen Sprachen Europas*, Bd. 1: Dokumentation, 2. A., Hamburg 1973, Index linguistischer und soziolinguistischer Termini, 34 und 41.

51

sachen, die durch «Verstösse gegen das Menschheitsgesetz der Muttersprache»[29] gesetzt worden sind, nachträglich zu billigen oder ihnen gar Normativität zu verleihen.

Gemeint sind jene Fälle, in denen Menschen, insbesondere Kinder, durch äussere Gewalt, vor allem durch sprachimperialistische Bestrebungen und wirtschaftspolitischen Zwang, in die problematische Situation der doppelten oder sogar mehrfachen Muttersprache gebracht werden. – Das ganze sprachliche Geschehen ist an sich ohnehin schon problematisch genug auch ohne *die erschwerende Bedingung der Mitwirkung einer zweiten Sprache.* In den soeben erwähnten verhängnisvollen Sprachsituationen, welche einen grösseren Personenkreis nachhaltig treffen, entstehen nicht nur die allgemein üblichen Spannungen; in solchen Fällen entwickeln sich aus derartigen Spannungen eigentliche Störungen, empfindbare Schwierigkeiten und Schäden, die letztens unvermeidlich zu Gegensätzen, Konflikten und Kämpfen führen. Oft gehen diese Sprachkämpfe nicht unbedingt auf böswillige Entscheidungen zurück; meist gründen sie vielmehr auf Störungen der natürlichen Sprachenordnung, die durch Unkenntnis des Wesens der Sprache, durch Kurzsichtigkeit, und Fahrlässigkeit verursacht werden. Sodann ist festzustellen, dass es sich bei manchen Spracherschwerungen und -spannungen «um Konsequenzen persönlicher Entschlüsse handelt und dass jeder mit den Bedingungen fertig werden muss, in die er sich hineinbegibt»[31]. Spannungen treten schliesslich ebenso selbstverständlich im Rahmen ein und derselben Sprache, die notwendigerweise eine Einheit in der Vielheit ist, auf. Diese Wechselbeziehungen zwischen Mundart und Schriftsprache beispielsweise können jedoch «normalerweise selbst in extremen Fällen der Spannung (. . .) förderlich vereinigt werden» und finden somit «ihre natürlichen Lösungsmöglichkeiten»[32]. Grundsätzlich ist es durchaus möglich, den Zugang von dem Dialekt zur Hochsprache organisch zu bahnen; dies vor allem dann, wenn auch hier jener pädagogischen Grunderkenntnis und den daraus abgeleiteten Forderungen genügend Rechnung getragen wird, die eigentlich für jede Ausweitung der Sprachenkenntnis Geltung hat: es geht darum, *dass jedes Schulkind die Möglichkeit haben soll, seinen Unterricht in der Muttersprache beginnen zu dürfen und dass jedes Erlernen der Hochsprache bzw. einer weiteren Sprache auf der dadurch gefestigten muttersprachlichen Grundlage aufbauen soll.* Diese Postulate bilden übrigens auch den wesentlichen Gehalt, der im Auftrag der UNO-Vollversammlung erarbeiteten UNES-

31 Weisgerber, Leo: a.a.O., (Anm. 28), 6.
32 derselbe: a.a.O., (Anm. 28), 5.

52

CO-Richtlinien über «The Use of Vernacular Languages in Education» aus dem Jahre 1953, die im Erziehungsbereich trotz ihres lediglich empfehlenden Charakters vorrangige Bedeutung erlangt haben und weltweite Auswirkungen zeitigen[33,34].

3.22 Die wichtigsten Rechtsprinzipien und Grundrechte unserer Sprachenrechtsordnung

3.221. Die Idee der Mehrsprachigkeit der Schweiz

3.221.1 Relativierende Vorbemerkung

Wenn wir uns im Folgenden die Idee der Mehrsprachigkeit der Schweiz vergegenwärtigen wollen, um dadurch zu einer weiteren Konkretisierung des Prinzips der Rechtsgleichheit der Sprachen zu gelangen, so sei mir im Sinne einer Vorbemerkung eine Relativierung erlaubt:

Der lange und komplizierte Werdegang unseres multinationalen Staates in seiner Entwicklung von der alten Eidgenossenschaft als ein ausschliesslich deutsches Gemeinwesen über den sog. alten grossen Bund in oberdeutschen Landen bis zur heutigen Bejahung der kulturellen Viel-

33 UNESCO (Hrsg.): *The Use of Vernacular Languages in Education – L'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement.* (Monographs on Fundamental Education – VIII), Paris 1953, Vgl. auch KLOSS, Heinz: *Grundfragen der Ethnopolitik im 20. Jahrhundert* (Die Sprachgemeinschaften zwischen Recht und Gewalt), Ethnos, Bd. 7, Wien-Stuttgart 1969, 361ff.; HAARMANN, Harald: *Grundfragen der Sprachenregelung in den Staaten der Europäischen Gemeinschaft*, Schriftenreihe zur europäischen Integration, Bd. 11, Hamburg 1973, 146ff.; WEISGERBER, Leo: a.a.O., (Anm. 28), 13. – Wichtig ist zu bemerken, dass sich diese UNESCO-Empfehlung nicht auf sog. Aussengruppen bezieht d.s. Gruppen, «die das Auslandvolkstum einer Sprachgemeinschaft bilden, der anderswo ein Nationalstaat oder Nationalgliedstaat zur Verfügung steht» (KLOSS, Heinz: a. soeben a.O., 62 und 362; vgl. auch ebenda das entsprechende Zitat des UNESCO-Dokuments: «Vernacular Language. A language which is the mother tongue of a group which is socially or politically dominated by another group speaking a different language. We do not consider the language of a minority in one country as a vernacular if it is an official language in another country.»)

34 Auf dieser stabilen Grundlage stützen sich beispielsweise auch die im Kampf um *die Erhaltung des Rätoromanischen als Unterrichtssprache für die Schulen im romanischen Sprachgebiet Graubündens* erhobenen Forderungen: VILETTA, Rudolf: *Il rumantsch in agonia? Moura'l d'üna mort natürala o ais el victima d'ün act da violenza?* in: *Corv e Talina* (prüma gazetta interrumantscha), Februar 1971; derselbe: «Problems da la scoula fundamentala rumantscha in cumüns ferm germanisats» in: *Fögl Ladin*, 35. Jg., Nr. 5, 18. Januar 1974; derselbe: *Scoula primara fundamentala rumantscha in cumüns ferm germanisats* (Rapport a man da la Conferenza Generala Ladina), Zürich 1974; derselbe: a.a.O., (Anm. 4), 345f.. (Vgl. auch die z.T. entsprechenden «Empfehlungen für die sprachliche Förderung zugezogener fremdsprachiger Kinder in den

gestaltigkeit der Schweiz[35] lässt sich am besten und treffendsten mit dem von Jean Rudolf von SALIS geprägten Satz zusammenfassen: «Die Schweiz ist nicht gegründet worden, um der Welt ein Beispiel kultureller, sprachlicher und konfessioneller Vielgestaltigkeit zu geben, sondern diese Vielgestaltigkeit war nichts weiter als eine Gegebenheit des so und nicht anders entstandenen eidgenössischen Bundes, und da sie da war, musste ihre Pflege, die Pflege dieser vielgestaltigen Schweiz, als eine positive Aufgabe aufgefasst und anerkannt werden. Es ist, ich will nicht sagen aus der Not eine Tugend gemacht worden, aber die Schweiz musste gegenüber dem allenthalben national organisierten Europa ihre Existenz als vielsprachiges und kulturell vielgestaltiges Volk rechtfertigen»[36].

Im weiteren vertrete ich zusammen mit Herbert LÜTHY die Auffassung, «dass die Schweiz eigentlich nie ein politisches Problem der Mehrsprachigkeit *gelöst* hat – sie hat *vermieden, es zu stellen*»[37]. – Die Gefährdung des Rätoromanischen, die trotz erhöhter, jetzt allerdings um 10% gekürzter[37a] Subventionen immer akuter wird, die Auswirkungen der faktischen Benachteiligung des Italienischen sowie des dynamischen Ausbaus der Stellung des Deutschen als Hauptamtssprache des Bundes, aber auch des völligen Ignorierens des Jenischen u.a.m. sind Teile eines umfassenden Fragenkreises, den die Schweiz als ein politisches Problem der Mehrsprachigkeit anerkennen und lösen muss, wenn sie nicht die

Schulen des Kantons Graubünden», von der Regierung erlassen am 14. Juli 1975, BR 421.900 und den diesbezüglichen Beschluss der Regierung des Kantons Graubünden vom 14. Juli 1975, Protokoll Nr. 1523.)
An dieser Stelle ist ergänzend auf die grundlegende Entscheidung hinzuweisen, die der österreichische Oberste Gerichtshof am 14. März 1979 (1 Ob 528/79) zugunsten des slowenischen Sprachgebrauchs und des Schutzes der slowenischen Muttersprache bei Kindern aus dem slowenischen Siedlungsgebiet Kärntens gefällt hat. Der Entscheid ist für den Kampf gegen die gezielte Assimilierung, Umsprachung und Entnationalisierung sowohl der slowenischen Volksgruppe in Österreich als auch der ethnischen und sprachlichen Minderheiten im allgemeinen von grösster Bedeutung. Vgl. *Europäische Grundrechte-Zeitschrift (EuGRZ)* 1981, 36ff. und *Europa Ethnica*, Vierteljahresschrift für Nationalitätenfragen, Wien, 37. Jg., 4/1980, 205f.

35 Vgl. den kurzgefassten Überblick über diese Entwicklung bei VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 30ff.

36 SALIS von, J.R.: *Schwierige Schweiz* (Beiträge zu einigen Gegenwartsfragen), 2. A., Zürich 1969, 112. In gleichem Sinne schreibt Guy HÉRAUD: «La Confédération ne s'est pas constituée pour unir des populations allemandes, françaises et italiennes.» HÉRAUD zählt deshalb die Schweiz, zusammen mit Kanada und Südafrika zu den «fédérations historiques pluriethniques»; vgl. HÉRAUD, Guy: «Fédéralisme et Communautés ethniques», in: *Europa Ethnica*, 27. Jg., Heft 3 und 4, Wien 1970, Ziff. I.

37 LÜTHY, Herbert: «Politische Probleme der Mehrsprachigkeit in der Schweiz» in: *Civitas*, 22. Jg., September 1966, 41.

37a Der Bundesrat hat Anfang September 1980 im Rahmen seines Sparprogrammes beschlossen, auch die Subventionen an die Lia Rumantscha/Ligia Romontscha in die lineare 10prozentige Kürzung einzubeziehen.

Gefahr eingehen will, ihre Glaubwürdigkeit zu verlieren. Sie muss sich bewusst darum bemühen, der verfassungsrechtlich verankerten Idee der mehrsprachigen Eidgenossenschaft einen echten Inhalt zu geben. Zu diesem Zwecke gilt es, das Bild der Schweiz mit ihrer gegebenen Sprachenlage aus dem üblichen Rahmen eines Sonderfalles herauszulösen und mit dem gebührenden Stellenwert im tatsächlichen, internationalen Zusammenhang darzustellen. Die geltende Regelung der schweizerischen Sprachenfrage, die häufig mit wesentlich mehr schwärmerischem Wohlwollen denn Tatsachenkenntnis als leuchtendes Vorbild beurteilt wird, sollte durch unser aller Streben einer ehrlichen und gerechten, beispielhaft grosszügigen Lösung nähergebracht werden, von deren Ausstrahlungskraft mit Fug auch eine konstruktive, befriedigende Wirkung auf die weltweit stets wachsenden Nationalitätenkonflikte erwartet werden könnte.

3.221.2 Die Mehrsprachigkeit als Element der schweizerischen Staatsidee

Die *Mehrsprachigkeit* an und für sich bedeutet zunächst nichts anderes, als dass die schweizerischen Staatsbürger verschiedenen Sprachgemeinschaften angehören[38]. Von einer blossen Aussage, dass die Schweiz so und nicht anders zusammengesetzt ist, zu einem Prinzip wird die Mehrsprachigkeit erst durch die Anerkennung der betreffenden Sprachen als gleichberechtigte Nationalsprachen und die Garantie ihres Fortbestandes. Der Grundgedanke ist jener, «dass jede unserer nationalen Sprachen in voller Freiheit ihre Reinheit und Eigenart entfalten soll»[39]. Die tiefere Wurzel dieses Gedankens liegt «in der Ehrfurcht vor dem Recht und der Freiheit der menschlichen Persönlichkeit und damit in der Ehrfurcht vor dem Recht der Muttersprache»[39] und in der Erkenntnis, dass eine wirkliche Freiheit des Geistes ohne Freiheit der Muttersprache undenkbar ist[39]. Innerhalb der im öffentlichen Interesse gesetzten Schranken soll jedermann der ungehinderte Gebrauch aller Sprachen gewährleistet sein. Diese Sprachenfreiheit gilt es abzuwägen mit der zum Prinzip erhobenen Pflicht zur gegenseitigen Achtung oder mindestens zu einem gegenseitigen Verständnis. Ein echtes gegenseitiges Verständnis ist aber erst möglich, wenn man seiner durch die Muttersprache wesentlich geprägten Eigenart selber sicher ist. Deshalb muss diese Eigenart zunächst einmal ge-

38 Von dieser Definition ist jene zu unterscheiden, wonach Mehrsprachigkeit (Multilingualismus) Kenntnis und Verwendung von mindestens drei verschiedenen Sprachen durch ein Individuum ist; vgl. auch vorne Anm. 30.

39 Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache BBl. 1937 II 13.

stärkt werden, um dann im «Bemühen, sich gegenseitig zu verstehen, (. . .) die erste Voraussetzung jedes wahren Verhältnisses, wie von Mensch zu Mensch, so von Volk zu Volk» zu schaffen[40]. Sowohl das eigene Ich als auch das gegenseitige Sichverstehen sind Resultate eines langen Lern- und Reifeprozesses.

3.221.3 Der Sinn der Mehrsprachigkeit der Schweiz

Die Mehrsprachigkeit der Schweiz hat ihren tieferen Sinn in der Überzeugung, dass «Volkstum und Staat (nicht) letzte Einheit der sozialen Gemeinschaft sind», dass «die Einordnung des Einzelnen in die Gesamtheit (nicht) am Volk und Staat endet», sondern – so formuliert es Max HUBER – dass «der Staat und das in ihm sich verkörpernde Volk selber wieder als Teil eines grösseren Ganzen nicht nur national, d.h. individualistisch sich zu behaupten, sondern auch sozial sich zu verhalten hat»[41]. «Die freie Verbindung verschiedener Volkstümer weist hin auf den Primat des Geistigen und damit auf die Verbundenheit des Menschen mit dem Menschen in einer höheren Einheit»[42].

3.221.4 Die Schweiz als politische Willensnation

Die Schweiz mit ihrer Idee der Mehrsprachigkeit steht in diametralem Gegensatz zu den Nationalstaaten, die auf dem Prinzip beruhen, alle Menschen gleicher Sprache im gleichen Staatswesen zu vereinigen. «Die schweizerische Nation ist (. . .) eine Gemeinschaft des Geistes, getragen vom Willen verschiedensprachiger Völkerschaften, als *eine* Nation zusammenzuleben und die in geschichtlicher Schicksalsgemeinschaft erworbene Freiheit und Zusammengehörigkeit gemeinsam zu bewahren und zu verteidigen»[43]. Nach Schweizer Lehre beruht die staatliche Gemeinschaft der Eidgenossenschaft nicht auf einem Zusammenschluss ethnischer bzw. sprachlicher Gruppen. Sie stellt vielmehr eine Föderation historischer Staaten, der Kantone, dar, deren Grenzen weder sprachlich noch konfessionell bedingt sind[44]. Dies kennzeichnet die Eid-

40 HUBER, Max: *Grundlagen nationaler Erneuerung* (Vom Wesen und Sinn des schweizerischen Staates), Zürich 1934, 54.

41 derselbe: a.a.O., (Anm. 40), 55; Max HUBER hat das Zitierte als Frage formuliert, die er als «letztlich religiöse Frage» betrachtet und die er eingehend begründend schliesslich im oben zitierten Sinn beantwortet.

42 derselbe: a.a.O., (Anm. 40), 56f.

43 Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache, BBl. 1937 II 12.

44 Vgl. z.B. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Gewährung eines jährlichen Beitrages an die Ligia Romontscha/Lia Rumantscha und an die «Pro Grigioni Italiano» vom 21.12.73, BBl. 1974 II 276.

genossenschaft als *politische Nation, Willensnation*[45] oder *politische Willensnation*[46].

Die Konzeption des *ethnischen Föderalismus* wird in der Schweiz mit wenigen Ausnahmen allgemein abgelehnt. Mit dem Ziel, den offensichtlich gefährdeten Föderalismus auf einer anderen Grundlage zu festigen und neu zu beleben, forderte der damalige Tessiner Nationalrat Franco MASPOLI (Mendrisio) im September 1963 in einem Postulat, dass die Schweiz künftig mehr nach ethnischen d.h. sprachlichen Gesichtspunkten als nach Kantonen gegliedert werden sollte[47]. Bezeichnenderweise ist dieses Postulat in der Schweizer Presse als «völkische Attacke auf die schweizerische Staatsidee» kritisiert und abgewehrt worden[48,49]. Als politische Stärke wird in der Schweiz die Tatsache gewertet, wonach die historisch herausgebildeten Konfessions-, Sprach- u.a. Gebiete derart ineinandergreifen, dass es grundsätzlich keine Kumulation der Grenzen dieser Bereiche gibt. Dieser Umstand bedeutet in einem gewissen Sinne eine erhebliche Reduzierung der konfliktgeladenen Reibungsflächen; ihm wird deshalb eine starke innerstaatliche Kohäsionswirkung zugemessen.

3.221.5 Die Bewertung der Mehrsprachigkeit der Schweiz

Das Element der Mehrsprachigkeit der Schweiz als einer politischen Nation erfuhr im Laufe der letzten hundert Jahre eine unterschiedliche *Bewertung*. Diese stand, wie bereits angedeutet, in einem kausalen Zusammenhang mit den jeweiligen politischen Ereignissen in den Nachbar-

45 Nicht zu verwechseln ist die Willensnation mit Guy HERAUDS «nation de volonté», die dieser gleichsetzt der «Staatsnation abzüglich der nationalen Minderheiten, die in sie eingegliedert sind, zuzüglich der gleichethnischen nationalen Minderheiten, die in andere Staatsnationen eingegliedert sind»: vgl. HERAUD, Guy: «Einige Bemerkungen zur Bedeutung, Problematik und Übersicht des Ethnischen» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, Völkerrechtliche Abhandlungen, Bd. 3, I. Teil, Grundlagen und Begriffe, Wien 1970, 17.

46 Vgl. HUBER, Max: a.a.O., (Anm. 40), 43; HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 43f.; FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 33; WEILENMANN, Hermann: a.a.O., (Anm. 9), 221, 224.

47 Vgl. «Für einen Föderalismus auf ethnischer Grundlage. Der (sic!) Postulat MASPOLI» als Anhang zu: BEGUELIN, Roland: *Der Schutz der ethnischen Minderheiten und die Revision der Bundesverfassung*, o.O., 1967, 27–36.

48 Vgl. das Zitat bei MÜLLER, Alfons: «Ist der Sprachfriede in der Schweiz gesichert?» in: *Civitas*, 22. Jg., September 1966, 33.

49 Mit Bezug auf die Berücksichtigung der sprachlichen Verhältnisse bei einer evtl. Neueinteilung des Bündner Kantonsgebietes in Kreise und Bezirke vgl. GIERÉ, Gian-Reto: *Die Rechtsstellung des Rätoromanischen in der Schweiz*, Diss. Zürich 1956, 124f.; VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 54, Anm. 206; derselbe: *Die Rätoromanen im Kraftfeld zwischen Vielheit und Einheit*, (Anm. 6), 4f.

staaten. Die nationale Einigung Deutschlands und Italiens in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts und die beiden Weltkriege von 1914–18 und insbesondere derjenige von 1939–45 haben in der Schweiz Reaktionen ausgelöst, die dazu führten, dass die überlieferte vielsprachige Zusammensetzung der Eidgenossenschaft, die ursprünglich als eine «Quelle nationaler Schwäche» empfunden worden war, mit der Zeit zur «Wurzel der Kraft» und als «Grundlage des schweizerischen Staatswesens» erkannt und anerkannt wurde[50]. Aus einer *Einheit trotz Vielheit* wurde eine *«Einheit in der Vielheit»* und *«Vielheit in der Einheit»*[51]. In neuerer Zeit ist – m.E. zu Recht – die Viel- bzw. Mehrsprachigkeit wiederholt geradezu als *conditio sine qua non* der Schweiz betrachtet worden[52,53].

3.222. Die Sprachenfreiheit[54]

Das eigentliche Fundament des geltenden eidgenössischen Sprachenrechts ist die *Sprachenfreiheit*. Diese umfasst *das Recht des Menschen im gesellschaftlichen Zusammenhang auf ein, die Sprache betreffendes, freies Verhalten.*

Die wesentlichste Komponente des Sprachverhaltens ist der Sprachgebrauch. Durch die Anerkennung der Sprachenfreiheit wird somit dem einzelnen Menschen in der Hauptsache das Recht gewährt, einerseits «die Sprache selber zu gebrauchen» und andererseits «sie an die Nachkommen weiterzureichen, also die Sprache am Leben zu erhalten»[55].

50 HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 46; WEILENMANN, Hermann: a.a.O., (Anm. 9), 227.

51 Diese Formeln entsprechen ebenfalls einem Element der Ordnungsidee des Föderalismus – vgl. KÄGI, Werner: «Der Föderalismus hat auch eine Zukunft» in: *Die Schweiz, Nationales Jb NHG 1964*, 107 – was verdeutlicht, dass diese beiden Prinzipien der schweizerischen Staatsidee miteinander in einer engsten Wechselwirkung stehen.

52 Cyril HEGNAUER hat unter Abwandlung einer auf den Föderalismus geprägten These von Werner KÄGI gesagt: «Die Schweiz wird vielsprachig sein, oder sie wird nicht sein.» Vgl. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 49; GIERÉ, Gian-Reto: a.a.O., (Anm. 49), 112 («. . . das Verschwinden der einen oder anderen Sprache würde eine Veränderung der Grundlagen unseres Staatswesens bedeuten und damit die weitere Existenzberechtigung des Landes in Frage stellen.»; vgl. auch HUBER, Max: a.a.O., (Anm. 40), 50; PEDRAZZINI, Mario M.: *La lingua italiana nel diritto federale svizzero*, Diss. Zürich 1952, 182; BAUR, Arthur: *Wo steht das Rätoromanische heute?* (Ein sprachpolitischer Lagebericht), Bern 1955, 4; derselbe: «Die gesamtschweizerische Bedeutung der 'Quarta Lingua'» in: *20 Jahre «Quarta Lingua», Terra Grischuna*, Nr. 6, 1958, 310; ZINSLI, Paul: *Vom Werden und Wesen der mehrsprachigen Schweiz*, Schriften des Deutschschweizerischen Sprachvereins, Heft Nr. 1, Bern o.D. (1963), 33f.

53 Die übrigen Elemente der durch die Bundesverfassung verkörperten schweizerischen Staatsidee sind: die genossenschaftliche Freiheit, die Christlichkeit, die individuelle und politische Freiheit, das rechtsstaatliche Prinzip und die Sozialstaatlichkeit.

54 Vgl. VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 285 bis 308.

55 KLOSS, Heinz: a.a.O., (Anm. 33), 131.

Dieses Recht beschränkt sich indessen nicht auf den Gebrauch einer bestimmten Sprache, sondern erstreckt sich auf alle Sprachen, sowohl auf die eigene Muttersprache als auch auf jede beliebige gewählte Sprache. Zudem ist das Recht der Sprachenfreiheit als Grundsatz nicht an einen bestimmten geographischen Raum geknüpft. In einer mehrsprachigen staatlichen Gemeinschaft hingegen kann, bzw. soll die Gewährleistung der Sprachenfreiheit auf den privaten Bereich beschränkt werden.

Nach einheitlicher Lehre und Rechtsprechung ist die Sprachenfreiheit ein *Freiheitsrecht*[56]. Wie alle Grundrechte, so wird auch die Sprachenfreiheit erst durch die Ablösung von der Staatsangehörigkeit zum echten Menschenrecht erhoben. In der Schweiz wird das Grundrecht der Sprachenfreiheit keineswegs nur den Staatsbürgern, sondern grundsätzlich allen Menschen im eidgenössischen Herrschaftsbereich in gleicher Weise gewährt[57]. Die Sprachenfreiheit gilt hier demnach unbestrittenermassen als *Menschenrecht*[58], obwohl sie wie alle übrigen Menschenrechte, wegen der erst teilweise verwirklichten Verfassungsgerichtsbarkeit rechtsstaatlich nicht gebührend geschützt ist[59]. Da in den Menschenrechtskonventionen der Gedanke von Recht und Freiheit der Sprache als ganzer noch nicht aufgegriffen worden ist[60], das geltende Sprachen-Völkerrecht somit hinter dem in der Schweiz erreichten Standard zurückbleibt, zählt hier die Garantie der Sprachenfreiheit zum sog. völkerrechtsüberschreitenden innerstaatlichen Recht[61].

Sowohl in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft als auch in den Verfassungen der Kantone[62] ist die Sprachenfrei-

56 Vgl. u.a. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 29; FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 393f.; PEDRAZZINI, Mario M.: a.a.O., (Anm. 52), 103; GIERÉ, Gian-Reto: a.a.O., (Anm. 49), 10; SCHÄPPI, Peter: a.a.O., (Anm. 5), 57; BGE (Entscheidungen des Schweizerischen Bundesgerichts, Amtliche Sammlung) 91 I 485 und 100 I a) 465 bzw. ZBl (Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung, Zürich), Bd. 76, Oktober 1975, Nr. 10, 444. – Vgl. neuerdings auch MARTI-ROLLI, Christine: *La liberté de la langue en droit suisse*, Diss. Lausanne, Zürich 1978.

57 Dies folgt bereits aus Art. 4 der Bundesverfassung, dessen Schutz, entgegen seinem Wortlaut, in der Praxis des Bundesgerichts auch auf die Ausländer ausgedehnt wurde. Vgl. FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 412.

58 Vgl. z.B. Arbeitsgruppe für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung («Kommission WAHLEN»): Schlussbericht, Bd. VI, Bern 1973, 135 («Sodann ist in der Schweiz die Sprachenfreiheit ein Menschenrecht . . .»).

59 Vgl. KÄGI, Werner: *Die Menschenrechte und ihre Verwirklichung* (Unsere Aufgabe und Mitverantwortung), Schriftenreihe des Philipp-Albert-Stapfer-Hauses auf der Lenzburg, Heft 4, Aarau 1969, 15.

60 Vgl. VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 117 bis 134.

61 Vgl. KIMMINICH, Otto: *Einführung in das Völkerrecht*, UTB 469, München 1975, 207 und 257.

62 Selbst in der Verfassung des Kantons Jura («Constitution de la République et Canton du Jura» vom 20. März 1977), die als eigentliche Modellverfassung gilt, ist die Spra-

heit nicht ausdrücklich gewährleistet[63]. In Würdigung ihrer Aktualität bzw. rechtlichen Relevanz und der Tatsache, dass sie eine wesentliche bzw. notwendige Voraussetzung für die Ausübung anderer Freiheitsrechte bildet, wird die Sprachenfreiheit jedoch von der herrschenden und vom Bundesgericht bestätigten Lehre als *ungeschriebenes Freiheitsrecht der Bundesverfassung* anerkannt[64].

Wie alle Freiheitsrechte, so ist natürlich auch die Sprachenfreiheit nicht schrankenlos gewährleistet. – *Freiheit* und *Begrenzung* sind keineswegs zwei sich widersprechende, ausschliessende, sondern vielmehr zwei sich gegenseitig bedingende Elemente. Denn «Freiheit ohne Bindung ist Willkür» und «Willkür ist ein Zustand der Un-freiheit»[65]. Die schrankenlose Gewährleistung und Ausübung der Freiheitsrechte müsste zwingend nicht nur Unrecht bewirken, sondern in letzter Konsequenz auch zur Auflösung des Rechtsstaates als Bewahrer des Rechts im allgemeinen und der Freiheitsrechte im besonderen, sowie zur Zerstörung der Freiheit selbst führen[66]. Verfassungsrechtlich geschützt ist der einzelne, der von den Freiheitsrechten Gebrauch macht, nur dann, wenn er «dadurch nicht entweder die Interessen der anderen verletzt und damit mittelbar das öffentliche Wohl beeinträchtigt oder unmittelbar die staatlichen Interessen gefährdet»[67]. Die Freiheitsrechte, deren Kern unantastbar ist, sind somit *«allein unter dem Vorbehalt der öffentlichen Interes-*

chenfreiheit nicht in den Katalog der Freiheitsrechte (Art. 8) aufgenommen worden. Dies ist umso erstaunlicher, als die Sprachenfrage ein wesentliches Element des Juraproblems bildet. (Der einzige Sprachenartikel der jurassischen Kantonsverfassung, Art. 3, lautet: «Le français est la langue nationale et officielle de la République et Canton du Jura.»).

63 Cyril HEGNAUER hingegen vertritt die Auffassung, die Gewährleistung der Sprachenfreiheit sei in Art. 116 Abs. 1 BV enthalten; vgl. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 29, Anm. 13a) und 84, (Anm. 57).

64 BGE 91 I 485 f. und 100 I a) 465 bzw. ZBl (Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung, Zürich), Bd. 76, Oktober 1975, Nr. 10, 444. Vgl. auch FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 393f.; SALADIN, Peter: «Bemerkungen zur schweizerischen Rechtsprechung des Jahres 1965» in: *ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht, Basel)* NF, Bd. 85, 1966, I., 455; AUBERT, Jean-François: *Traité de droit constitutionnel suisse*, Neuchâtel 1967, Bd. I, 125, N. 311 und Bd. II, 631, N. 1754; SCHÄPPI, Peter: a.a.O., (Anm. 5), 57; MARTI-ROLLI, Christine: a.a.O., (Anm. 56), 16.

65 LANG, Kaspar: *Die Philosophie des Föderalismus* (Versuch einer ethisch fundierten Staatsphilosophie der Verantwortung), Zürcher Beiträge zur Rechtswissenschaft, NF, Heft 368, Diss. Zürich 1971, 275.

66 Vgl. HUBER, Max: a.a.O., (Anm. 40), 42 («Die Freiheit hat ihre Grenzen an ihren eigenen Voraussetzungen.»); GIACOMETTI, Zaccaria: *Der Staatsrecht an der schweizerischen Kantone*, Zürich 1941, 173.

67 FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 246 mit Verweisung auf Art. 4 der französischen Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte von 1789.

60

sen garantiert»[68]. – Nach dem geltenden eidgenössischen Sprachenrecht wird die Sprachenfreiheit in zweifacher Hinsicht beschränkt: einerseits durch die Bestimmung des Art. 116 der Bundesverfassung und andererseits durch das, die öffentliche Sprachenrechtsordnung der Schweiz beherrschende Territorial- bzw. Sprachgebietsprinzip.

3.223. Die Verfassungsbestimmung über die National- und Amtssprachen des Bundes

3.223.1 Art. 116 Abs. 1 BV[69]

Die Bestimmung über die Nationalsprachen des Bundes, Art. 116 Abs. 1 BV, bildet nach übereinstimmender Lehre und Rechtsprechung einen ersten Vorbehalt zur Sprachenfreiheit[70]. Dieser Artikel stellt nicht nur den Bestand der vier Nationalsprachen fest; ihm kommt vielmehr ganz eindeutig normativer Charakter zu[71]. Er *gewährleistet nämlich die überkommene sprachliche Zusammensetzung unseres Landes und somit die Erhaltung der überlieferten Ausdehnung und Homogenität der vier gegebenen Sprachgebiete*[72].

Eine absolut notwendige Voraussetzung für den garantierten Bestand der Nationalsprachen ist ihre «territoriale Ausscheidung»[73], d.h. *die normative Umschreibung der vier schweizerischen Sprachgebiete.* Es wäre und ist geradezu widersinnig, verfassungsrechtlich zu statuieren, dass weder die traditionellen Sprachgrenzen verschoben noch die Gleichartigkeit im Inneren der vier Sprachgebiete der Schweiz beeinträchtigt werden sollen, ohne jedoch diese überhaupt oder näher zu bestimmen. – Besonders für die Erhaltung des Rätoromanischen ist dieser komplexe Problemkreis von höchster Bedeutung und äusserster Aktualität.

Als weitere Voraussetzung oder Bedingung für die Erhaltung der vier Nationalsprachen ist die Statuierung der *Pflicht zur Vermittlung der*

68 GIACOMETTI, Zaccaria: a.a.O., (Anm. 66), 173. Vgl. auch AUBERT, Jean-François: a.a.O., (Anm. 64), Bd. II, 633, N. 1758.

69 Vgl. VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 176 bis 213.

70 Vgl. z.B. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 31; FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 394; BGE 91 I 486.

71 Vgl. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 33 und 56.

72 Vgl. derselbe: a.a.O., (Anm. 8), 56f.; PEDRAZZINI, Mario M.: a.a.O., (Anm. 52), 101; GIERÉ, Gian-Reto: a.a.O., (Anm. 49), 17; SCHÄPPI, Peter: a.a.O., (Anm. 5), 62; FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 394f.; BGE 91 I 486; BGE 100 I a) 465 bzw. ZBl (Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung, Zürich), Bd. 76, Oktober 1975, Nr. 10, 444; u.a.m.

73 HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 57ff.

61

Kenntnisse bzw. die Gewährleistung des Rechts zum Erlernen dieser Sprachen zu betrachten.

In dem diese CILA-Tagung beschäftigenden Zusammenhang ist an dieser Stelle eine Feststellung zu bemerken, die – wahrscheinlich ihrer Selbstverständlichkeit wegen – m.W. bisher nirgends ausformuliert worden ist: wenn gemäss Art. 116 Abs. 1 BV «das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische (...) die Nationalsprachen der Schweiz» sind, diese Bestimmung als normative Garantie der überkommenen sprachlichen Zusammensetzung unseres Landes gilt und die verfassungsrechtliche Grundlage für die Erhaltung der gegebenen Sprachenlage bildet, so können doch «Deutsch», «Französisch», «Italienisch» und «Rätoromanisch» logischerweise nur als *«Überbegriffe»* für die der jeweiligen Teilgemeinschaft wesenseigentümliche sprachliche Struktur verstanden werden. In ähnlicher Weise wie die Bezeichnung «Rätoromanisch» in der Bundesverfassung bewusst alle fünf romanischen Schriftidiome umfasst[74], können die Begriffe «Deutsch», «Französisch» und «Italienisch» gar nichts anderes sein als Sammelbegriffe für das entsprechende, durch das wechselwirkende Nebeneinander von Dialekt und Schriftsprache geprägte faktische Sprachganze. Es kann also mit Fug und Recht davon ausgegangen werden, dass *nicht nur die schriftsprachlichen Formen der mit der Schweiz verwachsenen Sprachen als Nationalsprachen anerkannt* sind.

Mit der Verankerung dieser Nationalsprachenbestimmung in ihrem Grundgesetz hat es die Schweiz zumindest im Prinzip verstanden, die Sprachverschiedenheit ihrer Bürger als absolut positives Faktum zu werten. Mehr noch, sie hat ihre Mehrsprachigkeit zu einem *wesentlichen Element der schweizerischen Staatsidee* erhoben. Der Gehalt dieses Verfassungsartikels gehört «zu jenem unabänderlichen, absoluten Verfassungssystem, das weder im Wege der Partialrevision noch der Totalrevision angetastet werden kann»[75] und ist, mit anderen Worten ausgedrückt eine *materielle Schranke der Verfassungsrevision*[76].

74 Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache, BBl. 1937 II 11, Ziff. 5 der Eingabe des Kleinen Rates des Kantons Graubünden an den Bundesrat (1937) und 25.

75 Vgl. KÄGI, Werner: *Rechtsfragen der Volksinitiative auf Partialrevision* (Ein Beitrag zur Lehre von den inhaltlichen Schranken), in: *ZSR (Zeitschrift für Schweizerisches Recht*, Basel), NF 75, 1956, II, 836a.

76 Den gleichen, konsequenten Standpunkt hat auch FLEINER bereits im Jahre 1929 vertreten: FLEINER, Fritz: «Le droit des minorités en Suisse» in: *Mélanges Maurice Hauriou*, Paris 1929, 291. Vgl. auch FLEINER/GIACOMETTI: a.a.O., (Anm. 9), 707, Anm. 20.

62

3.223.2 Art. 116 Abs. 2 BV[77]

Für eine mehrsprachige staatliche Gemeinschaft ist es unbedingt notwendig, in allgemeinverbindlicher Weise jene Sprache bzw. Sprachen zu bestimmen, die als Amtssprachen gebraucht werden sollen, die Fragen des territorialen und funktionalen Geltungsbereichs der Amtssprachen grundsätzlich zu entscheiden und den amtlichen Sprachgebrauch normativ zu ordnen. Dies alles regelt der schweizerische Verfassungs- und Gesetzgeber im wesentlichen[78] mit dem Verfassungsrechtssatz, wonach das Deutsche, Französische und Italienische als *Amtssprachen des Bundes* gelten. Den Rätoromanen wurde – ihren Forderungen entsprechend – das Recht, mit den Bundesbehörden und damit auch mit den Organen der Bundesrechtspflege in ihrer eigenen Sprache zu verkehren, grundsätzlich vorenthalten. Dies konnte jedoch nur unter Verletzung des Rechtsgleichheitsprinzips geschehen. Ungeachtet der *grundsätzlichen rechtlichen Gleichstellung* der drei Bundesamtssprachen, ist vor allem das Italienische in der praktischen Ausgestaltung und Anwendung des Amtssprachenrechts und hier wiederum besonders im Gesetzgebungsverfahren, gegenüber den beiden anderen Amtssprachen wesentlich benachteiligt. Auf das Problem der hegemonialen Stellung des Deutschen als Hauptamtssprache des Bundes ist vorne bereits hingewiesen worden[79]; hier auf diese komplexen Zusammenhänge näher einzugehen, ist mir weder aufgetragen noch zeitlich bedingt möglich.

In der eingangs zitierten Schrift Arthur BAURS fordert der Autor – wir wiederholen es – die Anerkennung des Schweizerdeutschen als Nationalsprache und nicht auch als Amtssprache. Es wird somit angenommen, dass das Schweizerdeutsche für den amtlichen Gebrauch gar nicht zugelassen ist. Anmerkungsweise soll nachfolgend in der gebotenen Kürze versucht werden, die Frage, ob dem tatsächlich so sei, zu beantworten:

Das *Amtssprachenrecht* bestimmt nicht nur, in welcher Sprache die verschiedenen Erlasse des Bundes, die Entscheide des Bundesgerichtes u.a.m. verfasst werden sollen. Es ist vielmehr *jene normative Teilordnung, die das Sprachverhalten des als Organträger bzw. Beamter des Staates, der öffentlich-rechtlichen Körperschaften und öffentlichen Anstalten tätigen Menschen regelt.* Mit einbezogen ist also auch jener wichtige und weite Bereich, in welchem sich der amtliche Verkehr in münd-

77 Vgl. VILLETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 213 bis 241.

78 Auf Bundesverfassungsebene ist noch die Bestimmung anzuführen, wonach bei der Wahl der Mitglieder und Ersatzmänner des Bundesgerichts darauf zu achten ist, dass alle drei Amtssprachen des Bundes vertreten seien: Art. 107 Abs. 1 (zweiter Satz) BV.

79 Vgl. vorne (Anm. 37a).

63

licher Form abwickelt. In diesem Rahmen – aus dem eigentliche Verhandlungen auszuschliessen sein werden – wird sowohl in den äusseren Beziehungen zwischen den Staatsorganen und dem Einzelbürger als auch in den inneren Beziehungen zwischen diesen Organen mit der grössten Selbstverständlichkeit und m.E. wohl auch mit Recht Mundart bzw. Dialekt gesprochen. Zumindest insofern die Gesprächspartner der gleichen Sprachgemeinschaft angehören, sind bisher gegen diese Praxis m.W. keine Klagen erhoben bzw. Einwände vorgebracht worden.

3.224. Das Sprachgebietsprinzip[80]

Der Grundgedanke des Sprachgebietsprinzips ist eigentlich recht einfach, die Einzelheiten und Zusammenhänge jedoch weniger. Darum wird auch für die nächstfolgenden Ausführungen nicht der geringste Anspruch auf Vollständigkeit erhoben.

Als Sprachgebietsprinzip gilt der Grundsatz, wonach die Gewährleistung des äusseren, öffentlichen, die Sprache betreffenden Verhaltens des Menschen im gesellschaftlichen Zusammenhang von einem bestimmten geographischen Raum abhängig sein soll. Der Umfang der Gewährleistung richtet sich danach, ob jener Raum mit dem überlieferten, ausdehnungsmässigen Geltungsbereich der fraglichen Sprache übereinstimmt oder nicht. Dieses Prinzip ist keinesfalls, wie oft behauptet wird, lediglich eine «politische Maxime»[81]. Es ist vielmehr ein *Rechtsgrundsatz*, einer der bedeutendsten Rechts-axiome der Eidgenossenschaft von Verfassungsrang[82]. Was seine Eigenschaft als Schranke der Sprachenfreiheit betrifft, muss festgehalten werden, dass das Sprachgebietsprinzip keine

80 Vgl. VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 309 bis 357 (bzw. bis 378).

81 Vgl. z.B. die schriftliche Stellungnahme des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements vom 11. Januar 1956 an den Regierungsrat des Kantons Bern zur Eingabe des Gemeinderates der Stadt Bern vom 22. Dezember 1952 an den Bundesrat betreffend die Gewährung einer Sprachenzulage an welsche Bundesbeamte, Anträge an den Stadtrat von Bern, 1955, I. Halbjahr, Nr. 29 (Bericht des Gemeinderates an den Stadtrat betreffend die welsche Schule in Bern vom 9. Februar 1955), 85; COMMENT, Albert: (unveröffentlichtes) *Rechtsgutachten* für das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement vom 26. November 1956 über die «Ecole de langue française de Berne», 7. – Vgl. sodann auch die Anträge an den Stadtrat von Bern, 1957, II. Halbjahr, Nr. 146 (Ergänzender Bericht des Gemeinderates an den Stadtrat betreffend die welsche Schule in Bern vm 18. September/30. Oktober 1957), 182; HUBER, Hans: (unveröffentlichtes) *Rechtsgutachten* für den Gemeinderat der Stadt Bern vom 3. Dezember 1956 über die «Ecole de langue française de Berne», 3; «Das Territorialprinzip im Sprachbereich. Diskussion um die welsche Schule in Bern», *NZZ* 8. Januar 1956, Morgenausgabe Nr. 49 (Blatt 2).

82 Vgl. HUBER, Hans: a.a.O., (Anm. 81), 4f. und den ergänzenden Bericht des Gemeinderates der Stadt Bern, a.a.O., (Anm. 81), 185f.

64

Schranke in einem negativen Sinne ist, sondern – positiv und konstruktiv gesehen – dasjenige Mittel darstellt, welches eine entsprechende grundsätzliche Freiheit überhaupt erst ermöglicht. Das Sprachgebietsprinzip ist zudem das adäquateste und wirksamste Mittel zur gebotenen Erhaltung der Mehrsprachigkeit der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Es ist ein Grundsatz, der auf den bodenständigen Sprachgemeinschaften aufbaut, der das Zusammenleben mit den Minderheiten in Freiheit und eine höhere Einheit der vielgestaltigen Gemeinschaft unter Wahrung des Werts und der Würde der menschlichen Person ermöglicht[83].

In Anwendung des Sprachgebietsgrundsatzes ist überall in der Schweiz jeder Zuwanderer verpflichtet, sich der Sprache, die von Natur aus zum kulturellen Erbe der Gemeinschaft desjenigen Ortes gehört, wo er seinen Wohnsitz nimmt, zu unterstellen[84]. Der Zuwanderer ist dazu in dem Masse verpflichtet, in welchem sein äusseres Sprachverhalten den Rahmen des streng Privaten überragt. Der anderssprachige Zuwanderer, bei dem ein dauernder Aufenthalt am betreffenden neuen Wohnort nicht ausgeschlossen werden kann oder als wahrscheinlich erscheint, ist gehalten, sich *sprachlich zu assimilieren*[85]. Wer nicht im überlieferten Geltungsbereich seiner eigenen Sprache wohnt, hat beispielsweise keinen Anspruch auf unentgeltlichen Primarschulunterricht seiner Kinder in dieser ortsfremden Sprache[86,87].

83 Dies charakterisiert den Sprachgebietsgrundsatz als ein föderalistisches Prinzip; vgl. die analogen Momente der Ordnungsidee des Föderalismus bei KÄGI, Werner: a.a.O., (Anm. 51), 107ff.

84 Vgl. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 59ff. und beispielsweise auch 225, wo HEGNAUER sogar den Ausdruck *«unterwerfen»* verwendet; Hans HUBER spricht in seinem (unveröffentlichten) *Rechtsgutachten* für die Erziehungsdirektion des Kantons Bern vom 17. September 1948 über die «Ecole de langue française de Berne» von der «nationalen Pflicht zur Assimilation» (36); BGE 91 I 487; Entscheid des Staatsrates des Kantons Fribourg/Freiburg vom 18. Juli 1970, i.S. Gemeinde Courgevaux, rechtliche Erwägung lit. d, (5f.); Urteil des Berner Verwaltungsgerichts (I. Kammer) vom 10. November 1975, i.S. HARTMANN und Mitbeteiligte gegen Einwohnergemeinde Nidau in: *Bernische Verwaltungsrechtsprechung (BVR)*, 1976, Heft 6, 289f.; u.a.m.

85 Vgl. im ähnlichen Sinne auch Freiburger Institut/Institut fribourgeois (Hrsg.): *Sprachencharta/Charte des langues*, Fribourg/Freiburg 1969, These 23, lit. a, 87 («Der Einwanderer (. . .) ist verpflichtet, die Amtssprache oder eine der Amtssprachen seines neuen Wohnsitzes zu erlernen.»)

86 Vgl. u.a. HEGNAUER, Cyril: a.a.O., (Anm. 8), 266.

87 Die Verpflichtung der Kinder solcher Zuwanderer zur sprachlichen Assimilation hat im entsprechenden Beschluss des Zürcher Regierungsrates vom 4. Juni 1964 eine beispielhafte, wertvolle Präzisierung und Konkretisierung erfahren. Der Wortlaut der Verfügung ist abgedruckt in BGE 91 I 483f. und wiedergegeben in VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 343.

65

Das Sprachgebietsprinzip wird zwar zum Schutze der bodenständigen Sprachgemeinschaften in ihrem überlieferten Geltungsbereich angewendet; dadurch werden jedoch die anderssprachigen Zuwanderer keineswegs entrechtet. Ganz im Gegenteil. Das Sprachgebietsprinzip lässt es natürlich durchaus zu, dass auch jedem Zuwanderer im privaten Bereich das Grundrecht der Sprachenfreiheit gewährleistet wird. Es wird also selbst vom anderssprachigen Zuwanderer, der sich voraussichtlich längere Zeit am neuen Ort aufhalten wird, gerechterweise nicht verlangt, dass er eine eigentliche Wesensumwandlung vollzieht, nicht einmal, dass er seine sprachliche Eigenart aufgibt oder verleugnet; er hat sich aber neben seiner Muttersprache auch noch die Sprache, die zum kulturellen Erbe der Gemeinschaft seines neuen Wohnortes gehört, anzueignen und darf im öffentlichen Bereich nur diese gebrauchen. – Das Pendant zur Assimilationspflicht des Zugewanderten ist die meistens zu wenig oder überhaupt nicht beachtete grundsätzliche, wenn auch sanktionslose Pflicht des Einheimischen, die eigene Sprache zu gebrauchen und zu pflegen[88]. Sodann hat der Einheimische in den Schranken des «unbedingt Notwendigen»[89] auf die Anfangsschwierigkeiten des zu assimilierenden Zugewanderten Rücksicht zu nehmen. Falls seine natürliche Assimilationskraft nicht ausreicht, falls die Assimilation der anderssprachigen Zuwanderer nicht ohne weiteres, nicht selbsttätig erfolgt, hat der Einheimische schliesslich besondere Massnahmen zu treffen, die in optimaler Weise deren sprachliche Assimilierung ermöglicht und erleichtert[90].

In der 1931 verfassten 3. Auflage seines Kommentars der schweizerischen Bundesverfassung hat Walther BURCKHARDT zum Sprachgebietsprinzip folgendes festgehalten: «Nun ist es ein stillschweigend anerkannter Grundsatz, dass jeder Ort seine überlieferte Sprache soll behalten können, trotz fremdsprachiger Einwanderung; dass also die räumlichen Grenzen der Sprachgebiete, wie sie einmal sind, nicht sollen verschoben werden; und zwar ebensowenig zuungunsten der Mehrheit wie der Minderheiten. Im Vertrauen auf diese stillschweigende Übereinkunft beruht das friedliche Verhältnis der Sprachen zueinander; jeder Stamm soll dar-

88 Vgl. auch VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 3, (Anm. 9); VEITER, Theodor: «Volk und Volksgruppe» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, Völkerrechtliche Abhandlungen, Bd. 3, I. Teil: Grundlagen und Begriffe, Wien 1970, 30; WEISGERBER, Leo: a.a.O., (Anm. 16), 183.

89 Vgl. die *Sprachencharta*, a.a.O., (Anm. 85), These 23, lit. f, 89 («Die Rechte einer Fremdsprache sind immer auf das unbedingt Notwendige zu beschränken. Keinesfalls darf sie im öffentlichen Gebrauch wirklich oder nur scheinbar an die Stelle einer Amtssprache treten. (. . .)»).

90 Vgl. vorne (Anm. 33 und 34).

86

auf zählen können, dass die anderen weder amtlich noch privatim Eroberungen auf seine Kosten machen und sein Geltungsgebiet schmälern wollen»[91]. – Nun gilt es aber zu erkennen, dass ausgerechnet *die Rätoromanen*, die schutzbedürftigste bodenständige Sprachgemeinschaft der Schweiz, bisher nicht auf die Einhaltung jener «stillschweigenden Übereinkunft» zählen konnte. Das Rätoromanische wurde zwar in der denkwürdigen Volksabstimmung vom 20. Februar 1938 mit einer überwältigenden Mehrheit als Nationalsprache anerkannt. Dabei spielte aber erwiesenermassen die Abwehr des italienischen Irredentismus und des deutschen Nationalsozialismus eine entscheidendere Rolle als die Existenzsicherung des rätoromanischen Volkes[92]. Obwohl in offiziellen Dokumenten aus jener Zeit von der «Anerkennung des Rätoromanischen als selbständige Sprache mit eigenem Sprachgebiet» die Rede ist[93], wurde weder vor 1938 noch nachher jemals eindeutig bestimmt, welchen geografischen Raum das rätoromanische Sprachgebiet eigentlich umfasst! Im Unterschied zu den übrigen Sprachgrenzen in der Schweiz, die alle mehr oder weniger fest, und durch Justiz und Verwaltung z.T. erhärtet worden sind[94], wird vor allem die rätoromanisch-deutsche Sprachgrenze in der Tat als eine zum Nachteil des Rätoromanischen fliessende oder bewegliche angesehen. Der alles entscheidende sprachen-

91 Burckhardt, Walther: *Kommentar der schweizerischen Bundesverfassung vom 29. Mai 1874*, 3. A., Bern 1931, 806; vgl. auch derselbe: *Rechtsgutachten* für den Staatsrat des Kantons Tessin vom 4. Juli 1928 über das Tessiner Sprachendekret in: *Rendiconto del Dip. della Pubblica Educazione*, Amministrazione 1928, Bellinzona 1929, 26ff.; ebenfalls veröffentlicht in *Basler Nachrichten* vom 29. und 30. April 1930, Nrn. 116 und 117, insb. Ziff. 3 («Zum Schutz der italienischen Sprache im Tessin»); derselbe: «Das Verhältnis der Sprachen in der Schweiz» in: *Schweizer Monatshefte*, 18. Jg., Oktober 1938, Heft 7, 364.

92 Alt Bundesrat Philipp Etter, der damals dem Eidgenössischen Departement des Innern vorstand und der, wie er in seinen Erinnerungen («Versuch einer Bilanz» in: *Zuger Neujahrsblatt 1975*, 5ff. insb. 10) staunend festhält, «die ganze Botschaft (über die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache vom 1. Juni 1937, siehe BBl. 1937 II No. 22, 1ff.) und die entsprechenden Anträge an die Bundesversammlung eigenhändig niedergeschrieben hatte!». erklärt in seinem Artikel «Die staatspolitische Bedeutung des 20. Februar 1938» (in: «25 Jahre vierte Landessprache», Separatabdruck aus der *NZZ* Nrn. 605/606 vom 15. Februar 1963, 5f.) worum es bei der Anerkennung des Rätoromanischen eigentlich ging: «Um nichts weniger (. . .) als um die *Verteidigung des schweizerischen Staatsgedankens!* Ja, sagen wir es heute frei und offen: um die Verteidigung des schweizerischen Staates schlechthin!» (5). «Es galt auch (der) Irrlehre (des deutschen Nationalsozialismus) entgegenzutreten, auch ihr gegenüber eine feste und klare Mauer aufzurichten. Das Revisionsbegehren der Rätoromanen bot uns dazu eine willkommene Gelegenheit». (6).

93 Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache vom 1. Juni 1937, BBl. 1937 II No. 22, 11.

94 Vgl. beispielsweise den Entscheid des Staatsrates des Kantons Freiburg vom 18. Juli 1970, i.S. Gemeinde Courgevaux

67

rechtlich-territoriale Schutz der Rumantschia, der schwächsten sprachlichen Minderheit in der Schweiz, kommt also nicht zum Tragen. – *Die normative Umschreibung des traditionellen romanischen Sprachgebiets wird somit zum wichtigsten und dringendsten Postulat der schweizerischen und bündnerischen Sprachenpolitik.*[95]

4. *Der Nationalsprachenartikel gemäss dem Entwurf für eine neue Bundesverfassung*[96]

Am 23. Februar 1978 hat die von Bundesrat Kurt FURGLER präsidierte *Expertenkommission für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung* ihren *Verfassungsentwurf* mitsamt dem dazugehörenden *Bericht* veröffentlicht. Wir müssen uns hier darauf beschränken, die Überlegungen, Vorschläge und Erläuterungen der Kommission zur Grundnorm über die Nationalsprachen skizzenhaft darzustellen und dazu eine persönliche Stellungnahme anzudeuten.

Im ersten Teil des Verfassungsentwurfs führt die Expertenkommission einen Artikel über die *Kulturpolitik* des Staates an[97]. Danach «fördert der Staat das kulturelle Schaffen und erleichtert jedermann den Zugang zum kulturellen Leben»[98]. In einem zweiten Absatz dieses Artikels werden die Ziele dieser Kulturpolitik genannt. Als erstes wird darin bestimmt, dass der Staat mit seiner Kulturpolitik *«die sprachliche und die kulturelle Vielfalt der Schweiz wahren»* soll[99]. Laut Schlussbericht der Expertenkommission kann aufgrund dieser Bestimmung *«die Förderung von Dialekt und Mundart»* erfolgen[100]. In Abs. 3 desselben kulturpolitischen Artikels werden sodann «das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische» als *«Landessprachen der Schweiz»* erklärt. – Wohl

95 Bedauerlicherweise muss hier auf eine Gegenüberstellung von Sprachgebiets- und *Personalprinzip* verzichtet werden. Vgl. die Darstellung der Alternative zum Sprachgebietsprinzip bei VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 358 bis 378.

96 Vgl. die umfassende Darstellung der Vorschläge für eine Neufassung des Sprachenartikels der Bundesverfassung bei VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 246 bis 285.

97 Art. 36 Verfassungsentwurf (VE).

98 Art. 36 Abs. 1 VE.

99 Art. 36 Abs. 2 lit. a VE. Zudem soll der Staat gemäss dieser Bestimmung «kulturelle Einrichtungen schaffen und fördern» (lit. b), «die lokale und regionale Eigenständigkeit bewahren, bedrohte Minderheiten schützen und wenig begünstigte Landesteile» (lit. c) sowie «die kulturellen Beziehungen zwischen den Landesteilen und mit dem Ausland fördern» (lit. d); schliesslich soll der Staat «Kulturgüter und Denkmäler erhalten und pflegen» (lit. e).

100 Vgl. *Bericht der Expertenkommission für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung*, Bern 1977, 84.

wird somit im Verfassungsentwurf der Expertenkommission einem dem Wortlaut des geltenden Art. 116 Abs. 1 BV im wesentlichen entsprechende Bestimmung im ersten Teil der vorgeschlagenen Bundesverfassung aufgeführt und damit zu einem «staatsleitenden Grundsatz» erhoben. Gleichzeitig aber wird sie einem Artikel über die Kulturpolitik einverleibt und dadurch *zu einer simplen kulturpolitischen Richtlinie degradiert.* Die notwendige Bestimmung über die National- oder Staatssprachen der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist jedoch zweifellos mehr als das. Sie ist, wie wir gesehen haben, eine, die staatliche Herrschaft organisierende und das Verhältnis der Glieder zum Ganzen bestimmende, «ewige» Norm. Es muss deshalb gefordert werden, diesen Gehalt auch in einer künftigen Verfassung in einem eigens dafür bestimmten Grundsatzartikel zu fassen. Dieser sollte durch eine entsprechende Kompetenzausscheidungsnorm und eine, den Verfassungsentwurf präzisierende Bestimmung über die Kulturpolitik des Staates ergänzt werden; darüberhinaus wäre eine befriedigendere Amtssprachenregelung zu treffen, die Sprachenfreiheit ausdrücklich zu gewährleisten und das Sprachgebietsprinzip in einer neuen Verfassung zu verankern.

Für weitere Einzelheiten dieser Forderungen muss ich auf die «persönliche Stellungnahme» in meiner Abhandlung über die Grundlagen des Sprachenrechts verweisen[101], wo zusammenfassend folgende, hier mit allem Nachdruck zu unterstreichende Kritik festzuhalten war: Was als materielles Ergebnis im Schlussbericht der Arbeitsgruppe[102] und letztens auch im Verfassungsentwurf der Expertenkommission an reformatorischer Substanz übrigblieb, ist eher von jenen Stellungnahmen geprägt, die erhebliche Mängel der sachkundigen Einsicht und wenig Sensibilität für den wahren Wert der Sprache aufweisen. Die Vorschläge der Expertenkommission für die verfassungsrechtliche Neuregelung des Sprachenrechts widersprechen somit dem eigentlichen Sinn einer Totalrevision der Bundesverfassung. – Die Expertenkommission, der durch diese Ausführungen keineswegs eine böse Absicht unterstellt werden soll, wird in der Überarbeitung ihres Vorschlags u.a. auch auf die Neufassung des Sprachenartikels zurückkommen müssen.

101 Vgl. VILETTA, Rudolf: a.a.O., (Anm. 4), 278ff.
102 Arbeitsgruppe für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung: *Schlussbericht.* Bd. VI, Bern 1973.

69

5. *Drei Schlussfolgerungen*

5.1 *Dialekt als National- und Amtssprache ist geltendes Recht*

«Schweizerdeutsch als Nationalsprache» braucht weder als Frage noch als Postulat formuliert zu werden; es ist bereits *geltendes Recht.* Aus meinen Darlegungen sollte hervorgehen, dass nicht nur das Schweizerdeutsche, sondern auch die dialektalen Formen des Französischen und Italienischen in der Bestandesgarantie der Nationalsprachen mit eingeschlossen und, zumindest für einen gewissen Bereich des mündlichen Verkehrs, grundsätzlich auch als Amtssprache anerkannt sind. Eine klare normative Abgrenzung des funktionalen Geltungsbereichs der Dialekte hat sich bisher nicht aufgedrängt. M.E. erscheint es tatsächlich gerechtfertigt, die diesbezügliche «Auslegung und praktische Ausgestaltung des Sprachenartikels dem gesunden Sinn der Eidgenossen (zu überlassen) und darauf (zu vertrauen), dass diese den Blick für die realen Möglichkeiten nie verlieren (werden)»[103].

5.2 *Die Lösung der Sprachenfrage ist auf der Grundlage und in den Formen des Rechts zu suchen*

Das Zusammenleben verschiedener Sprachgemeinschaften stellt auch uns eine grosse dauernde Aufgabe; auch die Schweiz hat noch Sprachfragen, die einer Antwort bedürfen, latente und bereits entfaltete Sprachprobleme, die vorsorglicherweise aufgedeckt bzw. analysiert und gelöst, eigentliche Sprachkonflikte, die geschlichtet werden müssen. Es ist ein unbedingtes Erfordernis, dass sich die Schweiz dieser Tatbestände annimmt; sie würde dies in ihrem eigenen Interesse und zum Wohle ganz Europas tun. Die Antwort auf die Frage, wie das Zusammenleben von Menschen verschiedener Muttersprache in ein und demselben Staatsverband für jeden einzelnen, für jede Teilgemeinschaft, aber auch für das übergeordnete Ganze gerechter, friedlicher und fruchtbarer gestaltet werden könnte, ist jedoch *auf der Grundlage und in den Formen des Rechts* zu suchen.

103 Botschaft des Bundesrates vom 1. Juni 1937, BBl. 1937 II No. 22, 15; (Die Aussage des Bundesrates bezog sich damals natürlich nicht auf die Frage der Mitgeltung der Dialekte!) Vgl. auch *Verwaltungsentscheide der Bundesbehörden 1927*, Heft I Nr. 9, 17.

5.3. Zwei Postulate:

5.31 Volle Anerkennung des Sprachenrechts als eine Disziplin der Jurisprudenz

Sicherlich ist die Verwirklichung der Idee des Rechts und der Freiheit der Sprache eine «umfassende *geistig-sittliche und erzieherische Aufgabe*, die *uns alle* angeht, zu der auch *jeder* etwas beitragen kann, der von der Idee ergriffen worden ist»[104]. Sie ist aber ebenso bestimmt auch eine *juristische Aufgabe. Das Sprachenrecht ist eine Disziplin der Jurisprudenz*, die ihrerseits als eine selbständige Wissenschaft gilt. Es ist zwar nicht zu verkennen, dass auch der Jurist mit Vertretern anderer Wissenschaften zusammenarbeiten muss, ja dass vielleicht gerade auf dem Gebiete des Sprachenrechts eine solche interdisziplinäre Zusammenarbeit besonders notwendig und fruchtbar sein kann; höchst unbefriedigend ist aber der Umstand, wonach dem Sprachenrecht im allgemeinen nur der Status eines Hobbys für Philologen, Soziologen, Politologen oder Historikern zugestanden wird. Hauptverantwortlich für das Sprachenrecht ist die Rechtswissenschaft; ihren Trägern obliegt es, die Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass sie diese Verantwortung auch tatsächlich übernehmen kann. In diesem Zusammenhang ist zu bemerken, dass *es der Schweiz nicht gerade zur Ehre gereicht, wenn an keiner ihrer Universitäten und Hochschulen das Sprachenrecht gelehrt bzw. ein eigentlicher Lehrstuhl dafür unterhalten wird, geschweige denn ein entsprechendes Forschungsinstitut existiert.*

104 Kägi, Werner: a.a.O., (Anm. 59), 17 (mit Bezug auf die Verwirklichung der Menschenrechte).

71

5.32 *Ergänzung des innerstaatlichen Sprachenschutzsystems durch Schaffung spezieller Institutionen*

Die Schweiz wäre m.E. gut beraten, wenn sie nach dem Vorbild Belgiens, Dänemarks, der Bundesrepublik, Grossbritanniens, Kanadas, Indiens o.a. *die Schaffung einer besonderen Kommission bzw. die Einrichtung des Amtes eines spezifischen Ombudsmans oder Beauftragten für Sprachenrechte*[105] ernsthaft und mit der gebotenen Dringlichkeit prüfen würde.

105 Ähnliche Institutionen werden zur Sicherung der Sprachen- und Volksgruppenrechte auch auf internationaler Ebene gefordert. Vgl. u.a. ERMACORA, Felix: «Minderheitenschutz und Hochkommissar für Menschenrechte» in: *Der Donauraum 12*, 1967, 134ff.; derselbe: «Innerstaatliche, regionale und universelle Struktur eines Volksgruppenrechts» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, Völkerrechtliche Abhandlungen, Bd. 3, II. Teil: Innerstaatliche, regionale und universelle Struktur eines Volksgruppenrechts, Wien 1972, 22f.; derselbe: «Möglichkeiten der Ausgestaltung des Minderheitenschutzes im Rahmen der Vereinten Nationen» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, II. Teil, 58ff.; VEITER, Theodor: «Völkerrecht und Volksgruppenrecht» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, Völkerrechtliche Abhandlungen, Bd. 3, I. Teil: Grundlagen und Begriffe, Wien 1970, 89f.; KLOSS, Heinz: «Volksgruppen und Volksgruppenrecht in der Demokratie» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, I. Teil, 123ff.; PERNTHALER, Peter und ESTERBAUER, Fried: «Möglichkeiten des rechtlichen Volksgruppenschutzes» in: *System eines internationalen Volksgruppenrechts*, II. Teil, 187; VILETTA, Rudolf: «Les modes d'action juridique dans le domaine linguistique», (Anm. 6), 130f.

72

Pour une intégration des dialectes alémaniques dans l'enseignement de la langue allemande en Suisse romande

G. MERKT, Université de Neuchâtel

Dans l'acte final, publié en 1975, de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, qui réunissait les Etats des deux blocs idéologiques qui partagent leur influence en Europe, on peut lire: «Die Staaten erklären ihre Absicht, das Studium fremder Sprachen und Zivilisationen als wichtiges Mittel zur Erweiterung der Kommunikation zwischen den Völkern für ein besseres Kennenlernen der Kultur eines jeden Landes sowie zur Stärkung der internationalen Zusammenarbeit zu fördern».

Le rôle éminent joué par l'enseignement des langues dans la compréhension entre les peuples et les cultures est affirmé dans maint autre document par lequel s'expriment des volontés politiques pacifiques ou conciliantes. Politique et enseignement des langues sont en tous les cas intimement liés; et on ne saurait imaginer un quelconque enseignement qui ne serve à des objectifs politiques.

On pourrait certes penser que la compréhension et la communication entre les peuples et les cultures est un objectif si évident de l'enseignement des langues qu'il n'est pas besoin d'un acte politique pour en établir le fondement.

Ce n'est pourtant pas si évident que cela. Qu'on doive le rappeler et l'affirmer dans un document tel que l'acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe en est une preuve.

Il est aisé en effet d'imaginer d'autres finalités: par exemple une politique pragmatique qui n'envisagerait à travers l'enseignement des langues rien d'autre que l'expansion des relations commerciales ou le développement du tourisme. Que la politique de l'enseignement des langues puisse être soumise à des visées impérialistes, expansionnistes ou annexionnistes, il suffit pour s'en convaincre de se rappeler un instant à quelles tensions linguistiques l'Alsace a été soumise au cours de son histoire.

Demandons-nous un instant quelle finalité poursuit l'enseignement des langues en Suisse et plus particulièrement quelles sont, rapporté au problème de l'enseignement de l'allemand, les lignes de force d'une politique linguistique dans notre pays.

Le premier fait qui frappe, c'est l'extrême réserve des documents par lesquels pourrait s'exprimer une politique linguistique. Ainsi l'ORM, ce document-clé émanant directement de la responsabilité du Conseil fédéral, et qui détermine pour une large part la forme et le contenu de l'ensei-

73

gnement au niveau secondaire, manifeste un mutisme quasi total sur la question des finalités assignées à l'enseignement des langues. En son article 7, l'ORM définit les objectifs généraux de l'enseignement conduisant à la maturité. Le 4e alinéa pourrait représenter une vague allusion à l'enseignement des langues, puisqu'on y lit: «L'école doit former des personnalités cultivées, aptes à travailler en commun, et en faire des membres de la société, conscients de leur responsabilité d'hommes et de citoyens. Elle fera régner en son sein un esprit favorisant l'attachement aux valeurs culturelles et linguistiques de la Suisse, tout en restant ouvert sur le monde».

C'est en vain qu'on cherchera une analyse de la situation linguistique en Suisse; en vain aussi une justification du choix de l'allemand, respectivement du français comme première langue étrangère. L'école ne reçoit que la mission vague de «favoriser l'attachement aux valeurs culturelles et linguistiques de la Suisse», sans d'ailleurs assigner nommément ce rôle à l'enseignement des langues.

On se dit alors que le Règlement des examens fédéraux de maturité, annexé à l'ORM sera plus précis et tiendra mieux compte de la réalité linguistique helvétique. Dans l'appendice de ce règlement consacré aux programmes de maturité on peut lire sous le titre: «Deuxième langue nationale», «Objectifs de l'étude»: «Bonne connaissance de la langue parlée et de la langue écrite. Compréhension de la civilisation des régions où elle est parlée». C'est tout.

Que la différence entre code parlé et code écrit représente pour ceux qui ont l'allemand comme langue étrangère une difficulté toute particulière que ne connaissent pas ceux qui doivent étudier le français comme langue seconde, est un fait dont il n'est tenu aucun compte dans l'ORM.

Relevons en passant qu'au chapitre consacré à la langue maternelle, il n'est fait aucune allusion non plus au fait que la conquête de la norme écrite constitue pour un enfant qui, à la suite de sa socialisation préscolaire, s'exprime dans un dialecte alémanique, une difficulté d'apprentissage bien plus grande que pour un jeune francophone.

Au fond l'ORM considère la langue comme un système unique et parfaitement homogène qui se réalise d'une part dans le code écrit au moyen d'un certain nombre de signes et de conventions graphiques, et d'autre part dans le code oral au moyen d'un certain nombre de signes et de conventions phoniques. C'est au nom de cette conception sans doute que l'existence des dialectes est tout simplement passée sous silence.

L'analyse que nous venons de faire en nous appuyant sur l'ORM est exemplaire de la façon dont les milieux responsables de l'Instruction en Suisse conçoivent et réalisent l'enseignement des langues. Deux carences

caractérisent la conception qu'on se fait de l'enseignement de l'allemand langue 2:

1. L'absence d'une ligne politique de base, définissant les objectifs généraux de cet enseignement.
2. L'ignorance totale des dialectes en tant que code oral en usage dans la Suisse d'expression germanique.

Les manuels utilisés en Suisse romande pour l'enseignement de l'allemand reflètent fidèlement cette conception. On pourrait admettre à la rigueur que les manuels qui ont été élaborés en RFA ne se préoccupent pas des dialectes alémaniques. Mais on s'étonne qu'aucun des manuels qui ont vu le jour en Suisse et qui ont des Suisses pour auteurs ne réserve la moindre place au phénomène linguistique des dialectes. Je ne prétends pas connaître tous les manuels actuellement en usage en Suisse romande, mais cette ignorance des dialectes caractérise en tous cas les manuels les plus fréquents. De plus, c'est au niveau gymnasial que l'absence de référence aux dialectes est la plus frappante: Ni le «Précis de grammaire allemande», ni les «Deutsche Übungen» qui l'accompagnent, ni le «Cours moyen de langue allemande»[1] ne risquent la moindre allusion au phénomène linguistique des dialectes alémaniques. Le cours pour débutants «WSD» en usage dans les écoles du niveau inférieur de la scolarité secondaire, a au moins le mérite de mentionner la Suisse alémanique comme réalité culturelle. Ainsi, dans la préface on peut lire: «L'étude de l'allemand peut fournir une excellente occasion de faire mieux connaître leur pays à nos élèves». Et de fait cet objectif est réalisé, puisque les textes introductifs à un certain nombre de leçons sont consacrés à des villes suisses telles que Zurich, Bâle, St-Gall, Schaffhouse, ou à certains hommes célèbres, tels que Niklaus Manuel ou Pestalozzi. Mais il s'agit exclusivement d'informations culturelles, la réalité linguistique de la Suisse alémanique est totalement passée sous silence.

Quelles sont les conséquences de cette situation? La première qui saute aux yeux, est que les élèves qui ont reçu pendant 7 ans de scolarité un enseignement de l'allemand à raison de 3 à 4 heures hebdomadaires, soit un total d'environ 1000 heures jusqu'à la maturité, sont incapables de comprendre les dialectes. La deuxième conséquence, qui découle

1 Uhlig, W., C. Chatelanat, J.-B. Lang (1966): *Précis de grammaire allemande*. Lausanne, Payot.
Uhlig, W., C. Chatelanat, J.-B. Lang (1966): Deutsche Übungen, Lausanne, Payot.
Gfeller, E. (1974): *Cours moyen de langue allemande*. Neuchâtel, Messelier.
Uhlig, W., C. Chatelanat, J.-B. Lang (1965): *Wir sprechen Deutsch*. Lausanne, Payot.

75

directement de cette situation, est que la communication entre les communautés romande et alémanique est difficile malgré l'effort considérable qui est consenti pour l'enseignement des langues.

On est parfaitement conscient et inquiet de cette situation dans de nombreux milieux de notre pays. La presse parlée et écrite de Suisse romande a porté ces derniers temps une attention soutenue au problème des relations entre les communautés linguistiques. La communication entre Romands et Alémaniques suscite des débats politiques: Songeons par exemple au postulat «Delamuraz» sur les minorités linguistiques où l'on peut lire: «D'une manière générale, la connaissance d'une seconde langue nationale est paradoxalement moindre qu'auparavant. Il en résulte des incompréhensions entre Suisses alémaniques et Romands, voire des indifférences . . . Nous invitons le Conseil Fédéral . . . à nous faire part de ses propositions tendant à assurer la communicabilité entre les groupes linguistiques de notre pays».

La motion fut déposée en juin 1977. La réponse continue de se faire attendre. Elle n'est apparemment pas facile à trouver!

Essayons de voir de plus près comment se manifeste cette incompréhension et quels obstacles se dressent au dialogue. A mon avis ils se situent à deux niveaux, qui sans doute interfèrent: d'une part, l'impossibilité d'utiliser la langue d'une des communautés pour l'échange verbal; d'autre part, l'image que les communautés se font l'une de l'autre et les attitudes qui en découlent.

Pour ce qui est de la communication verbale, c'est un fait bien connu que, dans la plupart des cas de communication entre un partenaire Suisse alémanique et un Romand, c'est la langue française qui est utilisée et non pas l'allemand standard, qui pourrait cependant tout aussi bien s'imposer comme langue de contact.

Deux raisons peuvent être invoquées pour expliquer ce phénomène. L'une réside dans le fait que le partenaire suisse alémanique éprouve en général à l'égard de l'allemand standard une sorte de gêne. N'oublions pas que son usage a été appris à l'école, dans un type de communication particulier et formel, auquel sont associées dès le début toutes les peurs et les frustrations de la vie scolaire, et que dans la vie quotidienne le recours à la norme standard ne se réalise pratiquement jamais. Ainsi le dialecte est la langue dans laquelle le Suisse alémanique se sent à l'aise et authentique, alors qu'il éprouve comme le sentiment de perdre son identité s'il s'exprime en allemand standard. Mais donnons la parole à H. Sitta qui analyse en ces termes l'attitude du Suisse alémanique face aux deux codes de sa langue: «Die Mundart ist die normale Umgangssprache des alltäglichen mündlichen Verkehrs. Hochsprache wird im

76

mündlichen Verkehr in den vergleichsweise seltenen Situationen verwendet, in denen Ausländer (deutsch oder fremdsprachige) an dem Gespräch teilnehmen. Damit hängt zusammen: Die Mundart ist die Sprache, in der man zu Hause ist, und das heisst zweierlei: sich auskennt und sich wohlfühlt. Mit Mundart assoziert sich 'vertraut, ansprechend, gemütlich, direkt, warm, persönlich und natürlich'. Hochsprache ist das Fremde, und das heisst, je nach Situation das Förmliche, das Feierliche, das Offizielle, auch das Intellektuelle, das Rationale, unter bestimmten zusätzlichen Bedingungen aber auch das Zackige, das Arrogante ... Es existieren beim Durchschnittsdeutschschweizer stereotype Einstellungen gegenüber dem Hochdeutschen, die durch Unsicherheit, Angst, Ablehnung, bestenfalls Respekt ohne Liebe bestimmt sind»[2].

Si l'une des raisons qui imposent le français comme langue de communication est à chercher dans l'attitude crispée du partenaire suisse alémanique face à l'allemand standard, l'autre raison est à chercher dans l'ignorance totale dans laquelle se trouve le Suisse romand face au dialecte, et qui le condamne à répéter indéfiniment l'expérience frustrante de se voir imposer le français comme langue de communication, même s'il a cherché à établir le contact en allemand. Pour le Romand, cette situation est génératrice de complexes et de ressentiments.

Nous touchons là à la racine du malentendu qui vicie les relations entre les communautés linguistiques de notre pays, qui renforce et répète à travers les générations des images et des attitudes face à l'autre communauté qui portent tous les traits d'une crise profonde.

Ces attitudes sont un phénomène bien connu qui a été l'objet d'études scientifiques telles que les enquêtes que G. KOLDE a menées dans les villes bilingues de Bienne et de Fribourg[3]. Nous nous contenterons d'aborder le problème par le biais de quelques documents dans lesquels des Romands s'expriment sur les dialectes alémaniques et qui tous manifestent à leur manière l'attitude profonde de rejet que M. KOLDE a mis en évidence dans ses enquêtes.

Cette attitude fondamentale, précisons-le, n'est pas un phénomène récent. En 1804 par exemple, Benjamin CONSTANT, faisant allusion au

2 SITTA, H. (1979): «Spracherwerbstheoretische Aspekte des Verhältnisses von Mundart und Hochsprache in der Schule», in LÖFFLER, H., K. PESTALOZZI et al. (Hrsg.), *Standard und Dialekt; Studien zur gesprochenen und geschriebenen Gegenwartssprache*. Bern, Francke, 165–175.

3 Cf. en particulier: KOLDE, G. (1980): «Zweisprachigkeit und Diglossie an der deutsch-französischen Sprachgrenze in der Schweiz», in *Akten des 6. internationalen Germanisten-Kongresses*. Basel, Peter Lang, 119–126; en outre du même auteur: «Sprachkontakt und Sprachkonflikt», *Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik*, 32, 243–253.

langage de sa parenté bernoise, s'exprimait en ces termes: «Un être d'une espèce étrangère à la nôtre qui ne la connaîtrait pas plus que nous ne connaissons celle des animaux, pourrait bien prendre pour des beuglements inarticulés le langage qu'on entend à Berne. Aux cris que poussaient plusieurs de mes cousins dans leurs gaîtés et leurs disputes, je me serais cru facilement transporté au milieu d'un troupeau de buffles. En traversant le marché où les femmes vendent légumes et fleurs, je retrouve un bruit que j'avais entendu en Allemagne quand les troupeaux d'oies allaient au pâturage».

Moins virulent est ce témoignage de Charles KNAPP qui, à propos des Suisses alémaniques qui ont selon lui la chance d'apprendre le français comme première langue étrangère, dit: «La langue qu'ils apprennent n'est-elle pas de beaucoup supérieure à un dialecte alémanique quelconque? En présence d'une langue universelle, connue dans le monde entier, que peuvent des patois peu harmonieux, parlés dans un cercle restreint?»

L'attitude de rejet ne se trouve pas seulement dans des témoignages personnels tels que ceux que nous venons de citer, mais également dans cette sorte d'émanation de la conscience collective que constituent les bons mots. Que de ressentiments, mais aussi que de vanité ne s'expriment-ils pas à travers des stéréotypes du genre: «Les Romands comprennent l'allemand, mais ils ne le parlent pas; les Alémaniques parlent le français, mais ils ne le comprennent pas».

Je ne résiste pas au plaisir de citer l'anecdote qu'on raconte en pays vaudois sur l'aventure qui advint du temps de l'occupation bernoise à ce patriote qui s'était fait surprendre en flagrant délit, alors qu'il était en train d'exécuter quelque action terroriste contre les institutions par lesquelles les Bernois assuraient leur domination. Notre homme fut arrêté, traduit en justice et condamné à mort pour atteinte à la Sécurité et à la Dignité de l'Etat bernois. Comme c'est la coutume, on lui demanda, avant de le faire monter à l'échafaud, s'il avait encore un dernier souhait à exprimer. Et alors on l'entend dire: «Au fond, je n'ai en songeant que je vais devoir quitter cette terre qu'un seul regret: c'est de n'avoir jamais appris le bernois. Si je peux me permettre d'exprimer un dernier souhait, c'est qu'on m'autorise avant de mourir à apprendre l'allemand.» La justice bernoise ne pouvait décemment pas ne pas donner suite à un vœu aussi raisonnable et légitime. On transporta donc notre Vaudois à Berne, où il finit par mourir, dit-on, à un âge fort avancé et de mort parfaitement naturelle.

Cette anecdote illustre à mon avis de façon éclatante l'opinion répandue en Suisse romande selon laquelle il peut être d'importance vitale – et ne serait-ce que pour préserver son identité – d'ignorer le dialecte. Elle

illustre aussi une autre croyance bien ancrée en Suisse romande: à savoir que si l'on veut apprendre le dialecte alémanique, une vie n'y suffit pas!

Certes ces opinions ne sont pas partagées par tout le monde. Nombreux sont ceux qui déplorent de ne pas avoir reçu à l'école une formation qui leur permette de comprendre, voire même de parler les dialectes. Dans le canton de Neuchâtel, par exemple, il y a eu des interventions parlementaires demandant l'introduction d'un enseignement des dialectes dans les écoles publiques. Une enquête réalisée au Gymnase cantonal en 1977 a mis en évidence un intérêt non négligeable pour les dialectes. En effet, environ un tiers des élèves consultés souhaitait recevoir dans le cadre de l'enseignement de l'allemand une introduction aux dialectes.

D'une façon générale, il me paraît erroné de croire que pour la Suisse romande, la France constitue le seul pôle d'attraction sur le plan culturel. Particulièrement dans les milieux intellectuels l'intérêt pour la vie culturelle suisse alémanique est bien plus vif que ne pourrait le laisser supposer l'état de tension que l'on décèle par ailleurs entre les deux communautés. La circulation de l'information culturelle est assurée par toute une série d'institutions ainsi que par les contacts personnels qui sont sans doute plus fréquents et plus profonds qu'on ne le suppose généralement.

Cependant, force est de reconnaître que la compréhension et la communication entre les communautés ne sont vécus pleinement que par une petite frange de la population, et que globalement les communautés linguistiques de ce pays vivent côte à côte, dans une sorte d'indifférence hautaine, voire dans la méfiance et l'hostilité. A cet égard, les témoignages que nous avons cités plus haut sont parfaitement exemplaires et illustrent la situation de crise qui caractérise les relations entre les communautés linguistiques. Je dirais même qu'ils ne constituent que la partie visible d'un iceberg de ressentiments et de malentendus dont il est difficile d'évaluer le volume réel.

Ajoutons que le malaise dont souffrent les relations entre les communautés linguistiques de notre pays est dû en partie aussi à des facteurs économiques. La Suisse romande a le sentiment d'être l'objet d'une conquête méticuleusement orchestrée par les grandes concentrations de capitaux qui ont leur siège à Zurich ou à Bâle. Il s'agit là de phénomènes certes aggravants, mais de caractère récent. Les racines du malaise sont à chercher dans la difficulté de communication sur le plan linguistique entre les communautés et c'est l'Ecole qui en porte principalement la responsabilité.

En Suisse alémanique l'école a failli à sa tâche, parce qu'elle n'a pas réussi à conférer aux enfants une maîtrise spontanée de la norme stan-

79

dard de l'allemand parlé. Nombreux sont les auteurs qui dénoncent cette situation et qui demandent la création d'une didactique nouvelle de l'enseignement de la langue maternelle, tendant à décrisper l'attitude du Suisse alémanique face à l'allemand standard parlé. Ainsi Hellmut THOMKE, dans un article consacré au thème «Mundart und Hochsprache in unseren Schulen» écrit: «Die Kluft zwischen Mundart und Hochsprache ist im Laufe der beiden letzten Jahrzehnte grösser geworden . . . Ich vertrete seit langer Zeit die Auffassung, dass unsere Schulen, ohne es zu wollen, diese Abneigung geradezu systematisch erzeugen. Sie tun es wegen der sprachwissenschaftlich und kulturpolitisch zu wenig durchdachten Grundlegung des Sprachunterrichts. Falsche didaktische Überlegungen und mangelhafte sprachliche Ausbildung der Lehrer sind mitverantwortlich für unser gestörtes Verhältnis zur Hochsprache»[4]. Et plus loin à propos des remèdes à envisager: «Vor allem müsste sich die Schule endlich eine wohlgegründete schweizerische Didaktik der gesprochenen Hochsprache einfallen lassen».

En Suisse romande l'école a failli à sa tâche parce qu'elle a tout simplement ignoré cette 5e langue nationale pourtant parlée par les deux tiers de la population de notre pays.

Pour rompre ce cercle vicieux, il n'y a à mon avis qu'un seul remède: changer l'école; et cela signifie pour la Suisse romande: intégrer, d'une façon ou d'une autre, les dialectes à l'enseignement de la langue allemande.

Le remède proposé peut paraître si évident qu'on se demande pourquoi rien n'a jamais été tenté pour faire une place aux dialectes dans l'enseignement de l'allemand en Suisse romande.

Quelles peuvent bien être les raisons qui justifient ce refus? A mon avis, il y en a toute une série plus ou moins pertinentes, dont le cumul cependant a maintenu à travers les décennies l'idée qu'il était impossible d'enseigner les dialectes. Evoquons-les rapidement.

On a dit que l'enseignement de l'allemand est déjà bien assez difficile, sans qu'on se mêle d'y ajouter encore les dialectes.

D'ailleurs quel dialecte faudrait-il enseigner? Il existe tant de variétés régionales qu'on ne peut évidemment pas les enseigner tous. Et s'il faut faire un choix, quels critères convient-il d'appliquer: le Zurichois, parce qu'il est parlé par le plus grand nombre; le Bernois parce que c'est le dialecte de la capitale. Les Valaisans et les Fribourgeois souhaiteraient accorder la priorité au dialecte parlé dans l'autre partie de leur canton. Bref, c'est la quadrature du cercle.

4 THOMKE, H. (1978): «Mundart und Hochsprache in unseren Schulen», *Schweizer Monatshefte 11*, 875–885.

80

Quelle utilité pratique peut-on assigner à une langue qui n'existe que sous la forme d'un code oral, parlé par une population de 2 à 3 millions, alors que l'allemand standard est une langue universelle parlée par quelque 80 millions de germanophones?

Il n'existe pas de manuels et le corps enseignant n'est pas formé à l'enseignement des dialectes.

Les réticences psychologiques des Romands face aux dialectes constituent un obstacle insurmontable.

Bref, il existe toute une série de raisons dont l'accumulation n'a jamais permis une remise en question de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande. Mais au fond, la difficulté majeure est d'ordre didactique et méthodologique. En effet, il apparaît comme tout à fait inconcevable de réaliser un cours de langue qui ménage une place aux variations linguistiques, qu'elles soient d'origine sociale (sociolecte) ou régionale (dialectes). Il est un dogme sacré auquel on n'a jusqu'ici jamais touché malgré les multiples révolutions qui ont agité l'enseignement des langues: c'est celui du respect d'une norme unique. Pour l'allemand cette norme est ce que nous avons jusqu'ici désigné par commodité l'allemand standard (Hochsprache, Hochdeutsch, Binnendeutsch . . .) et qui représente en Allemagne la langue commune suprarégionale en usage pour la communication écrite ainsi que pour la communication orale dans un certain nombre de situations plus ou moins formelles ainsi que dans les médias. A quelques exceptions près, chaque germanophone maîtrise cette norme suprarégionale et en use quand la situation de communication l'exige. Mais il est bien évident qu'il maîtrise à côté du standard aussi un ou plusieurs dialectes régionaux ainsi que différentes gammes de variétés sociolectales.

Il est parfaitement légitime que l'enseignement des langues se tourne tout naturellement vers cette norme standard puisqu'elle couvre l'aire de dispersion la plus large. Cependant dans toutes les situations de communication informelles ou familières, c'est une autre norme qui prévaut, et alors, celui qui n'aura appris que la norme standard devra se familiariser par exemple avec le dialecte souabe de Stuttgart, ou avec le sociolecte de tel ou tel groupe de collégiens de Francfort. Il fera à peu de choses près une expérience semblable à celle que fait le Suisse romand dans ses contacts avec le monde suisse alémanique: à savoir que l'école ne l'a pas préparé à affronter toutes les situations de communications.

La dialectologie, ainsi que plus récemment la sociolinguistique, ont décrit avec soin les variétés linguistiques ainsi que leurs conditions d'emploi. La didactique et la méthodologie des langues étrangères, en revanche, n'ont jusqu'à présent pas tenu compte de cette réalité; elles

n'ont fait qu'enregistrer comme phénomène gênant l'existence des variations linguistiques. Il n'existe pas de cours d'allemand à ma connaissance qui présente simultanément la norme standard et une – voire plusieurs – variétés dialectales. La doctrine qui prévaut dans tous les cours de langue peut se résumer en ces termes: Il faut commencer par faire acquérir de solides connaissances de la norme standard. Sur cette base, on pourra par la suite construire un certain nombre d'étages qui comprennent des dialectes, des langues de spécialité ou des sociolectes. Dans la plupart des cas d'ailleurs, on espère que ces apprentissages-là se feront tout seul et naturellement au contact des situations de communication qui les produisent.

Dans ses développements récents la didactique des langues étrangères s'est appliquée de plus en plus à construire la matière à enseigner et à l'organiser par objectifs minutieusement définis. On peut s'étonner dès lors qu'elle abandonne au hasard l'acquisition des variétés de langue et qu'elle fasse en ce domaine si facilement confiance à la nature.

A vrai dire, on peut raisonnablement se demander s'il est préjudiciable d'un point de vue pédagogique d'apprendre simultanément la norme standard d'une langue ainsi qu'une ou plusieurs variétés dialectales.

Je ne le pense pas, quoique je ne connaisse aucune recherche en psycholinguistique qui pourrait étayer mes dires. Cependant ce que l'on sait des études sur le bilinguisme tend à montrer que le risque d'interférence d'un système sur l'autre est minime. De même, on peut considérer comme négligeable l'interférence qui découle de plusieurs langues enseignées en milieu scolaire. Les différents systèmes linguistiques se construisent dans l'esprit de l'apprenant de façon remarquablement cloisonnée. Mon expérience personnelle de maître d'allemand au gymnase me révèle fort peu de cas d'interférence de l'anglais (sauf pour l'orthographe), de l'italien, de l'espagnol ou du latin sur les productions de mes élèves en allemand. En revanche, l'influence de la langue maternelle est considérable. Les mécanismes automatisés en langue maternelle ont une forte tendance à se projeter sur la langue 2 et constituent la source principale des interférences. L'interférence intra-linguistique est une autre source d'erreurs non négligeable. Elle provient en majeure partie de phénomènes de surgénéralisation de régularités propres au système de la langue 2.

En relation avec ces problèmes d'interférence des systèmes linguistiques les uns sur les autres, j'ai, dans le cadre de mon enseignement, fait des observations surprenantes, qui m'inclinent à penser qu'un aprentissage parallèle de l'allemand standard et d'un dialecte pourrait constituer une base d'apprentissage favorable et positive. Il m'arrive parfois lorsque

82

je traite certains micro-systèmes de la syntaxe allemande, de présenter en même temps que la norme écrite un système parallèle relevant plutôt de l'usage parlé. Ainsi, à propos du système des adverbes de lieu, je présente à côté du système complexe avec la quadruple opposition «draussen – hinaus – heraus – von draussen» le système simplifié de la langue parlée qui résorbe l'opposition «hinaus – heraus» en une forme unique «raus». Or, je constate que l'acquisition est meilleure, en tout cas plus durable, si j'établis un contraste entre ces deux micro-systèmes de la langue 2, que si je me contente de mettre en opposition le système français au système de l'allemand standard. Par extension, un contraste entre l'allemand standard et un dialecte alémanique pourrait se révéler une stratégie pédagogique payante. Mais cela reste à vérifier. Je ne le mentionne ici qu'à titre d'hypothèse et comme base de réflexion.

En tout état de cause, la didactique des langues étrangères devrait se préoccuper du problème des variations linguistiques. Le problème d'ailleurs n'est pas spécifique de la situation suisse. Il se pose également en Allemagne dans la cadre de la formation linguistique des travailleurs migrants, qui dans leur environnement social immédiat, rencontrent généralement un dialecte régional et qui, dans leurs relations avec l'administration ou pour la consommation des médias, ont besoin de la norme standard. Les cours d'allemand destinés aux migrants que je connais ne se préoccupent que de l'acquisition du standard.

Revenons au problème d'un enseignement des dialectes intégré à l'enseignement de l'allemand en Suisse romande. Nous en avons souligné la nécessité morale en vue d'assurer une meilleure compréhension entre les communautés linguistiques. Nous venons d'en laisser entrevoir la possibilité sur le plan didactique. Il nous reste à en esquisser la forme et le contenu. Pour cela, il convient de se poser une nouvelle série de questions.

Dans quelles situations de communication la connaissance des dialectes est-elle indispensable? A vrai dire, il n'y a que peu de situations où la connaissance du dialecte soit absolument indispensable. Elles relèvent de ce que j'appelle la réception passive, c'est-à-dire de situations dans lesquelles le récepteur ne peut pas intervenir personnellement dans le processus de communication. C'est le cas dans la consommation des médias, mais aussi dans les situations de communication de groupe dans lesquelles il y a une forte majorité d'interlocuteurs alémaniques.

Une deuxième question qu'il faut se poser est de savoir quelles aptitudes linguistiques il convient de développer. Comme le Suisse romand sera toujours compris, s'il s'exprime en allemand standard, il n'est pas indispensable qu'il acquière une maîtrise parlée des dialectes. Il suffit de les comprendre.

Peut-on se contenter de faire apprendre un seul dialecte ou faut-il en aborder plusieurs. A ma connaissance, les Suisses alémaniques n'ont pas de problèmes de compréhension face aux dialectes des autres régions du pays. On peut donc *a priori* porter son choix sur n'importe lequel. Cependant le choix du Zurichois me paraît s'imposer, étant le dialecte parlé en Suisse par le plus grand nombre, et représentant la variété qui s'écarte le moins de la norme standard.

Comment faut-il situer l'enseignement du dialecte par rapport à l'allemand standard? A mon avis ce serait une erreur de traiter le dialecte comme une langue à part sans référence contrastive à l'allemand standard.

Une autre question épineuse est de savoir à quel moment il convient de commencer l'enseignement du dialecte. Je pense qu'il devrait coïncider avec les débuts de l'enseignement de l'allemand, afin de réaliser au mieux l'ancrage contrastif. Un autre moment favorable pourrait être la fin de la scolarité obligatoire, mais alors sous une forme plus intensive.

Comment peut-on résoudre au mieux la formation des enseignants qui, pour une large part, ignorent les dialectes? Le recours à une méthodologie qui s'appuie sur les instruments techniques me paraît préférable à un recyclage intensif.

Dans l'immédiat, et en tenant compte des besoins réels de la Société, deux sortes de cours me paraissent devoir être créés. L'un qui s'intègre à l'enseignement donné dans les écoles publiques, dont il suit fidèlement la progression. L'autre, destiné à tous ceux qui, ayant déjà achevé leur scolarité, sont désireux d'apprendre le dialecte. Ce cours devrait permettre un apprentissage individuel et totalement autonome.

Dans les deux cas, l'approche doit être contrastive par rapport à la norme standard de l'allemand, et opposer les systèmes phonologiques, la morpho-syntaxe et le lexique.

En ce qui concerne le système phonologique, il faut mettre en évidence les différences qui ont un caractère systématique entre les deux codes. Par exemple les phénomènes de diphtongaison (Zeit/Zit) et inversément (gut/guet); ou bien les oppositions entre voyelles longues et brèves dans les deux systèmes (standard: voyelle longue dans syllabe ouverte (Vater); en dialecte voyelle courte (Vater); ou bien standard/voyelle brève dans syllabe fermée (arm) / dialecte: voyelle longue (arm). La plupart des différences phonologiques affectent le système des voyelles. Il y a cependant quelques différences dans le système consonantique qu'il faut relever. Ainsi le «k» à l'initiale de l'allemand standard devient «ch» en dialecte; le groupe consonantique «st» en position médiane, se réalise «scht» en

dialecte. Le «n» final du standard disparaît en dialecte. Ainsi «kosten» de l'allemand standard devient (choschte) en dialecte.

Il peut être amusant et pédagogiquement rentable de faire découvrir par les élèves eux-même les régularités qui permettent le passage d'un système à l'autre.

En matière de syntaxe, il convient également de montrer où se situent et comment se définissent les différences: par exemple les systèmes flexionnels du groupe nominal des deux codes où aux quatre cas de l'allemand s'oppose un système à deux cas en dialecte; ou bien le cas du pronom relatif, qui présente en dialecte une forme unique «wo».

En ce qui concerne le lexique, l'approche des dialectes est plus difficile, car les différences n'ont plus un caractère systématique. Certes il y a de nombreux emprunts au français qui facilitent l'apprentissage pour les francophones. Ainsi: «adie, blagiere, flattiere, trompiere» se comprennent sans peine. – Notons en passant qu'il ne viendrait à l'esprit d'aucun alémanique de se plaindre que sa langue s'abâtardit au contact du français; en Suisse romande, par contre, on parle de contamination insupportable et de barbarisme pour le moindre emprunt. On s'expose moins à placer le verbe «blagiere» en Suisse alémanique que de se servir en Suisse romande du verbe «poutser» ou «stempfer». D'autres éléments lexicaux n'ont aucune parenté évidente ni avec le français, ni avec l'allemand standard. Ainsi: «lose (zuhören), luege (schauen) öppis (etwas), keie (fallen)». Il faut tout particulièrement rendre attentif aux faux amis, tels que «springe» pour «laufen», ou bien «Hausmeister» qui désigne en Suisse alémanique le propriétaire, alors qu'il désigne en Allemagne le concierge.

Notre propos n'est pas de conduire ici une analyse contrastive entre l'allemand standard et les dialectes, mais de montrer la voie qu'il conviendrait de suivre pour la rédaction d'un cours d'introduction à la compréhension des dialectes. L'approche contrastive a pour mérite de mettre en relief aussi bien les différences que les similitudes. Elle contribue de ce fait à dissiper les préjugés solidement enracinés en Suisse romande selon lesquels les dialectes sont des langues barbares et inaccessibles. L'approche contrastive a de plus le mérite de renforcer dans l'esprit de l'apprenant la structure interne de l'allemand, le contraste entre standard et dialecte constituant une sorte d'antidote à l'opposition langue maternelle / langue 2, génératrice d'interférences.

J'aimerais dire en guise de conclusion que s'il est vrai que la compréhension et la communication entre les ethnies passe par l'enseignement des langues, il est absolument indispensable que ce soit l'Ecole qui assume cette tâche. Mais j'ajouterais que cet effort doit être soutenu par

une volonté politique générale, à laquelle participent tous les secteurs de la vie publique. Les médias peuvent y contribuer en renonçant par exemple à doubler par une traduction tout document dans lequel un Suisse alémanique s'exprime dans son dialecte. (A la TV on pourrait à la rigueur recourir aux sous-titres). L'administration peut y contribuer en publiant les documents dans la langue où ils ont été rédigés et en ne donnant en traduction qu'un résumé sommaire. Les entreprises peuvent s'associer à cet effort en favorisant les échanges de personnel entre les différentes parties du pays.

Je suis certain que toutes ces mesures contribueront à renforcer la cohésion nationale. Je ne partage pas le pessimisme de J.-P. VOUGA qui dans son ouvrage «Romands, Alémaniques, Tessinois» s'exprimait en ces termes: «Ces différences de caractère et de comportement ont des racines profondes qui conduisent à des incompréhensions que la maîtrise éventuelle des langues ne suffit pas à éliminer»[5].

Bien au contraire, nous devons viser à créer en Suisse une Société plurilingue. Loin d'effacer la spécificité des cultures, le renforcement des aptitudes linguistiques ne pourra que favoriser le rapprochement, la compréhension et l'estime réciproque des communautés.

5 VOUGA, J.-P. (1978): *Romands. Alémaniques. Tessinois.* Neuchâtel, La Baconnière.

Le Schwyzertütsch: l'opinion tessinoise

D. Robbiani, journaliste et conseiller national, Arogno/TI

Comme dans «I pagliacci», excusez-moi si «da sol mi presento»!

Je suis journaliste depuis 22 ans, collaborateur de la télévision suisse depuis 20 ans; j'étais rédacteur en chef du Téléjournal-Telegiornale-Tagesschau jusqu'à l'année passée et pendant 10 ans; durant cette même période j'ai été vice-président de la conférence des directeurs de l'information, des rédacteurs en chef de l'Eurovision, organisation qui rassemble les responsables d'une trentaine de journaux télévisés. Dans cette organisation, je préside actuellement une commission pour l'étude et le développement des échanges internationaux d'actualités.

J'ai également écrit trois livres, et j'écris toujours dans la presse. Je préfère la communication écrite à la communication audiovisuelle, mais peut-être suis-je spécialiste, ou plutôt simple praticien de la communication avec les images et le son original.

Ceci pour vous dire que vous avez probablement raté le bon conférencier!

J'ajoute que, même si j'ai vécu pendant une vingtaine d'années en Suisse alémanique, je ne parle pas le Schwyzertütsch (j'ai même de la peine à écrire ce mot avec toutes ces consonnes). Je le comprends bien sûr; le Züritütsch de mes enfants mieux que le Bernertütsch de mes collègues. Car parmi les difficultés que présente le Schwyzertütsch, il y a celle du choix entre vingt versions de cet idiome. A Berne, dans le couloir des pas perdus, la langue la plus répandue, même si souvent elle n'est pas écoutée, c'est le Schwyzertütsch.

Au Conseil national, je parle de préférence italien, pour les cinq raisons suivantes:

1. pour défendre la langue italienne, qu'il faut promouvoir;
2. en règle générale personne n'écoute, et il est difficile de faire changer d'opinion à la tribune;
3. une soixantaine de députés parlent couramment italien. Pour les autres, la traduction simultanée existe;
4. en s'exprimant dans sa propre langue on est plus efficace, car les mots représentent seulement le 40% de la communication, le reste étant couvert par la mimique, la «gestualité» et la capacité à convaincre;
5. pour tout le monde, l'italien est le «bel canto», la langue de l'opéra, donc mes interventions constituent «un intermezzo musicale»!

Pour revenir au thème de ce colloque, je n'ai pas de théories ou de thèses à vous vendre, mais simplement des réflexions qui découlent de mon expérience personnelle dans le domaine des communications de masse.

Pendant plus d'un quart de siècle, le journal télévisé de la SSR a été centralisé à Zurich. Il l'est toujours mais sera prochainement régionalisé.

Parler de centralisation est impropre. En effet, le Téléjournal-Tagesschau-Telegiornale était un quotidien d'informations nationales, avec des éditions linguistiques pour les différents publics suisses. Il représentait «la solution fédéraliste du journal télévisé d'un pays fédéraliste».

Les installations techniques, la machinerie, permettaient de respecter la sensibilité propre à chaque public, car la valeur décroissante d'une nouvelle, en raison de son éloignement, est un fait incontestable.

L'ordonnance du Téléjournal, du Tagesschau et du Telegiornale et le style de présentation étaient suffisamment «régionalisés».

«Nationaux», centralisés, c'étaient l'approche commune des événements, l'évaluation, l'information de base, les nouvelles politiques suisses, la couverture des grands événements, le contrôle, les responsabilités, les objectifs de la politique d'entreprise, ainsi que les structures techniques. Une machinerie centralisée pour produire des éditions «régionales».

Il existe cent et une manières d'élaborer un journal télévisé, mais dès le début, on avait choisi le modèle anglais, c'est-à-dire le journal de nouvelles (le «news»): communiquer purement et simplement des nouvelles.

Or, quand on se limite à donner des nouvelles, même si elles sont évaluées et expliquées («backgrounds» ou informations en profondeur, avec l'arrière plan des faits), il n'y a pas de place pour des différenciations linguistiques ou des mentalités régionales.

Les faits sont identiques pour le téléspectateur tessinois, suisse alémanique ou romand. La langue italienne, française ou allemande ne change pas les événements.

Sous forme de nouvelles télévisées, les faits sont donnés de la même façon technique et journalistique.

Il n'y a pas une manière allemande, française ou italienne de passer à l'antenne des nouvelles pures ou descriptives (je ne parle pas des reportages, des dossiers, des débats et des commentaires), et il n'y a pas une manière romande, tessinoise ou suisse alémanique de recevoir ces nouvelles.

Sauf peut-être que les Latins comprennent plus vite et réagissent moins souvent par des plaintes!

C'est la preuve que la langue ne peut pas influencer l'information audiovisuelle pure et simple.

Prenez un journal télévisé anglais, remplacez le texte qui accompagne la présentation à l'écran et les images par une version française et vous aurez notre Téléjournal.

Il ne faut pas non plus oublier que les informations de base qui arrivent à la rédaction d'un journal télévisé par le truchement des agences ou de l'Eurovision sont souvent rédigées dans une langue (d'habitude l'anglais) qui n'est ni celle des rédacteurs, ni celle du public.

On n'a pas pris en compte cette caractéristique du journal télévisé suisse et on a décidé la régionalisation, c'est-à-dire le Téléjournal à Genève (à partir de l'automne prochain), le Telegiornale à Lugano (dans 3 ou 4 ans) et, pratiquement depuis le début de 1980, le Tagesschau autonome à Zurich.

Bien sûr, la régionalisation a aussi ses avantages:

- l'ordonnance des sujets et l'importance journalistique qu'on leur donne se rapprochent mieux de la sensibilité propre du public auquel l'émission est adressée (mais c'était également possible avec la centralisation car les installations techniques permettaient des éditions différenciées);
- une conception globale (expression à la mode) de l'information dans le cadre régional (le Téléjournal est «à la une» d'un journal télévisé complété par la chronique locale, le débat, le dossier, etc);
- une plus grande flexibilité dans la grille des programmes et une insertion plus harmonieuse du journal-TV dans le programme-TV de la région;
- avec la régionalisation, on peut éviter le double emploi, utiliser d'une façon rationnelle les moyens techniques et humains et créer une «job-rotation» pour les journalistes;
- enfin, ce procédé permet de présenter plus de déclarations, de témoignages sonores et d'interviews.

C'est justement de cette dernière possibilité que le Tagesschau a déjà essayé de profiter. Or, pour un message adapté à la sensibilité du public régional suisse alémanique, les déclarations, les témoignages et les interviews se font naturellement en Schwyzertütsch.

Pendant 25 ans, durant la centralisation, toutes les déclarations et les interviews étaient réalisées en bon allemand. La rédaction du Tagesschau entend désormais diffuser les documents sonores en «Mundart». C'est-à-dire rendre l'information plus vivante, mais cela empêchera d'utiliser les mêmes documents sonores pour le Téléjournal et le Telegiornale.

En Schwyzertütsch, le message télévisé devient plus attrayant pour le public suisse alémanique, il a plus d'impact, mais il réduit l'audience à l'intérieur des frontières linguistiques d'une région.

Informer signifie mettre en forme. Communiquer signifie rendre commun. La «forme» linguistique de la communication verbale en Suisse allemande est indubitablement le «Mundart» et non pas le «Hochdeutsch». Mais en Suisse, existe-t-il un seul public ou des publics?

Par exemple, parler de régions pour la communication radiophonique et télévisée est impropre. L'origine se situe dans la région, mais l'audience reste extrarégionale. Ceci vaut aussi pour la radio, qui ne connaît pas de frontières.

Il faudrait parler de public linguistique. L'édition de langue italienne du journal télévisé suisse a plus de téléspectateurs en Suisse alémanique (immigrés italiens et ressortissants tessinois) qu'en Suisse italienne elle-même.

Voici donc les deux réflexions que je propose à votre attention critique et qui découlent de mon expérience personnelle:

1. Dans la communication, qu'est-ce qui est le plus important: ce que l'on dit (le message du journal télévisé dans l'exemple que j'ai cité) ou le public auquel on s'adresse (public suisse alémanique qui préfère un message en Schwyzertütsch)?
2. Faut-il être soi-même (et alors utiliser le Schwyzertütsch dans la communication télévisée) ou communiquer avec les autres (c'est-à-dire donner les interviews et les déclarations en bon allemand)?
   Restreindre ou amplifier le rayonnement de la communication?

La semaine prochaine commence au Conseil national le débat sur l'immigration, la nouvelle loi sur les étrangers et l'initiative populaire «être solidaire».

Discutant le statut du saisonnier, la loi essaye de discipliner le séjour, l'emploi et la mobilité des étrangers par des règlements de police, alors que l'initiative populaire vise l'intégration des immigrés. Attention: intégration et non pas assimilation. S'assimiler signifie renoncer à son identité. S'intégrer signifie accepter l'identité socio-culturelle, donc également la langue des hôtes.

Pour être assimilé, mais aussi intégré, il faut connaître la langue du pays. Dans certaines communes suisses alémaniques, la procédure de naturalisation exige, entre autres, la connaissance du Schwyzertütsch.

Les Espagnols, les Grecs, les Yougoslaves ou les Turcs immigrés en Suisse allemande n'apprennent pas tout de suite l'allemand, mais l'italien. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'ordre social (le groupe

minoritaire est plus proche des autres minorités). Même lorsqu'ils suivent des cours de langue allemande, ils s'expriment plus rapidement et avec plus d'aisance en italien. Or, l'immigrant ne se sent parfaitement intégré que lorsqu'il parle Schwyzertütsch. La seconde génération, par exemple, se sent à l'aise et dans une certaine sécurité, malgré son statut d'étranger et l'impossibilité d'exercer les droits politiques. Pourquoi? Parce qu'elle parle suisse allemand, la langue de celui qui compte et commande.

Deuxième exemple d'une même thèse:

Le Tessin vient de vivre un événement historique: l'ouverture au trafic routier du tunnel du St-Gothard.

On appelle mon canton «la repubblica dell'iperbole», la république de l'hyperbole. A cette occasion, il a été à la hauteur de cette définition historique «inventée» par notre grand écrivain et poète Francesco CHIESA.

On a parlé d'ère nouvelle, d'un Tessin encore plus suisse, d'une artère qui nous lie au corps suisse, de possibilités de faire circuler les idées (mais est-ce qu'une montagne peut bloquer les idées, ou est-ce qu'un trou peut servir de canal pour la circulation des idées?), et on a prétendu que, grâce au tunnel routier, le Tessin allait retrouver son deuxième souffle économique après les années du «boom».

Mais sur le plan économique, le Tessin a toujours été dépendant de la Suisse alémanique. On appelle l'économie tessinoise «una economia a rimorchio della Svizzera tedesca». Pour les Tessinois, leur canton, économiquement, est un simple couloir, pour les Suisses alémaniques, il est la filiale ensoleillée de leur entreprise. Les opérateurs économiques tessinois ont toujours été les médiateurs serviles (portaborse / porteurs de serviettes) des opérateurs économiques suisses alémaniques.

Pour s'introduire dans le monde des affaires, il faut parler l'allemand, et tant mieux si on s'exprime en Schwyzertütsch!

Dans les écoles tessinoises, maintenant à partir de la deuxième classe primaire, on apprend le français (à mon époque on apprenait une deuxième langue seulement au gymnase et l'allemand dans les écoles supérieures). Déjà à l'époque, on disait aux enfants que pour vivre en Suisse il fallait apprendre le français, que pour y faire des affaires l'allemand était indispensable, mais que pour devenir riche, le Schwyzertütsch était conseillé!

Au-delà de l'anecdote, voici ma troisième réflexion:

Si la langue est instrument du pouvoir, et si le pouvoir est représenté avant tout par l'économie, le Schwyzertütsch n'est pas la cinquième mais bien la première langue helvétique.

Le thème de la langue comme instrument du pouvoir a été illustré par Gavino LEDDA, dans son livre «Padre padrone». LEDDA, fils d'un berger de Sardaigne, devient un homme (homo economicus, homo sapiens, mais aussi homo ludens) quand il arrive à comprendre la valeur des mots et à se servir du capital que constitue le langage.

Au Synode des instituteurs des écoles primaires du canton de Zurich, réunis la semaine passée, les participants ont critiqué le fait que l'on parle «hochdeutsch» à partir de la deuxième année d'école déjà.

Nous assistons à un retour d'enthousiasme pour le Schwyzertütsch. Nous l'appelons «operazione nostalgia», opération nostalgie. Tout semble très rétro, mais il s'agit d'une réalité.

Il existe actuellement – pas seulement en Suisse alémanique – une tendance à se renfermer sur soi-même, à boucher les horizons, à ignorer le monde.

Il se peut que le message global des mass media, le flot des nouvelles, les fenêtres électroniques sur la planète, et jusqu'à l'intérêt pour la lune, la théorie de MCLUHAN du message qui transforme l'humanité en une grande famille et le globe en un grand village, il se peut que tout cela ait poussé les gens à se replier sur eux-mêmes, à regarder avec les lunettes de la myopie, à écouter les choses simples qui s'expriment avec la langue du cœur et de la mère, et non pas avec celle que l'on apprend à l'école et à l'université.

Il faut dire qu'on assiste, au Tessin également, à un renouveau du dialecte qui, à la différence du suisse allemand n'est pas un idiome, il s'agit de «longobardo» et non pas d'une dérivation de l'italien.

Des aspects culturels valables apparaissent dans cette récupération. Ainsi, les gens de la vallée et de la campagne ne parlent pas seulement le dialecte mais pensent dans cette langue. Mais le dialecte tessinois ne se prête pas à la recherche, à la circulation et à la vérification des idées. Cela vaut-il aussi pour le Suisse allemand?

Dernière expérience, récente pour moi:

Nous n'avons pas un parlement où l'on parle mais un «leggimento» (une tribune où l'on lit). L'improvisation, la rhétorique et la dialectique y sont de rares exceptions. Les députés suisses alémaniques sont particulièrement ennuyeux à la tribune, parce qu'ils s'expriment dans une langue écrite et non pas parlée. La communication ne consiste pas seulement en langage, et lorsqu'il faut contrôler ses mots, on ne réussit pas à utiliser les autres formes expressives: mimiques, gestes, faculté à convaincre.

92

Voici mes conclusions:

Il y a des avantages à pouvoir s'exprimer dans sa langue maternelle, mais également à la communication, qui doit être simple et synthétique, pour un auditoire qui possède des notions de base.

Nous pourrions nous permettre une langue vulgaire si nous avions une langue nationale commune.

Ce n'est pas en apprenant le Schwyzertütsch, mais en répandant la connaissance des trois langues officielles qu'on évitera l'hégémonie linguistique. L'hégémonie de la langue de la majorité et du pouvoir économique et politique.

Donc: oui au Schwyzertütsch, à condition qu'il soit vraiment la cinquième et non pas la première langue. De plus, je souhaite que la langue italienne trouve sa place en Suisse romande et en Suisse alémanique.

93

Mundart und Hochdeutsch an bernischen Primarschulen

H.-R. EGLI, Muri/BE

Ein Bild aus dem Jahr 1840: Als der Eilwagen, in dem der Grüne Heinrich sass, auf einer langen hölzernen Brücke einen starken Strom überquerte, hiess es: «Das war der Rhein!» Dann fährt KELLER wörtlich weiter:

> ... ich befand mich auf deutschem Boden und hatte das Recht und die Pflicht, die Sprache der Bücher zu reden, aus denen meine Jugend sich herangebildet hatte und meine liebsten Träume gestiegen waren.

Das Recht und die Pflicht, hochdeutsch zu sprechen, bejaht der Dichter aus Zürich um die Mitte des letzten Jahrhunderts ohne Frage. Und noch der Einundsiebzigjährige bekennt vierzig Jahre später, es «habe sich jeder an das grosse Sprachgebiet zu halten, dem er angehört.» Damit vertrat Gottfried KELLER keine bloss persönliche Ansicht. Bis in die Zeit des ersten Weltkriegs hinein brauchten die Deutschschweizer zunehmend die deutsche Einheitssprache. Man wagte vorauszusagen, die schweizerdeutschen Mundarten würden, ähnlich wie die süddeutschen, immer mehr zurückweichen und schliesslich verschwinden.

Eine aufgelegte Fehlprognose angesichts der heutigen Mundartwelle. «Bärndütsch» – unter diesem Titel hat der Staatliche Lehrmittelverlag Bern 1979 ein Mundartlesebuch herausgegeben. In den Buchhandlungen sind die Gestelle mit Mundartliteratur gefüllt mit Bänden jeden Umfangs, von Neuauflagen der Werke von TAVELS, GFELLERS, C.A. LOOSLIS bis zu den Veröffentlichungen von Kurt MARTI, Mani MATTER, Ernst EGGIMANN, Ernst BURREN, um nur einige Namen zu nennen. Auf Schallplatten und Tonbändern werden Chansons angeboten. Aber nicht nur literarisch gestaltete Mundart erlebt eine Blütezeit. Junge Leute schreiben sich berndeutsche Briefe. In Radio und Fernsehen nimmt Mundart ganz selbstverständlich ihren Platz ein. Im Zug der weltweiten Regionalisierungsbestrebungen verwenden die Sprecher auch die Dialekte des Alpenraums, Bündner- und Walliserdeutsch, noch vor zehn Jahren kaum denkbar. In Parlamenten, Kirchen, in Gerichten, beim Militär gewinnt die gesprochene Mundart Raum. Wie sollte es in der Schule anders sein?

Es wird zuviel, in manchen Klassen fast ausschliesslich Mundart gesprochen und zuwenig Hochdeutsch gelernt – so klagen Schulkommissionen, Inspektoren und besorgte Eltern. «Unterrichtssprache verwildert» lautete der Titel einer Notiz in der Schweizerischen Lehrerzeitung:

94

> Es ist Aufgabe der Aufsichtsorgane aller Stufen des Unterrichtswesens, auch über den Gebrauch der Schriftsprache als Unterrichtssprache zu wachen. Leider musste die Bezirksschulpflege X auch im Berichtsjahr eine zunehmende Vernachlässigung im mündlichen Gebrauch der Schriftsprache bemerken.

Hochdeutsch sprechen, für KELLER noch Recht und Pflicht, ist für den Deutschschweizer zu einem lästigen Muss geworden, einem Muss, dem er ausweicht, wo und wie er kann. Die Gründe dieses gebrochenen Verhältnisses zur Hochsprache sind für jeden, der sich während Jahren mit der Problematik befasst, ausserordentlich komplex. Sie wurzeln keineswegs nur im Linguistischen oder in einer verfehlten Sprachdidaktik, sie greifen überraschend weit zurück ins Geschichtliche, ins Politische, Individual-, Sozial- und Lernpsychologische, ja bis ins Selbst- und Seinsverständnis von Einzelnen, Gruppen und Nationen.

Es gibt kein einheitliches Schwyzertütsch

In einem seiner Briefe aus München-Buchsee (erschienen 1806) bemerkt Wilhelm von TÜRK, ein norddeutscher Besucher von PESTALOZZIS Lehranstalt:

> Übrigens tritt hier beim Unterrichte in der deutschen Sprache die Schwierigkeit ein, dass die Lehrer, welche doch wohl eigentlich *reines Deutsch* lehren sollten, selbst nicht *reines* Deutsch reden. . . . Ich habe dagegen einwenden hören, dass der Schweizer die Schweizer-Sprache und nicht die hochdeutsche Mundart reden solle. Gäbe es wirklich eine, der ganzen Schweiz eigenthümliche Mundart, wo würde ich diesen Einwurf allenfalls gelten lassen. Aber in jedem Cantone findet man eine eigene Mundart, zu welcher sollen nun die Knaben, die man hier unterrichtet, angeleitet werden? Soll der Zürcher Zürcherisch-, der Berner Bernerisch-Deutsch reden? – Mir scheint kein sicheres Auskunfts-Mittel, als sie sämmtlich *reines Deutsch*, frei von allen Provinzialismen, zu lehren; sie werden dann leichter dahin kommen, rein Deutsch zu *schreiben*. . . .»

Mit seinen Bemerkungen wirft von TÜRK Fragen auf, die bis auf den heutigen Tag ungelöst sind: Sprechen und Gespräch als Grundlagen des schriftlichen Sprachgebrauchs, das Spannungsverhältnis von unterschiedlichen Dialekten in kleinen und kleinsten Arealen gegenüber der grossräumigen Geltung der Einheitssprache, die ungenügende hochsprachliche Ausbildung der Lehrer.

Wie differenziert heute die Lage der Dialekte in der Deutschschweiz gesehen wird, davon konnte von TÜRK als Deutscher vor nahezu zweihundert Jahren nichts ahnen. Berndeutsch beispielsweise ist keine einheitliche Mundart: Emmentalerdeutsch, Stadt- und Landberndeutsch, die Dialekte des Oberlandes, das Seeländische und Oberaargauische weichen zum Teil so weit voneinander ab, dass eine Verständigung nicht

95

immer fraglos gelingt. Oberländerkinder haben zur Überwindung regionsspezifischer Sprachbarrieren eine Art «Zwischendialekt» zu erlernen. Ungeachtet dieser Erschwernisse findet man in Dörfern, die nahe beieinander liegen, ortseigene Prägungen. Für «Hand» sagen Steffisburger «d Hang», Oberhofner «d Hand», alte Uetendorfer «d Hann». Eigentliche Ortsmundarten sind indessen immer schwieriger auszumachen. Zuzüger aus allen Teilen der Schweiz und aus dem Ausland bewirken Angleichungen und Sprachvermischungen. Trotzdem ist Bärndütsch zu einer regionalen Umgangssprache mit Reichweite in der gesamten Deutschschweiz geworden, eine sogenannte Ausbaumundart wie Züritütsch und Baseldytsch. Charakteristisch für diese Grossraummundarten ist es, dass sich in ihnen über alles reden lässt, was die gute Gotte Welt in ihrem Fürtuch hält, vom Kochrezept über Bauchschmerzen bis zu Heideggers «Sein und Zeit». Sie haben weitgehend die Eigenschaften und Funktionen einer normierten Standardsprache übernommen. Sie machen das gesprochene Hochdeutsch zu einer Fremdsprache, die man zwar versteht, aber ungern spricht.

Dass Hochdeutsch unsere zweite Muttersprache, zum mindesten unsere «Vatersprache» sei, wird kaum mehr anerkannt, geschweige denn vorgelebt. Mundart ist Trumpf, Mundart genügt! In vielen Fällen aber nicht mehr eine profilierte Ortsmundart, vielmehr eine Mischform, ein Jargon mit englischen und andern Einsprenglingen. Was sollen, angesichts dieser Situation, die Lehrplanvorschriften, die nicht von den angedeuteten Schwierigkeiten ausgehen?

Lehrpläne und Schulpraxis

Einige Zitate aus dem Sprachlehrplan für die Primarschulen des Kantons Bern (1973):

- Unterrichtssprache ist spätestens vom 3. Schuljahr an die Hochsprache. Aber auch die Mundart muss bewusst gepflegt werden.
- 1. Schuljahr: Erzählen und Sprechen vorerst in der Mundart, behutsame Einführung in das Verständnis und in den Gebrauch der Hochsprache.
- 2. Schuljahr: Gegenüberstellung mundartlicher und hochsprachlicher Bezeichnungen.
- 7.–9. Schuljahr: Sachberichte auch in der Mundart.

Wie im Berner Lehrplan, so werden auch in den Lehrplänen der übrigen deutschschweizerischen Kantone die sprachbildenden Werte der

Mundart anerkannt. In den ersten Schuljahren sollen die Schüler bei ihrem angestammten Dialekt als ihrer eigentlichen Muttersprache abgeholt werden. Für die Jahre nach der Einschulung sind die Hinweise auf die «Pflege» der Mundart nichtssagend. Von einem durchgehend dialektorientierten muttersprachlichen Unterricht ist nicht die Rede. Überdies zwingt die Schulrealität den Lehrer, namentlich bei selektiven Engpässen, die Schriftsprache dermassen in den Vordergrund zu rücken, dass die Mundart unter dem Diktat des Lehrplans daneben verblasst, auch wenn sie nicht ausdrücklich diskriminiert wird.

Soweit die Situation vom Lehrplan aus gesehen. Die Wirklichkeit in den tausenden von bernischen Primarklassen ist von einer verwirrenden Vielfalt. Es gibt erste Schuljahre, in denen von Anfang an oft und freudig Hochdeutsch gesprochen wird, während in einzelnen Oberklassen fast ausschliesslich Berndeutsch zu hören ist. Das Mittelfeld der Lehrerschaft aber hält es, bewusst oder nicht bewusst, mit dem ehemaligen Lehrer und Schriftsteller Simon GFELLER (1868–1943). 1936 hat er in der Monatsschrift des Bernischen Lehrervereins unter dem Titel «Die Mundart in meiner Schule» geschrieben:

> Mir ist nicht recht denkbar, wie ein tiefpflügender Sprachunterricht auf der Volksschulstufe ohne Mundart auskommen könnte. Wenn man mir verboten hätte, sie zu verwenden, hätte das für mich geheissen, ich dürfe während des ganzen Unterrichts nur auf *einem* Beine stehen. Wie oft ging ein verschlossenes Türlein auf, wenn ich erlaubte: «Sag's berndeutsch!» Wie oft diente mir diese Formel, wenn ich im Zweifel war und kontrollieren wollte, ob etwas richtig verstanden worden sei.

Soweit Simon GFELLER. In den letzten Jahren hat Hans RAMGE die kommunikativen Funktionen des Dialektgebrauchs von Hauptschullehrern im Saarland untersucht. Wann schaltet der Lehrer auf Dialekt um oder gebraucht er mundartliche Wendungen? RAMGES Antworten: Wenn er veranschaulichen oder die Schüler zum Sprechen, zu vermehrter Aktivität bringen will; wenn er sich ihnen vertraulich zuwendet, aber auch, um Konflikte zu entschärfen oder nebensächliche organisatorische Anweisungen zu geben. Ähnlich wie GFELLER verwenden Saarländer Lehrer den Dialekt zur Verständnissicherung. In Einzelfällen wird er eingesetzt zur Diskriminierung des Schülers: «Du kannscht gleisch deine Sachen packen un nach Haus gehn.»

Einheitssprache als Hauptlernziel

Sowohl die Lehrpläne wie im allgemeinen auch die Schulpraxis halten die hochdeutsche Einheitssprache für ein wesentliches Lernziel der obligatorischen allgemeinbildenden Schulen. Ihre umfassende kommuni-

97

kative Funktion, soweit sie Lesen und Schreiben betrifft, wird nicht bestritten. Der Deutschschweizer hat indessen Widerstände zu überwinden, wenn er sie *sprechen* soll. Wird er von Ausländern oder Romands hochdeutsch angesprochen, antwortet er meist in seiner Mundart; widerwillig stellt er sich allenfalls um, wenn es nicht zur Verständigung kommt. Einem hochdeutsch sprechenden Studenten erklärte nur die Hälfte von einzeln angesprochenen Gewerbeschülern den Weg zum Bahnhof auf Hochdeutsch. Fragte der Student Gruppen, sank die Umschaltquote von Mundart auf Hochdeutsch viel tiefer; offenbar schämten sich die Lernlinge, voreinander Hochdeutsch zu sprechen – man denke: ausserhalb des Schulzimmers, auf einer stadtbernischen Strasse . . .

Wie angedeutet, sind die Beziehungen zur geschriebenen Hochsprache weniger gestört als zur gesprochenen. Charakteristischerweise wird die Hochsprache in der Deutschschweiz als Schriftdeutsch bezeichnet. Aber auch im Schriftlichen sind die Leistungen der Schulabgänger oft dürftig. Ihr Schriftdeutsch ist gezeichnet von «Übersetzungspannen». Mundartliche Wörter und Wendungen werden in die Schriftsprache übernommen. Oft handelt es sich um falschen Kasusgebrauch, mundartlich missleitete Präteritumbildung, um Präpositionen und Relativpronomen, die von der hochsprachlichen Norm abweichen, mundartliche Wortstellungen usw.

Wie weit ist die herkömmliche muttersprachliche Didaktik an diesen Missständen schuld? Es gibt immerhin Schulklassen, in denen Sprechen und Gespräch die Grundlage des Sprachunterrichts ist. Man braucht und lernt Sprache, indem man über Sachen, Sachverhalte und Beziehungen spricht, aber auch über Sprechen und Sprache selbst. Im Vordergrund solchen Unterrichts steht die Pragmatik, der Sprachgebrauch. Aber aus diesem didaktischen Ansatz werden unterschiedliche methodische Konsequenzen gezogen, vom völligen Verzicht auf Korrekturen und systematische Grammatik bis zur überlegten Fehlerbeobachtung und -auswertung im Sinne einer flexiblen Taxonomie, einer Klassifikation und Gewichtung von anzustrebenden Lernzielen. Mit Wendungen wie «Du meinst also, dass . . .» oder «Versteh ich dich recht, wenn . . .?» entlockt der Lehrer oder ein Kamerad dem Schüler Präzisierungen, Korrekturen, Ergänzungen.

Inwiefern kommen diese praktisch geübten Gesprächstugenden der schriftlichen Kommunikations- und Sprachkompetenz zugut? Es scheint klar zu sein, dass gesprochene und geschriebene Sprache in wechselseitiger Beziehung stehen, dass Geschriebenes auf Gesprochenes angewiesen ist, wenn es nicht erstarren soll. Aber es sind zwei deutlich

93

zu unterscheidende Sprachformen. Gesprochene Sprache hat ihre eigene Grammatik, weit weniger rigide, jedenfalls anders normiert als die schriftliche; immer ist sie situativ eingebettet in verschiedene Kommunikationsformen mit direkten und weniger direkten Partnerbezügen. Um diese Bezüge auszudrücken, gibt es eine Fülle von abgestuften Zwischenregistern, die der Deutschschweizer unzureichend beherrscht. Wohl verwendet er sie in der Mundart, nicht aber in der Standardsprache, die für ihn eben *Schrift*deutsch ist, auch in ihrer mündlichen Form.

Wie ist dieses Dilemma sprachdidaktisch anzugehen und zu bewältigen? In vielen Klassen aller Stufen nähert man sich einem Thema zunächst mundartlich, schaltet im geeigneten Moment auf gesprochene Hochsprache um und bereitet so den schriftlichen Ausdruck vor. Derart legt der Unterricht den Grund immer neu durch Schulung der primären Sprachfähigkeiten und stösst immer neu vor zu den sekundären der Schreib- und Buchkulturen. Er wiederholt individuell, was sich im kulturellen Ganzen geschichtlich abgespielt hat. Vielen Lehrern leuchtet dieses Vorgehen aufgrund praktischer Erfahrungen ein; linguistisch und sprachdidaktisch mag es nicht abgesichert sein.

Auch die Mundart ist pflegebedürftig

Ungeachtet des sprachlichen Hauptlernziels «Einheitssprache» gibt es für den muttersprachlichen Unterricht im Bernerland ein weiteres dringliches Lernziel: «Bärndütsch». Namentlich in vorstädtischen Gebieten finden sich Schüler und ganze Schulklassen, deren Berndeutsch abgesunken ist zum abgewaschenen, primitiven Jargon, gespickt mit Hitparaden-Englisch und mit neudeutschen Ausdrücken aus der Medienszene, abgesehen von Blüten aus einer eigenständigen Schülersprache. Wer aber verwendet noch die vielen berndeutschen Konjunktivformen, ehemals Ersatz für die Armut der Zeitformen? Wie lang wird sich die bernische Höflichkeitsform «Dihr» halten gegen das hochdeutsche und ostschweizerische «Sie»? Muss man darum bangen, dass der Vokalreichtum im Berndeutschen abnimmt? (I frieg das alls nid, we's mer nid Chummer miech – ich würde nicht fragen, wenn es mich nicht bekümmerte!)

Wie ist dieser Sprachverluderung beizukommen? Vehement wehren sich gelegentlich die Mundartfreunde unter den Lehrern, oft mit gesprächzerstörenden Zurechtweisungen und Verboten. Sie sind, wie die Dialektologie in den vergangenen Jahrzehnten, an einer antiquierten Mundart interessiert und möchten um jeden Preis am «bluemete Trög-

99

li», an altertümlichen Mundartformen festhalten. Doch Mundartpflege nach veralteten Regeln, die dem Sprachwandel nicht Rechnung trägt, wirkt auf die Schüler heute provokativ.

Erfolgversprechender als aufdringliche «Pflege», Zurechtweisungen und Verbote ist der situationsangemessene Gebrauch der Mundart. Sie ist vom ersten bis zum neunten Schuljahr gezielt einzusetzen. Unhaltbar ist die Lehrplanbestimmung, vom 3. Schuljahr an sei ausschliesslich Hochdeutsch als Unterrichtssprache zu verwenden. Die mundartliche Annäherung an ein Thema haben wir bereits erwähnt. Je nach Situation ist Mundart oft angebracht in Rollenspielen. Sachbezogen äussern sich die Schüler bei Gruppenarbeiten zu einem Thema. Nicht zu unterschätzen ist die Rolle des Lehrers als Gesprächsleiter bei Klassengesprächen, ob sie mundartlich oder hochdeutsch geführt werden. Entscheidend ist, ob er es versteht, die *Schüler* zu Wort kommen zu lassen, an bestimmten Punkten anzuregen, dann wieder in den Hintergrund zu treten.

Im Sachunterricht wird es immer wieder Phasen geben, in denen mundartliche und hochsprachliche Bezeichnungen einander gegenübergestellt werden. Klar scheint, dass im staatsbürgerlichen Unterricht der Oberstufe auch mundartliches Argumentieren zu üben ist, weil im privaten und öffentlichen Leben politische Themen mundartlich erörtert werden. – Wie weit das neue Mundartlesebuch «Bärndütsch» dem Berndeutsch unserer Schüler auf die Beine helfen wird, hängt weitgehend von der Einstellung des Lehrers und seinem didaktischen Geschick ab.

Eine letzte Frage zum Thema «Mundartpflege». Kann es nicht sinnvoll sein, Schüler ab und zu *berndeutsch schreiben* zu lassen? Abgesehen von mundartlich geschriebenen Briefen oder Berichten gibt es gute Gründe, Notizen für ein mundartliches Votum im Dialekt aufzuzeichnen. Radio- und Fernsehleute wissen, wie unmöglich es ist, schriftdeutsche Stichworte oder Sätze ab Blatt verantwortbar in den Dialekt zu übertragen. Warum nicht im Dialekt aufsetzen? Rechtschreibesorgen? Weg damit! Wir dürfen so schreiben, wie wir unsere Sprache hören, ohne uns vom Prinzipienwirrwarr einer verbindlichen Norm knechten zu lassen. Das kann befreiend wirken und Einsicht in die Veränderbarkeit von Normen vermitteln. Wer für die Rechtschreibung das Bedürfnis nach einer Anleitung hat, findet sie in Werner MARTIS «Bärndütschi Schrybwys» (Bern, Francke, 1972), einem Wegweiser zum Aufschreiben in berndeutscher Sprache. Die Zurückhaltung bernischer Lehrerinnen und Lehrer gegenüber dem berndeutsch Schreiben ist bekannt und verständlich («auch *das* noch!»); Unterrichtserfahrung in einzelnen Klassen lehrt, dass die gelegentliche Abwechslung produktiv auf hochsprachliches Aufschreiben zurückwirkt.

100

Drei Wege der Sprachdidaktik

Ausgehend von Schulschwierigkeiten der Dialektsprecher gibt es, grob zusammengefasst, drei Wege der muttersprachlichen Didaktik:

1. Ausschliesslicher Gebrauch des Dialekts in Schulleben und Unterricht, Standardsprache nur für Lesen und Schreiben. Begründet und formuliert hat diesen Lösungsweg für das englische Sprachgebiet Peter TRUDGILL in «Accent, Dialect and the School» (London, Arnold, 1975). Diesen Weg praktiziert eine Minderheit von bernischen Lehrern. Persönliche sprachliche Sozialisationserfahrungen («Hochdeutsch-Frust»!) werden unzulässigerweise verallgemeinert und als Begründung für diese «Mundartdidaktik» vorgebracht, aber auch affektive Wertungen von Mundart und Hochsprache sowie der unmittelbarere pädagogische Bezug durch den Dialektgebrauch. Schwierig festzustellen ist, ob die Hochsprache manchen als Ausdruck von Kultur à la Opernhaus erscheint, Mundart dagegen als «Alternativkultur». Bequemlichkeit und Unfähigkeit als Grund für einseitigen Mundartgebrauch sei nur am Rande erwähnt.

2. Die Gegenposition zur «Dialektdidaktik» postuliert die Vermeidung, bzw. «Abschaffung» des Dialektgebrauchs im Unterricht, im Schulleben, ja, wenn möglich, gar in der Familie. Gelernt und gebraucht wird einzig die Einheitssprache. Diese Forderung wird erhoben von dem Dialektologen Ulrich AMMON für die süddeutschen Dialektgebiete (*Schulschwierigkeiten von Dialektsprechern*, Weinheim und Basel, Beltz, 1978). Für schweizerische Verhältnisse ist dieser Weg nicht diskutabel.

3. Dialektorientierte Sprachdidaktik: Hauptlernziel ist die Einheitssprache, aber ausgehend von der Mundart als der eigentlichen Muttersprache der Schüler und während der ganzen Schulzeit kontrastiv auf diese bezogen. Ansätze dazu werden im Bernbiet, wie bereits kurz angedeutet, seit der Jahrhundertwende praktiziert.

Dialektorientierte Sprachdidaktik – einige Postulate

Um 1900 ist ein für diese Richtung grundlegendes Sprachbuch erschienen: «Deutsche Sprachschule für Berner» von Otto von GREYERZ (1863–1940), später Professor für Methodik des Deutschunterrichts sowie Sprache und Literatur der deutschsprachigen Schweiz an der Universität Bern. Der Titel des Sprachbuchs, das bis in die zwanziger Jahre in immer neuen Auflagen erschien, ist programmatisch: der Lehrgang ist

101

zugeschnitten auf Berndeutsch als Ausgangssprache, stellt diese in Beispielen und Übungen dem Hochdeutschen gegenüber. Ziel ist nicht eine provinzielle Pflege der Mundart, vielmehr die Hinführung zur Hochsprache und die Förderung ihres Gebrauchs. In einzigartiger Weise verband von GREYERZ bernische Bodenständigkeit mit Weltaufgeschlossenheit. Er sah nicht ausschliesslich die Schulschwierigkeiten der Dialektsprecher, sondern auch ihre Chancen, sah Zweisprachigkeit nicht als Bürde, vielmehr als Geschenk.

Für die moderne Sprachdidaktik, die von natürlichen, realen Sprechanlässen auszugehen versucht, ist von GREYERZ bis auf den heutigen Tag ein kaum zu überschätzender Anreger und Wegweiser. Aber die Didaktiker müssen das Problem der Hochsprache in Gebieten, die nur die Mundart als Umgangssprache kennen, neu sehen lernen und gründlich diskutieren, die Pionierarbeit eines Otto von GREYERZ zeitgemäss fortsetzen und ausbauen. Hierzu einige Leitgedanken.

Die Hochsprache soll, soweit das möglich ist, handelnd und in Handlungszusammenhängen erworben werden. Dass bei Umfragen und Interviews für projektartige Vorhaben Schüler sich auch mundartlich erkundigen müssen, liegt auf der Hand; aber ebenso, dass sie das Eingebrachte mündlich und schriftlich hochdeutsch zu fassen versuchen. – Natürliche Sprechsituationen, die mit Handlungen verbunden sind, liegen auch im Organisatorischen des Schulalltags vor. Nicht nur im Saarland werden sie, wie RAMGE das festgestellt hat, oft mundartlich bagatellisiert. Im Fremdsprachunterricht sucht der Lehrer häufig krampfhaft handlungsimprägnierte Sprechsituationen, wenn man so sagen darf. Soll er sie im muttersprachlichen Unterricht, wenn sie sich wie von selbst anbieten, verscherzen? Im hochdeutsch gestalteten Unterrichtsblock heisst es nicht: «Teil da die Bletter us!», sondern: «Teilst du bitte die Blätter aus?»

Nicht nur in Handlungszusammenhängen kann die Hochsprache gelernt werden, auch spielerisch, von hochsprachlichen Liedern, Reimen, darstellenden und Rollenspielen bis hin zum Spiel mit Lauten und Wörtern, bis zur Unsinnspoesie. So prägen sich Rhythmus und Lautgestalt der Hochsprache ein. Das verpönte Auswendiglernen wandelt sich zum «Inwendiglernen», zum gemeinsamen Spracherwerb «par cœur»! Dass das Fantasiespiel des Vorschulkindes in reichem Mass zum Spracherwerb beiträgt, wird allgemein anerkannt. Diese natürliche Lernform gilt es altersgemäss weiterzuentwickeln, selbst wenn sie sich nicht in curriculare Programme fassen lässt.

Zwischen diese direkten Lernmethoden müssten immer wieder kurze Phasen der Sprachbetrachtung, der kontrastiven Grammatik eingeblendet werden, vielleicht gar Umsetzübungen von der Mundart in die Hoch-

sprache und umgekehrt, sofern sie nicht zur öden Übersetzerei führen. Hier könnten die Vorschläge der Deutschen Sprachschule für Berner aufgegriffen und weiterentwickelt werden. Auch die modernen Sprachhefte «Schwäbisch» und «Alemannisch» (Düsseldorf, Schwann, 1977), in denen Dialekt und Hochsprache einander kontrastiv gegenübergestellt werden, vermitteln Anregungen für die deutschschweizerischen Mundarten.

Hauptlernziel des muttersprachlichen Unterrichts in der Deutschschweiz ist, zusammenfassend gesagt, das situationsgemässe Umschaltenwollen und -können von einer Sprachform in die andere. Dazu ist die Schule ein ideales Übungsfeld; sie bietet die verschiedensten Varietäten von formeller und informeller Kommunikation an, wenn sie nicht in lehrerzentrierter Schulsprache erstarrt.

Hochdeutsch als Brückensprache

Das Ja zu unserer Zweisprachigkeit kann zur Einsicht führen, dass es *die* Sprache nicht gibt, nur Sprachen in der Mehrzahl. Auch der Einsprachige ist in sich fortwährend der Kampfplatz in der Wahl der angemessenen Sprachform oder Varietät. Und der Lehrer tut gut daran, hellhörig zu werden für die sprach- und lernpsychologischen Zusammenhänge von Mundart, Hochsprache und Fremdsprache. Zwischen Deutsch (Mundart *und* Hochsprache) und Fremdsprachen bestehen sich überlappende Strukturen, deren gegenseitige Stützfunktionen didaktisch genutzt werden könnten. Die Entwicklung solch gesamtsprachlicher Ansätze ist voranzutreiben.

Ist es nicht beschämend für uns Deutschschweizer, dass das welsche Fernsehen im Jahre 1979 eine Sendung betitelte: «Apprenez à dire grüezi»? Als ob Schwyzertütsch und nicht die Einheitssprache Deutsch eine unserer Landessprachen wäre! Bisweilen erzählen Romands von ihrem Schock beim ersten Besuch in der Deutschschweiz. Eben noch stolz auf ihre in der Schule erworbenen Kenntnisse der deutschen Sprache, realisierten sie mit einem Schlag, dass sie überall, im Tram, auf der Strasse, im Restaurant, kein Wort von dem verstehen konnten, was rund um sie herum gesprochen wurde. Wie nachhaltig der Schock wirkt, ist aus den hohen Teilnehmerzahlen an Kursen für Schwyzertütsch in Freiburg zu schliessen. Der Widerstand von Deutschschweizern gegen das Umschalten auf Hochdeutsch geht so weit, dass sich auch Sprachbehinderte, die Hochdeutsch ablesen und sprechen gelernt haben, über rücksichtslosen und für sie unverständlichen Dialektgebrauch beklagen.

Abhilfe schaffen helfen dürfte ein Sprachunterricht nach den dargelegten Leitgedanken. Frucht solchen Unterrichts müsste der Abbau von Vorurteilen, der Aufbau von Toleranz sein, der Wille, nach den eigenen Möglichkeiten mit dem andern so zu sprechen, dass er mich versteht. Vielleicht wächst dann auch die Einsicht, dass Sprache nicht allein Identifikationsmittel sich abschliessender Gruppen ist, sondern Mittel der Verständigung mit andern, auch mit «Fremden». Damit ist, von den Zielen des Sprachunterrichts aus, die Antwort auf die Frage gegeben, unter der das Kolloquium der CILA steht: Le Schwyzertütsch, 5e langue nationale? Nein – le «bon allemand» suffit.

Die Einstellungen der Rätoromanen zum Schwyzertütsch

B. CATHOMAS, Ligia Romontscha, Coire/GR

Sie haben mir die Aufgabe gestellt, Ihnen darzulegen, wie ein Rätoromane das Schwyzertütsch empfindet, d.h. also wie er emotional/affektiv zum Schwyzertütsch steht. Einstellungen zu Sprachen sind bekanntlich ein delikates Problem und kaum schlüssig und gültig zu messen, denn sie sind Ausdruck stark subjektiver Werthaltungen und Einschätzungen. Es gibt – und das ist wohl fast banal zu betonen – nicht einfach eine bestimmte Einstellung zum Schwyzertütsch als Ganzes, sondern jeder Rätoromane wird je nach Varietät des Schweizerdeutschen wieder andere Assoziationen haben, jeder wird je nach Sozialisation, Ausbildung, Sprachkenntnissen und Sprachgebrauch im Alltag spezifische Einstellungen entwickelt haben. Im Falle des Rätoromanischen jedoch kann man aufgrund der Beobachtungen und Erfahrungen im gesamten Sprachgebiet davon ausgehen, dass so etwas wie eine Grundeinstellung zum Schwyzertütsch vorhanden ist, eine Art gemeinsamer Nenner, der alle Einstellungsnuancen fasst. Und dieser gemeinsame Nenner lässt sich mit dem Begriff POSITIV umschreiben. Diese Behauptung lässt sich mit empirischen Verfahren jederzeit beweisen. Mit Interviews verschiedenen Typs, mit teilnehmender Beobachtung, mit der «matched guise technique» und mit Polaritätsproblem kann man an verschiedenen Orten im rätoromanischen Sprachgebiet zu den Einstellungen von Sprechern verschiedenen Alters und verschiedener sozialer Herkunft empirisches Material sammeln, das zuverlässige Aussagen gestattet.

Die Rätoromanen empfinden das Schwyzertütsch fast durchwegs als eine wichtige, sympathische Sprache, zwar schwierig, aber dringend notwendig. Das Deutsch – und mit «Deutsch» meinen die Rätoromanen vor allem auch das Schweizerdeutsch – bedeutet den Rätoromanen meistens soviel wie die eigene Primärsprache, nicht selten sogar mehr als das Rätoromanische. Das Deutsch wird als Ergänzung zum Rätoromanischen empfunden, es ist hie und da auch schon Ersatz für das Rätoromanische. Rätoromanisch spricht man daheim, im Bekanntenkreis, im Dorfverein, im Alltag des romanischen Dorfes; Deutsch/Schweizerdeutsch hingegen ist die Sprache der Ausbildung, auch die Sprache am Arbeitsplatz vieler Rätoromanen, somit die Sprache des sozialen Aufstiegs, des Erfolges, der «Macht».

Verständlich deshalb, dass ein möglichst unbelastetes, lockeres, nicht verkrampftes, problemloses Verhältnis zu diesem Deutsch/Schwyzertütsch eine Notwendigkeit ist, verständlich auch, dass das Rätoromani-

sche hie und da als «Sprache der Ohnmacht» empfunden wird. Natürlich gibt es auch die Meinungen, dass das Schweizerdeutsch eine Überforderung für den rätoromanischen Menschen bedeute, dass Schweizerdeutsch keine Alternative zum Rätoromanischen sein dürfte, dass Schweizerdeutsch die tödliche Gefahr sei! Die grosse Masse der Rätoromanen – vor allem die jüngere Generation – hingegen hat gelernt, mit dem Deutschen/Schweizerdeutschen zu leben und wechselt problemlos vom Rätoromanischen ins Schweizerdeutsche. Die weniger Geübten haben sicher auch Hemmungen, Angst, in einer deutschsprachigen Kommunikationssituation sich angemessen zu verhalten; einzelne Rätoromanen betonen auch, die Rätoromanen sollten das *Hochdeutsch* statt des Schwyzertütsch pflegen und sprechen, aber diese gutgemeinten Ratschläge vermögen angesichts der Omnipräsenz des Schweizerdeutschen im romanischen Sprachgebiet (Massenmedien, Tourismus) nicht durchzudringen.

Welches sind die Gründe und «Hintergründe» dieser erwähnten Einstellung zu den Sprachen? Um diese Frage zu beantworten, müssen aussersprachliche Gegebenheiten (geschichtliche, sozioökonomische, soziokulturelle Realitäten) analysiert und individuelle affektive und kognitive Momente beachtet und besprochen werden. Ich will dies hier gerne tun, muss aber die Kenner der Rätoromania um Verständnis und Entschuldigung bitten, wenn stellenweise nur Altbekanntes rekapituliert wird und wenn einzelne Verallgemeinerungen und Vereinfachungen nicht zu vermeiden sind.

a) Geschichtliche Realitäten

Seit bald 1500 Jahren sind die entscheidenden politischen Bindungen des heutigen rätoromanischen Gebietes mit dem romanischen Süden (Italien) mehr oder weniger gelöst. 537 nach Christus kam die damalige Rätia prima unter fränkische Herrschaft und gehörte von da an zum Deutschen Reich. 843 nach Christus wurde auch die Diözese Chur von Mailand gelöst und der Erzdiözese Mainz zugegliedert. Die Orientierung des rätoromanischen Gebietes nach dem deutschen, alemannischen Norden wurde immer stärker, dies nicht nur, weil sich die Bündnertäler nach Norden öffnen, sondern auch weil der offenbar vitale Stamm der Alemannen seit dem frühen Mittelalter das romanische Gebiet personell und ökonomisch immer stärker beeinflusste. Deutsche Feudalherren übernahmen im Hochmittelalter die geistiche und weltliche Macht, und deutsche Kolonisten verdrängten allmählich das Rätoromanische. Bis

196

zum 15. Jahrhundert wurden das St. Galler-Rheintal, die Gegenden am Walensee und das Sarganserland germanisiert. Ende des 13. Jahrhunderts und in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts wanderten dann über Furka-Oberalp und über den San Bernardino-Pass die höchstalemannischen Walser ins romanische Gebiet ein und verdrängten mit Ihrer Sprache und Kultur allmählich das Rätoromanische aus ihren Siedlungsräumen (Rheinwald, Safien, Albulatal, Davos, Prättigau, Schanfigg u.a.). Im 15. Jahrhundert wurde Chur germanisiert, in den nächsten Jahrhunderten Teile der Gebiete an den Durchgangsrouten Nord–Süd am Hinterrhein (Imboden, Domleschg, Heinzenberg, Schams). Die Geschichte des Rätoromanischen ist auf weite Strecken die Geschichte einer Regression. *Sie ist somit auch die Geschichte vom wiederholten Wandel in den Einstellungen zu den Sprachen, denn es muss angenommen werden, dass die germanisierten Rätoromanen nicht zum Deutschen bzw. Schweizerdeutschen gezwungen wurden,* (durch Kolonisatoren etc.) sondern sich eher im Laufe der Zeit und *unter dem Eindruck von aussersprachlichen Entwicklungen und Realitäten vom Romanischen allmählich abgewendet und dem Schweizerdeutschen* zugewendet haben. Wären die Rätoromanen zum Deutschen mit politischem oder autoritärem Druck gezwungen worden, hätte sich ihre Einstellung zu dieser Sprache ganz bestimmt anders entwickelt. Der wirtschaftliche Druck wirkte jedoch subtiler, aber ebenso nachhaltig. Die Rätoromanen scheinen in früheren Jahrhunderten der konstanten, umfassenden Germanisierung keinen oder unwesentlichen Widerstand entgegengesetzt zu haben. Ein Sprachbewusstsein, das sich spracherhaltend ausgewirkt hat, ist erst als Folge des romantischen und nationalen Denkens des letzten Jahrhunderts festzustellen.

Die intensiven Kontakte zwischen Rätoromanisch und Deutsch/Schwyzertütsch während Jahrhunderten und der Sprachwechsel reflektieren sich auch in den beiden Sprachen. Im Bündnerdeutschen finden sich heute noch deutlich erkennbare Relikte des einmal gesprochenen Rätoromanischen. (Vergleiche z.B. die Arbeiten von SZADROWSKY zu diesem Problem. Titel: «Verkappte Rätoromanen»; und «Rätoromanisches im Bündnerdeutschen».)

Viel stärker aber noch ist die rätoromanische Sprache, vor allem der rätoromanische Wortschatz, mit deutschem bzw. schweizerdeutschem Lehngut durchsetzt. Es gibt sehr alte Entlehnungen, die heute für gutes Romanisch gelten und so dem rätoromanischen Sprachklang angepasst und eingebürgert sind, dass nur der sprachwissenschaftler dahinter die deutschen Entsprechungen sieht. (Beispiele: *schuldau* von *Soldat; pot* von *Bote; buob* von *Bub; scafir* von ahd. *skaffan; brit* (Schwiegertochter)

107

von swdt. *Bruut; giavischar* von ahd. *gawunscan, halumbard* von mhd. *halmbarte; ualti* von swdt. *gwaltig; buis* von *Büchse; libroc* von swdt. *Librock; stiva* von *Stube; uaffen* von swdt. *woffa,* und v.a.m.) Romanisch klingen auch die vom Deutschen übernommenen Verben, die mit einer romanischen Nachsilbe romanisiert werden, wie z.B. *malegiar, schenghegiar, schubergiar, gartegiar, strufiar, strihar* oder Adjektive wie *malschuber, malrecli;* dann auch die vielen Lehnübersetzungen, die zwar romanisches Material aufweisen, aber nach deutschem Muster gebildet sind, wie z.B. *überziehen – surtrer, absagen – dir giu, durchführen – menar tras* usw. Heute ist der schweizerdeutsche Einfluss so stark und intensiv, dass die romanische Sprache nicht mehr ohne weiteres alles assimilieren kann, was vom deutschen Gebiet her neu und fast täglich dazukommt. So werden vor allem technische Ausdrücke aus allen Bereichen direkt in schweizerdeutscher Gestalt übernommen, wie z.B. *kuplig, gangs, bremsa, sturmgewehr, fernseher, zug.* Eine sehr bequeme Art, schweizerdeutsche Verben in romanische Sätze einzubauen, funktioniert gar nach dem Muster: *far il* + deutsches Verb. z.B. *far il leugnen, far il rennen, far il diktieren* usw.

Die obgenannten Beispiele beziehen sich nur auf den Wortschatz. Es wäre ein leichtes, mit vielen Beispielen zu zeigen, wie deutsche Interferenzen auch die romanische Aussprache beeinflussen und wie der romanische Satz immer mehr nach deutschen Mustern gebildet wird. Adjektive werden wie im deutschen Satz immer häufiger von immer mehr Sprechern und Schreibern nur vor das Substantiv gesetzt, statt wie in allen romanischen Sprachen üblich auch – je nach Adjektiv – nach dem Substantiv. Das Verb nimmt heute häufig die gleiche Satzstellung ein wie im Deutschen. Unregelmässige Formen verlieren sich immer mehr im alltäglichen Sprachgebrauch.

Wie Sie sehen, sind die Veränderungen, die das Rätoromanische im Kontakt mit Deutschen durchmacht, keinesfalls zu bagatellisieren. Es gibt Rätoromanen, die von einem Zersetzungsprozess oder gar von totaler sprachlicher Unterwanderung und Aushöhlung sprechen und die – parallel zum sprachlichen Zerfall – auch einen Sittenzerfall oder gar eine Schwächung der rätoromanischen Persönlichkeit befürchten. Es ist heute tatsächlich so, dass die massive deutsche Beeinflussung über Tourismus, Massenmedien und Schule im weitesten Sinne kaum verkraftet werden kann und eine organische Entwicklung in Frage steht.

Exkurs: Die rätoromanische Sprachbewegung müsste wesentlich mehr Mittel zur Verfügung haben, um Sprachpflege und -lenkung den heutigen Erfordernissen entsprechend zu leisten. Das Angebot der rätoromanischen Medien (Radio, Fernsehen und Presse) müsste drastisch,

193

vor allem quantitativ (= ein Vielfaches an Sendezeit) verbessert werden, um eine echte Alternative zum schweizerdeutschen Programm sein zu können und angemessen zur Spracherhaltung beizutragen. Der Einfluss des Deutschen wird immer intensiver, dies vor allem durch den Kontakt mit den vielen Touristen im Sprachgebiet, aber auch durch die allgemeine Mobilität in der modernen Gesellschaft und durch das verlockende Angebot der deutschen Massenmedien. In den nächsten Jahren wird wahrscheinlich in ganz Graubünden der Empfang auch bundesdeutscher und österreichischer Fernsehprogramme ermöglicht!

Im engen Kontakt mit dem Schweizerdeutsch verliert das Rätoromanische immer mehr an Substanz, ja man kann sagen, dass das Schweizerdeutsch das Rätoromanische in seiner Existenz ernsthaft bedroht. Und trotzdem entwickelt der Rätoromane keine negative Einstellung zum Schweizerdeutsch, keine Aversion und keine Ressentiments, die das Schweizerdeutsch als Ganzes betreffen.

Diese Haltung ist leicht verständlich, wenn die

b) Sozioökonomischen und soziokulturellen Realitäten

beachtet werden.

Das rätoromanische Sprachgebiet ist eine Art «Inselgruppe», unvergleichbar mit den französischsprachigen oder italienischsprachigen Regionen der Schweiz. Das Rätoromanische hat kein gleichsprachiges, kulturell und sprachlich starkes Hinterland wie die anderen Schweizersprachen dies mit Deutschland, Italien und Frankreich haben. Ein städtisches Zentrum als einigende und kulturell anregende Kraft fehlt. Berge und weite Distanzen und eine ungleiche historische Entwicklung gliedern das Gebiet in kleine Einheiten mit verschiedenen Dialekten, die faktisch häufig Schriftsprachen sind, weil in diesen Dialekten veröffentlicht und schreiben gelernt wird. Zu den Dialekten kommen die verschiedenen Mentalitäten, die oft in einem noch viel umfassenderen Sinn die Kommunikation erschweren. Ressentiments, Vorurteile und verschiedene Konfessionszugehörigkeit verhindern zusätzlich eine Annäherung und Einigung, die die Schwachen stärker machen würde. Eine Einigung der Rätoromanen auf eine Sprache als Schriftsprache oder gar auf ein Interromanisch ist aus diesen Gründen wahrscheinlich nie realisierbar.

Es gibt unter den Rätoromanen kein ausgeprägtes Wir-Bewusstsein, eigentlich auch keine gesamtromanische Identität, sondern höchstens eine regionale, ja lokale Identität. Vergleiche mit dem Jura oder auch mit

Belgien, wo eine starke Gesinnungssolidarität und eine starke emotionale Verbundenheit mit der Sprachgruppe festzustellen sind, können nicht ohne weiteres gezogen werden. Da das Gebiet im weiteren klein ist und wirtschaftlich eher einseitig (d.h. fast nur touristisch) entwickelt ist, müssen viele qualifizierte Arbeitskräfte auswandern und in *schweizerdeutschen* Industrie-, Handels- und Verwaltungszentren eine Beschäftigung suchen, die ihrer Ausbildung und ihren Interessen entspricht. Der Tourismus löst auf der andern Seite eine regelrechte Einwanderung Andersprachiger aus (Investitoren, Bankherren, Gäste, Dienstleistungspersonal, Arbeiter), die nur in Ausnahmen willig und fähig sind, freiwillig das Rätoromanische zu erlernen. Für diese Haltung gibt es eine einfache psychologische Begründung. Die Schweizerdeutschsprachigen erachten es als unnötig, rätoromanisch zu erlernen, weil die Rätoromanen selber ja problemlos das Schweizerdeutsche beherrschen und so kein Zwang oder dringendes Bedürfnis für die zugezogenen Fremdsprachigen besteht, die Sprache der Einheimischen zu sprechen. Im Gegenteil: der Rätoromane passt sich sprachlich sehr schnell an. Wenn ein deutschsprachiger Fremder in die Dorfwirtschaft kommt und sich zu einer romanischsprechenden Tischrunde setzt, beginnen die Romanen sehr schnell, ihre Diskussion auf Schwyzertütsch zu führen, damit der Fremdsprachige sich nicht benachteiligt fühlt und sie selber nicht als unanständig qualifiziert werden. Der Romane hat das Gefühl, dass der Fremdsprachige seine Anpassung erwartet, und er passt sich fast problemlos an. Dieses Verhalten ist schon ein sehr deutliches Anzeichen dafür, dass der Rätoromane ein problemloses Verhältnis zum Schweizerdeutschen hat, dass er als Mehrsprachiger sehr flexibel ist im Umgang mit den Sprachen. Wenn die Anzahl der deutschsprachigen Fremden an einem bestimmten Ort eine bestimmte Höhe erreicht hat, sind die Rätoromanen noch häufig zu schnell bereit, in immer mehr Domänen des Alltags die deutsche Sprache als Kommunikationsmittel zu gebrauchen. (Post, Laden, Bank usw.) Im Oberengadin und in den Sportzentren des übrigen romanischen Gebietes (z.B. in Scuol, Savognin, Laax, Sedrun, Disentis u.a.) bestimmen schweizerdeutsche Sprachmehrheiten und hie und da sogar Minderheiten – vor allem während der Saison – immer mehr das sprachliche Verhalten. Dabei ist es gar nicht so, dass die Fremdsprachigen etwa Zwang ausüben auf die Rätoromanen, damit sie Schwyzertütsch sprechen. Ganz im Gegenteil: Man hat sehr häufig das Gefühl, dass der Rätoromane mit seinen Deutschkenntnissen sehr schnell zur Stelle ist und daraus kein Problem macht, Schwyzertütsch sprechen zu «müssen». Das Schweizerdeutsche wird so zur zweiten Sprache des Rätoromanen und allmählich auch zur Sprache der regio-

110

nalen Zentren. So rückt das Schwyzertütsch immer stärker in eine dominierende Position auf, denn die Sprache der Zentren ist aus sozialpsychologischen Gründen und wegen des Gefälles Zentrum/Provinz für viele die «tonangebende» Sprache. Die wirtschaftliche Abhängigkeit von der schweizerdeutschen Kundschaft im weitesten Sinne beeinflusst und determiniert allmählich die Einstellungen zur Sprache.

Viele Rätoromanen sehen, wissen und spüren, dass das Schweizerdeutsche eine massive Gefährdung des Rätoromanischen ist, aber sie stellen mit der Zeit auch fest, dass sie trotz allem dieser schweizerdeutschen Sprache nicht negativ gegenüberstehen können. Das rätoromanische Sprachbewusstsein ist nicht selten so schwach, dass es die Einstellung zum Schweizerdeutschen in keiner Weise beeinträchtigen kann. Schwyzertütsch wird von den Romanen sehr häufig als die Sprache des Fortschritts, die Sprache des Radios und Fernsehens, die Sprache der geldbringenden Fremden und Gäste, also auch als die Sprache des Erfolges und des sozialen Aufstiegs gewertet und empfunden. Wegen der Nähe zum Hochdeutschen wird sie sogar als Sprache der Bildung und der grossen Kultur erlebt. Es ist für den Rätoromanen – so empfindet es jeder – ziemlich wichtig, gut Deutsch, vor allem auch Schwyzertütsch zu können. Von der vierten Klasse an wird der Unterricht im Deutschen forciert und ab dem siebten Schuljahr findet der Unterricht sozusagen gänzlich auf deutsch statt. Das Rätoromanische ist von da an nicht Unterrichtssprache, sondern ein Fach. Daneben wird nur noch ein weiteres Fach (Biologie) auf Romanisch unterrichtet. Schwyzertütsch lernen die Kinder heute häufig schon vor der Einschulung, nämlich durch das Fernsehen und durch den doch häufigen Kontakt mit Fremden und deutschsprachigen Verwandten, die in den rätoromanischen Dörfern ihre Ferien verbringen. So wachsen die Rätoromanen sozusagen ins Schwyzertütsch hinein. Gute Deutschkenntnisse werden in der rätoromanischen Bevölkerung entsprechend hoch eingeschätzt. Symptomatisch für diese Einschätzung des Deutschen ist eine typische Redewendung im Oberländerromanisch: «Bravo, ti che sas tudestg» (Bravo, dass Du so gut deutsch kannst»).

c) Das zweisprachige Individuum und seine Spracheinstellung

Im Laufe der letzten Jahrzehnte wurde die ganze rätoromanische Bevölkerung unter diesem äusseren Druck, der die Dimension eines sozioökonomischen und soziokulturellen Zwanges hat, zweisprachig. Es gibt heute wohl kaum noch Rätoromanen, die nicht deutsch können, und zwar

passiv und aktiv und so gut, dass diese zweite Sprache die Primärsprache Romanisch in einzelnen Domänen zu ersetzen vermöchte. Nicht selten sind Rätoromanen im Deutschen, auch im Schweizerdeutschen, gewandter als im Romanischen, weil sie eingeübt sind in deutsche Fachterminologien und Sprechsituationen. Dabei ist der Rätoromane nicht nur zweisprachig, sondern er muss zwei Sprachen (Rätoromanisch und Deutsch) und in beiden Sprachen je noch einen Dialekt erlernen und möglichst gut beherrschen. Wir haben in der Rätoromania also den Fall von Zweisprachigkeit mit Diglossie in beiden Sprachen. Ein Beispiel: der Tavetscher spricht Tavetscherromanisch (eine Varietät des Oberländerromanischen, die sich relativ stark vom geschriebenen Oberländerromanischen unterscheidet), er schreibt und liest Oberländerromanisch, und er muss auch noch Hochdeutsch und Schwyzertütsch lernen und häufig im Alltag – je nach Gesprächssituation und Domäne – anwenden. Dass der eine und andere mit diesen vier verschiedenen Sprachvarianten hie und da etwas Mühe hat, ist begreiflich. Verständlich ist es auch, dass die Vielfalt die Einstellungen zu den einzelnen Varianten beeinflusst. Brauchbarkeit und Nützlichkeit einer Sprache sind entscheidende Kriterien für Einstellungen zu Sprachen. Aber auch das soziale Prestige, die kulturelle Bedeutung und die demographische Stärke einer Sprache können die Einstellung beeinflussen. Dass das Schwyzertütsch in all diesen Belangen gut abschneidet, brauche ich nach den bisherigen Ausführungen nicht noch zu betonen. Das Schwyzertütsch wird dem Romanischen nicht selten auch bevorzugt. Der durchschnittliche Sprecher macht nämlich bei der Wahl einer Sprache in einer bestimmten Situation keine grosse «Philosophie»: er nimmt die Sprache, die am nächsten liegt, die am bequemsten zu handhaben ist, die die Kommunikation problemlos ermöglicht. Er bedient sich der Sprache wie eines Werkzeuges. Für ihn ist die Sprache erst einmal Kommunikationsmittel, Mittel zum Zweck. Sprache als Identifikationsmittel, als «sprachliche Heimat», ist erst Resultat eines gelenkten Sprachbewusstseinprozesses. Um mehr Sprachbewusstsein bei den Romanen zu erreichen braucht es also Einsatz, Sprachförderung. Dies zu gewährleisten ist die Aufgabe der rätoromanischen Organisationen, die mit verschiedenen Spracherhaltungsprogrammen auch die Spracheinstellungen zu beeinflussen versuchen.

Wie die Praxis der letzten Jahrzehnte zeigt, ist es dabei in der Rätoromania nicht einfach damit getan, dass Rätoromanische allein zu fördern, sondern die spezifische Sprachsituation in Graubünden verlangt, dass beide Sprachen, das Deutsche/Schweizerdeutsche und das Rätoromanische, gefördert und gepflegt werden. Die rätoromanische Zukunft ist die Zweisprachigkeit. Zweisprachigkeit setzt aber eine einigermassen

112

positive Einstellung zu beiden Sprachen voraus. Zweisprachigkeit ist auf die Dauer nur zu erhalten, wenn die schwächere der Sprachen besonders intensiv gefördert und unterstützt wird. Andernfalls gleitet die Zweisprachigkeit in Einsprachigkeit ab, und im Falle des Rätoromanischen würde dies bedeuten, dass das Deutsche, bzw. das Schwyzertütsch übrigbleibt. Es geht also darum, die relativ positive Einstellung dem Deutschen gegenüber zu erhalten, gleichzeitig aber auch eine möglichst positive Einstellung dem Romanischen gegenüber zu erreichen und zu festigen. Versuche, das Schwyzertütsch zu verketzern und das Romanische zu verherrlichen, sind kontraproduktiv. Dies beweist uns die Geschichte der romanischen Sprachbewegung. Vor noch nicht so langer Zeit nämlich wurde auch von offizieller romanischer Seite aus versucht, die deutsche Sprache als ein – zwar notwendiges – Übel hinzustellen und die Gefahren und Nachteile der Zweisprachigkeit (von intellektuellen Retardationen bis zu psychisch-moralischem Defizit) aufzubauschen. Man unterschied zwischen «Sprache des Herzens» (Rtr.) und «Sprache des Brotes» (Dt.) und trug mit der Glorifizierung und dem Exklusivitätsanspruch der Muttersprache zur Verunsicherung vieler Rätoromanen bei. Die Erkenntnisse und Beweise der internationalen Bilinguismusforschung seit 1945 werden heute noch nicht von allen, die sich mit der rtr. Problematik befassen, zur Kenntnis genommen, rezipiert und in die festgefahrenen Konzepte und Argumentationen integriert. Immerhin hat man in den letzten Jahren einige Ansichten revidiert, einzelne Tatsachen akzeptiert und eingesehen, dass mit der «Taktik der Verketzerung» einer im Alltag dringend notwendigen Sprache – eben des Schwyzertütsch – auch der romanischen Sache nicht gedient ist. Das Heil-Unheil-Schema ist heute nicht mehr akzeptabel. Die Grundfrage bleibt jedoch, wie man die *beiden* Sprachen fördern kann, ohne laufend neue Konflikte mit der jeweiligen Zweitsprache zu programmieren. Wäre es angesichts der sprachlichen Entwicklung z.B. nicht an der Zeit, systematisch auch das Schwyzertütsch auf schulischem Weg zu fördern, dass der rätoromanische Sprecher auch diese in seinem Alltag in so vielen pragmatischen Situationen wichtige Sprache so gut beherrscht, dass er sich nicht zu schämen braucht, wenn er Schwyzertütsch sprechen muss? Es ginge dabei lediglich darum, die wichtigsten Gesetzmässigkeiten des Dialektes zu vermitteln. Die Erfahrungen zeigen nämlich, dass gerade jene romanischen Sprecher, die nur schlecht Schwyzertütsch können und diesen Dialekt mit klarem, stigmatisierendem Akzent sprechen, das Romanische stärker verdrängen als die guten rätoromanischen Schwyzertütschsprecher.

Vor einigen Jahrzehnten noch sprachen die Rätoromanen mit den Deutschschweizern Hochdeutsch, wie sie es in der Schule gelernt hatten. Heute wäre das Hochdeutsche als Kommunikationssprache zwischen Rätoromanen und Deutschschweizern unvorstellbar. Das Schweizerdeutsche ist für viele Rätoromanen zur zweiten Umgangssprache geworden; zum Hochdeutschen hingegen hat der Rätoromane häufig eine ähnliche Beziehung wie die Deutschschweizer zum Hochdeutschen: «Respekt ohne Liebe» wurde gestern in Anlehnung an Sitta gesagt. Man versteht die Sprache gut, spricht sie aber nur, wenn man wirklich muss. Wenn nun ein Rätoromane so schlecht Schweizerdeutsch kann, dass er ausgelacht wird, wenn er spricht, so kann diese Situation verstärkt Minderwertigkeitskomplexe auslösen und sogar *gegen* das Rätoromanische motivieren. Denn nach seinem Empfinden ist das Rätoromanische dann daran schuld, dass er das für ihn so dringend notwendige Schwyzertütsch nicht richtig kann. Der schlechte Schwyzertütschsprechende ist in den meisten Fällen kein überzeugter, selbstbewusster Romanischsprechender. Wer hingegen gut Schwyzertütsch kann, so gut, dass er beim Sprechen nicht auffällt, für den ist das Rätoromanische eine Auszeichnung. Er kann nicht nur Schwyzertütsch und Hochdeutsch, sondern dazu auch noch Rätoromanisch. Es tönt paradox, aber es ist so: je besser ein Rätoromane auch Schwyzertütsch kann, desto eher ist er bereit, das Rätoromanische bewusst zu pflegen und zu erhalten. Oder umgekehrt: je mehr Mühe einer mit dem Schwyzertütsch hat, desto weniger ist er bereit, zu seiner romanischen Identität zu stehen, desto mehr empfindet er das Rätoromanische als Ballast. Das Schwyzertütsch hingegen wird in heutigen Sprachsituation in Graubünden kaum noch als Ballast empfunden. Indem man also auch die Kenntnisse des Schwyzertütsch optimieren möchte, versucht man, das Rätoromanische aus der Rolle des Prügelknaben herauszunehmen. Es muss gelingen, den Rätoromanen klar zu machen, dass nicht das Romanische monokausal, d.h. ganz allein daran schuld ist, wenn einer ein Berufsziel nicht erreicht, wenn die Kinder versagen, wenn einer kontaktarm oder ängstlich oder gehemmt ist oder einen Sprachfehler hat usw. Und der Rätoromane muss erfahren, dass er auch Deutsch/Schweizerdeutsch angemessen beherrschen kann. Das positive Verhältnis zum Schwyzertütsch ist also die Voraussetzung für eine positive Einstellung zum Rätoromanischen. Dabei geht es nicht darum, den Romanen irgendein Allroundschwyzertütsch beizubringen, sondern ihn zu befähigen, in einer schweizerdeutschen Sprechsituation möglichst gut zu bestehen. Gelingt dies, darf und soll sein Schwyzertütsch ruhig einen romanischen Akzent haben und ein «Rätoromanentütsch» sein. Wenn der Rätoromane weiss und bestätigen kann, dass er

114

in schweizerdeutschen Gesprächssituationen nicht versagt, wird auch sein Selbstbewusstsein gestärkt, auch wenn sein «Rätoromanentütsch» ihn als Rätoromanen kennzeichnet.

Bei vielen Rätoromanen und bei den vielen und vielfältigen Kontaktmöglichkeiten zwischen Rätoromanisch und Schwyzertütsch gibt es natürlich auch vielfältige, sehr nuancierte Einstellungen zu den beiden Sprachen. Man wird – wie am Anfang gesagt – wohl davon ausgehen dürfen, dass weitverbreitet die Grundeinstellung eher positiv ist. Das Spektrum dieser positiven Grundhaltung erstreckt sich aber vom skeptisch vorsichtigen Einsehen, dass das Schwyzertütsch halt nötig und unvermeidbar ist, bis zum problemlosen Umgang mit dem Dialekt und zur sehr positiven Einstellung zu diesem Schwyzertütsch. Ja, es gibt sogar Romanen, denen das Schwyzertütsch so sehr zur zweiten und dominierenden Sprache geworden ist, dass sie sich vielleicht gar als Schweizerdeutsche «fühlen».

Wenn man von Einstellungen zur Sprache spricht, sollte man – und das gilt besonders fürs Rätoromanische – nicht vergessen, dass Sprachprobleme sehr oft Gradmesser oder Indiz für andere aussersprachliche Schwierigkeiten sind, die nicht bewältigt wurden. Die Hinwendung zum Schweizerdeutschen ist sicher auch bei den Romanen nur zum Teil sein sprachliches Problem oder ein bewusstes Sich-Abwenden vom Rätoromanischen. Es ist – so scheint es mir – vielmehr die fast natürliche Reaktion auf die Erfordernisse der wirtschaftlichen Situation. Es ist die individuelle Reaktion auf das Gefälle Stadt/Land, das noch nicht bewältigt ist. Und es ist die Hinwendung zur starken, mächtigen, zahlenmässig dominierenden Sprache der Schweiz, also eine Reaktion gegen die Situation und die Zugehörigkeit zu einer Minderheit.

Es ist hier darauf hinzuweisen, dass sicher auch ein Zusammenhang besteht zwischen Schichtzugehörigkeit eines Sprechers und seiner Einstellung zum Schwyzertütsch. Sprecher der oberen Schichten haben häufig ein weniger belastetes Verhältnis zu den Sprachen als Sprecher unterer Schichten. Dies hängt wohl damit zusammen, dass mit grösserer Ausbildung und grösserer Verantwortung im Arbeitsbereich auch bessere Möglichkeiten zur Entfaltung und Ausbildung des individuellen Sprachbesitzes bestehen. Die Rätoromanen der etwas gebildeteren Schicht sind die Träger der rätoromanischen Sprachbewegung. Das breite Volk hingegen steht manchmal eher abseits und ist nicht so leicht zu aktivieren. Es bedient sich – wie schon oben gesagt – der Sprache, die sich in einer Situation am bequemsten gerade aufdrängt, ohne lange zu fragen und zu theoretisieren. Sprache ist hier Mittel zum Zweck der Kommunikation. Diese Einstellung zur romanischen Sprache führt auch dazu,

115

dass viele wirklich wenig oder keine Hemmungen haben, schweizerdeutsche Wörter und Satztypen ins gesprochene Rätoromanische einzubeziehen. Jeder Rätoromane kann ja mit Sicherheit damit rechnen, dass sein *romanischer* Gesprächspartner als Bilingue sämtliche deutschsprachigen Sprachelemente auch versteht. Umgekehrt ist es natürlich anders. Wenn der Rätoromane Schwyzertütsch spricht, muss er dies möglichst gut tun und die richtigen Wörter gebrauchen, denn der Schweizerdeutsche versteht nicht Rätoromanisch.

Damit komme ich zum Schluss. Jeder Rätoromane sieht die Germanisierung um sich greifen, sieht, wie das Rätoromanische in vielen Domänen allmählich, aber andauernd verdrängt wird. Trotzdem kann es sich der Rätoromane eigentlich nicht leisten, – weder physisch noch psychisch – gegen dieses Schwyzertütsch eingestellt zu sein. So sehr hat diese Sprache in den Alltag der Rätoromanen bereits eingegriffen.

Wenn man die Situation noch näher betrachtet, muss man ja auch gestehen, dass eigentlich nicht das Schwyzertütsch als solches schuld ist an der Bedrohung der romanischen Sprache, sondern vielmehr die wirtschaftliche Situation, die politischen Entscheidungen, der Einfluss der Massenmedien, die «Konsummentalität», die Mobilität und die damit verbundene Nivellierungstendenz in der modernen Gesellschaft. Dazu kommen das verständliche Verlangen der meisten nach Wohlstand, Weiterkommen und Fortschritt und das Bedürfnis, eine Sprache mit möglichst hohem Sozialprestige zu sprechen und zur Mehrheit zu gehören.

Es wäre der rätoromanischen Sache und den Rätoromanen ziemlich sicher nicht gedient, wenn das bestehende unbelastete Verhältnis zum Schwyzertütsch verschlechtert würde. Wir kennen aber auch die Probleme, die sich für die Rätoromania aus der positiven, problemlosen Einstellung der romanischen Sprecher zum Schwyzertütsch entstehen (schnelle Anpassung, Indifferenz dem Rätoromanischen gegenüber, Sprachverlust). Unsere Chance ist es heute, neben das positive Verhältnis zum Schwyzertütsch ein ebenso positives Verhältnis zum Rätoromanischen zu stellen, d.h. die Zweisprachigkeit so gezielt und bewusst zu fördern und zu pflegen, dass der Rätoromane das Rätoromanische als zusätzliche Auszeichnung neben dem Schweizerdeutschen und dem Hochdeutschen empfinden kann. Der Weg zu diesem Ziel führt über *die Förderung* der Zweisprachigkeit, über *die Betonung der Vorteile* und der *Bereicherung*, die die bewältigte Zweisprachigkeit haben kann. Es gibt in der modernen bilinguistischen und psycholinguistischen Literatur *keine* Hinweise darauf, dass eine solche Zweisprachigkeitssituation unter günstigen bzw. normalen Bedingungen schädigende Auswirkungen für die

Sprachträger hat. Wenn sich im Zweisprachigen Wert- und Identitätskonflikte ergeben, so liegt deren Ursache nicht in der Zweisprachigkeit an sich, sondern vielmehr an der (intoleranten) Reaktion der Umwelt auf die Zweisprachigen.

Diese Reaktionen determinieren – neben den übrigen genannten Faktoren – auch die Einstellung der Rätoromanen zu *ihren* beiden Sprachen: Rätoromanisch und Deutsch. Die Forderung: *Zweisprachigkeit für die Rätoromanen* bedeutet also *nicht* Resignation, Kapitulation oder gar Anpasserei. Es geht vielmehr darum, die heutige Situation realistisch einzuschätzen, historisch und sozioökonomisch Gewordenes zu akzeptieren und so die Grundlagen für realistische Spracherhaltungsprogramme zu schaffen. Neben das *emotionale* Verhältnis zur *Muttersprache* ist ein *rationales, reflektiertes* Verhältnis zu den Sprachen zu stellen. Der Rätoromane muss den *Wert* der Zwei- bzw. Mehrsprachigkeit *erkennen* und die Vorteile *erfahren* können, die die Zugehörigkeit zu einer sprachlichen Minderheit mit sich bringen. Ein solcher «symbiotischer Sprachpragmatismus» bedeutet also nicht «laissez-faire», sondern ist der Versuch einer realitäts- und sprecherorientierte Spracherhaltung. Das hie und da als «Sprache der Ohnmacht» empfundene Rätoromanisch soll bewältigte, bereichernde «Zweitsprache» der Rätoromanen bleiben!

Weiterführende Literatur:

CATHOMAS, B. (1977): *Erkundungen zur Zweisprachigkeit der Rätoromanen.* Eine soziolinguistische und pragmatische Leitstudie. EHS I/183, Bern/Frankfurt, Lang.

CAVIGELLI, P. (1975): *Das Rätoromanische in den Alpentälern Graubündens.* In: «Das Parlament», 3. Mai, Bonn.

SZADROWSKY, W. (1931): *Rätoromanisches im Bündnerdeutschen.* In: «Bündner Monatsblatt».

Synthèse et conclusion

M. SCHWANDER, rédacteur, Lausanne.

Je dis toujours que le journalisme serait le plus beau des métiers du monde s'il ne fallait pas écrire. Or, quand il faut parler, c'est encore pire. Comme j'ai l'habitude de rédiger mes articles loin de la colère de mes lecteurs, bien à l'abri, je me sens maintenant un peu perdu devant un auditoire de spécialistes. Permettez-moi tout de même de vous dire combien j'ai apprécié les conférences et les débats qui se sont déroulés pendant ces trois jours. J'y ai beaucoup appris. Mais n'attendez pas trop de cette synthèse. Je commencerai par quelques réminiscences personnelles. Quant au problème qui nous intéresse, je le traiterai plutôt sous forme de questions, et ma conclusion – si vous permettez le paradoxe – restera ouverte.

J'habite le Pays de Vaud depuis une dizaine d'années à titre de correspondant du Tages-Anzeiger. J'essaie de faire connaître les Romands aux Suisse alémaniques, de créer des liens et de favoriser l'osmose nécessaire entre nos communautés linguistiques. Je me propose de vous raconter quelques tribulations d'un Suisse en Suisse.

Mon fils avait 5 ans lorsque nous nous sommes établis à Lausanne venant de Suisse alémanique. Il ne parlait que le dialecte bernois. Dans cette ville, j'aurais pu trouver une école de langue anglaise, une autre de la mission catholique italienne, peut-être une troisième enseignant en turc ou en iranien, mais aucune en allemand. A notre époque de mobilité sociale, il faudrait pourtant disposer des moyens nécessaires à faciliter l'intégration et l'assimilation des jeunes immigrants – pas seulement d'origine étrangère – peut-être comme l'Ecole française de Zurich le pratique.

Faute de mieux, j'ai enseigné le français à mon fils au moyen des bandes dessinées d'Astérix. Il regardait les images, je les lui expliquais en alémanique et en français. Les deux versions étaient enregistrées: une méthode audiovisuelle très simplifiée. C'est en observant mon fils que je me suis rendu compte du problème que pose le passage d'une langue à une autre. Après ses premiers jours d'école, il rentrait à la maison en disant par exemple: «Hüt i dr Ecole het mi d Maîtresse à Tableau vüre grüeft, het mis Cahier aagluegt und gseit, mi Travail sigi excellent». Il avait créé son bolz, son alsacien à lui. Plus tard, il a commencé à traduire à partir du français – «C'est assez loin» devenait «das isch gnue wyt» – avant de bien faire la différence entre les deux langues.

Une autre langue, c'est un autre monde, une autre façon de penser. Quand mon fils jouait avec des Legos (sorte de briques de plastique per-

113

mettant de construire divers objets), je pensais au Mecano de ma jeunesse: on ne construit pas les mêmes jouets avec des jeux de construction différents. Impossible de construire une grue avec des Legos, car les pièces ne tiennent pas. En revanche, il est impensable de monter un bateau avec un Mecano. Nous ressentons une différence lorsque nous traduisons. Lorsque j'ai traduit la version allemande du *Portrait des Vaudois*, de CHESSEX, j'ai eu parfois l'impression de vouloir refaire la Tour Eiffel en pierre ou en bois, tellement le matériau est différent. En traduisant la requête des Brigands du Jorat, tirée du livre de GARZAROLLI, j'ai pu constater qu'en 1700 le français était déjà une langue complète, tandis que l'allemand a beaucoup plus évolué depuis cette époque.

On l'a souligné au cours des débats dans cette salle: le passage d'une langue à l'autre ne se limite pas à une performance sportive, technique ou linguistique, mais est surtout une affaire sociale, psychologique et politique. Une autre langue signifie: une autre tradition, une autre histoire, une autre civilisation. D'après une enquête de la Télévision romande, un Romand sur quatre se sent en exil, à l'étranger, après avoir franchi la frontière linguistique. La distance Zurich-Lausanne est plus courte pour le Suisse alémanique que le parcours inverse pour le Romand: un Suisse allemand sur sept seulement se sent à l'étranger en Suisse romande. Le Romand se méfie. Il a tout un arsenal de sobriquets pour désigner ses compatriotes d'Outre-Sarine: Tôtô, Köbi, Schnock, Schleu et Stofifre, tandis que les Alémaniques, eux, ne connaissent que le «Welsche», expression qui ne présente aucun caractère péjoratif.

Deux mots encore sur l'étude des sociologues zurichois Hardi FISCHER et Uri TRIER. Ces deux chercheurs se sont efforcés de définir l'image que l'Alémanique et le Romand se font d'eux-mêmes, les stéréotypes. Ils confirment ce que je viens de dire: les sympathies des Alémaniques pour les Romands sont plus grandes que l'inverse. Pour se définir, le Suisse allemand utilise des adjectifs comme «fort, rude, précis, sérieux, appliqué et lourd». Il définira le Romand à l'aide des notions de «raffiné, chaleureux, détendu, joyeux, souple, de bon goût, ouvert, léger». Et, dans les grandes lignes, le Romand approuve ce jugement. D'après ces enquêteurs, le Romand se fait de lui-même une image «pas très éloignée de son image idéale», tandis que le Suisse allemand, beaucoup plus inquiet, «projette dans l'image qu'il se fait du Romand certaines aspirations et certaines qualités dont il rêve, mais dont il s'estime dépourvu».

Je me rapproche peu à peu du sujet de notre colloque. Permettez-moi de citer encore l'opinion d'un de nos plus grands écrivains, Max FRISCH. Avant de créer la collection CH, mon collègue Hans TSCHÄNI lui avait demandé son opinion sur un échange littéraire par-dessus les frontières

linguistiques. Voici, en partie, la réponse de FRISCH: «Je dois l'avouer franchement, je suis moi-même un exemple de ce qui ne devrait pas arriver: plein de sympathie envers notre Suisse romande, je n'y ai pratiquement pas d'attaches personnelles, moins en tout cas qu'à l'étranger; j'en sais trop peu et me contente donc d'une sympathie a priori». Vous aurez noté, en passant, l'expression presque paternaliste: «notre Suisse romande». Les Romands ne diront que rarement «notre Suisse alémanique». FRISCH n'est pas un impérialiste, loin de là, mais d'après FISCHER et TRIER, l'Alémanique se considère comme le Suisse type, opinion confirmée par le Romand. Les deux chercheurs zurichois «ne s'en étonnent pas, à considérer l'importance beaucoup plus considérable de la population alémanique». Ils montrent que «l'image stéréotype de base est largement déterminée par le groupe social le plus affirmé, et qui est souvent le plus nombreux. Ainsi les Prussiens par rapport à l'ancien Empire allemand ou les Russes par rapport à l'Union soviétique».

Il faut admettre ce rapport de forces en Suisse. Il n'y a pas de mauvaise volonté du côté alémanique, M. BAUER l'a souligné, et les sociologues zurichois le confirment. Mais, en politique, il y a le poids du nombre, le poids démographique et le poids économique. En exagérant ce rapport de forces, pensons à l'image de la souris qui se promène avec un éléphant. Le petit rongeur le plus méchant n'arrivera pas à écraser un éléphant, tandis que celui-ci, même s'il a bon caractère et la plus grande sympathie à son égard, peut devenir un danger pour son petit compagnon.

Was ich mit dieser etwas umständlichen Einleitung wiederholen wollte, meine Damen und Herren, ist nichts anderes als die Feststellung, die hier bereits am ersten Tag klar zum Ausdruck kam: die Frage dieses Kolloquiums ist nicht nur linguistisch von Bedeutung. Sprache ist im weitesten Sinne des Wortes immer politisch: Kommunikation unter den Bewohnern einer Polis, im Zeitalter der Massenmedien und des Satellitenfunks Kommunikation unter den Bewohnern des «Weltdorfs» nach MCLUHAN, von dem hier der Fernsehfachmann gesprochen hat. Blicken wir in die Schweiz mit der ungleichen Gewichtung der Landessprachen, so erkennen wir die staatspolitische Bedeutung der Frage. Sprache ist Macht. Das Schweizerdeutsche ist die Sprache der Mehrheit, die «Sprache der Patrons» nach Dario ROBBIANI. Kleine Minderheiten empfinden ihre eigene Sprache manchmal als Sprache der Ohnmacht. Wenn der Tessiner Parlamentarier das Gefühl hat, man höre ihm nicht zu, so ist er nicht allein in dieser Lage. Vor einem Jahr rief der heutige Bundespräsident CHEVALLAZ angesichts unaufmerksamer Nationalräte aus: «Excusez-moi de parler français». Schlimm, wenn sich Angehörige einer

120

Minderheit in dieser Art entschuldigen müssen! Die Gleichberechtigung der Minderheiten muss denn auch meiner Meinung nach über das Proporzdenken hinausgehen. Die kleinlichen politischen Prozentrechnungen erinnern mich oft an die Anekdote von der «Kaninchenwurst», die je zur Hälte Kaninchen- und Pferdefleisch enthielt: ein halbes Pferd auf ein halbes Kaninchen.

Was ist Schwyzerdütsch? Herr HAAS hat meisterlich gezeigt: die Deutschschweizermundarten sind kein verdorbenes Hochdeutsch, kein «mauvais allemand» im Gegensatz zum «bon allemand». Die Mundarten haben, wie hier auch gesagt wurde, sogar eine Renaissance erlebt. Sie sind eine Art Alternativkultur im Gegensatz zur Prestigekultur geworden, zur «Opernhauskultur», wie Herr EGLI sagte. Die Mundartbücher zählen nach Tausenden, es gibt eine neue Generation von Mundartdichtern, Mundart-Chansonniers, Mundartpredigten, Mundartinserate, und es sollen sogar schon die ersten Todesanzeigen in Mundart erschienen sein, was vielleicht am besten von ihrer Lebendigkeit zeugen mag. Die Mundart dringt eindeutig vor in den Massenmedien, in der Tagesschau, wie wir gehört haben, in öffentlichen Reden, in der Kirche und auch in der Schule vom Kindergarten bis zur Hochschule – besonders im Gruppenunterricht. Das Schweizerdeutsche ist zu einem Ausbaudialekt oder sogar zu einer Ausbausprache geworden.

Auch im Tessin erlebt man einen Revival der Dialekte, wie Herr ROBBIANI sagte; sogar in der Westschweiz steigt das Interesse für Patois: Vor einiger Zeit ist ein Waadtländer Mundartbuch erschienen, «le Patois vaudois» von REYMOND und BOSSARD, das auf grosses Interesse stösst. Die Kenntnis der francoprovenzalischen und französischen Dialekte hilft uns zum Verständnis zahlreicher Orts- und Familiennamen. Vielleicht zeigt sich das neue Sprachgefühl zusammen mit dem weltweiten Erwachen der Nationalitäten, mit einer Entkolonialisierung: In Italien spricht man wieder piemontesisch, lombardisch und sizilianisch, in Frankreich erwachen Korsen, Basken, Bretonen, Provenzalen und sogar die Elsässer. Die Sprache des Volks stellt sich gegen die elitäre Sprache von Hof, Salons und Académie, mit der sich eine herrschende Schicht von Privilegierten abheben wollte.

Soll sich die Schule in ihren Elfenbeinturm zurückziehen? Soll sie keine Notiz nehmen von dieser Entwicklung? Wir erinnern uns alle an die ausgestopften Vögel in den staubigen Vitrinen, an die glanzlosen Pin-up-Schmetterlinge, mit denen Biologie unterrichtet wird. Biologie hat jedoch etwas zu tun mit Leben, und eine wichtige Eigenschaft der Vögel wäre das Fliegen. Auch die Sprache ist in erster Linie Leben. Sogar tote Sprachen sollte man lebendig unterrichten können. Mit seinem Lehr-

gang «Modärns Schwyzerdütsch» wendet sich Martin ZWICKY an Erwachsene – auch Herr CHEVALLAZ soll zu ihnen gehören, er wird allerdings Redewendungen lernen, die nicht für Diplomatenempfänge gedacht sind: «Das isch zum Chotze, das isch blutte Wahnsinn, das isch sauguet, das isch e Seich, das isch schampar guet.» Doch wichtig am Vogel ist, dass er fliegt, wichtig an der Sprache, dass sie lebt.

Und in der Schule? Ich verstehe die Vorurteile die zu überwinden sind, wenn schon Ausdrücke wie «Hahaha» als unkultiviert empfunden werden, wie Herr LANG in einem Diskussionsvotum sagte, oder wenn man in der Schule nicht lernen darf, wie man nach der Toilette fragt. Aber ich glaube mit Herrn MERKT: es ist ein Mangel, wenn Westschweizer Schulbücher keinen Hinweis auf das Schweizerdeutsche bringen. Schweizerdeutsch muss berücksichtigt werden; wie stark, ist eine Frage für sich. Als selbständiges Schulfach mit Noten scheint es hier, ich stütze mich auf Herrn RICHTERICH, abgelehnt zu werden, und mit Recht.

Herr MERKT hat eine zweite Forderung gestellt: die Deutschschweizer sollten ihre verkrampfte Haltung gegenüber dem Hochdeutschen aufgeben. Herr EGLI hat die Frage, die über diesem Kolloquium steht, beantwortet: Schweizerdeutsch als 5. Landessprache. Nein, le 'bon allemand' suffit». Wir brauchen jedenfalls keine schweizerdeutsche Schriftsprache, die Schweiz muss ihre Verbindung zum grösseren Sprachgebiet behalten. Es gilt, das Mass im Gebrauch von Mundart und Schriftsprache zu finden, damit wir nicht in eine «Hollandisierung» verfallen. Für die Schweiz war es zweifellos ein Glück, dass sie die Verbindung zu Deutschland immer aufrechterhielt.

In der Westschweiz aber sind viele Vorurteile gegen das Schweizerdeutsche abzubauen, wie schon zu Beginn Herr BAUER sagte. Später wurde an Benjamin CONSTANT erinnert: «des beuglements inarticulés, un troupeau de buffles, un troupeau d'oies.» Im Waadtländer Patois sind Deutschschweizer «lè Mâtse-fouètre», weil ihre Sprache offenbar an futtermampfende Pferde erinnert. In unserer Zeit schrieb Maître MANUEL in der «Nation», Schweizerdeutsch erinnere ihn an eine «concasseuse électrique»; wenn er in einer Wirtschaft Schweizerdeutsch höre, flüchte er sich möglichst in eine weit entfernte Ecke. Und wie uns Herr MERKT mit der Anekdote vom Galgenvogel und vom Berner Landvogt angedeutet hat, will der Waadtländer nur in höchster Todesangst deutsch lernen, was ihm, wie Maître MANUEL schrieb, erst noch nicht gelingt: Der begnadigte Todeskandidat soll laut MANUEL dreissig Jahre später gestorben sein, ohne dass er Deutsch gelernt hatte. Von Benjamin CONSTANT bis zu Roland BÉGUELIN, der ebenfalls zitiert wurde, führt eine direkte Linie.

122

Merkwürdigerweise kann es sogar Deutschschweizern ähnlich gehen, wenn sie eine Zeitlang in der Westschweiz leben. Hört man an Diskussionen am Deutschschweizer Fernsehen die verschiedenen Rachenkrachlaute, das Gurgeln, Keuchen, Husten, das hilflose Suchen nach einem Wort, das Kreissen, die gequälte Sprachlosigkeit, so empfindet man Schweizerdeutsch nicht immer als schön, auch wenn man es selber nicht besser spricht. Bern kennt sein Grossratsdeutsch. Im Kantonsparlament wird nur berndeutsch gesprochen, doch was für ein Berndeutsch! das üble Amtsdeutsch wird in Mundart abgelesen, dabei entsteht eine schaurige Mischsprache, die in Mundart wie in Hochdeutsch genau gleich tönt: «Der Zwäck dises Gesetzesentwurfs ischt eine Förderung der künschtlichen Besamung . . .» usw. Manchmal habe ich das Gefühl, die deutsche Schweiz erlebe einen eigentlichen Sprachnotstand, allerdings kaum in jenem Sinne wie Herr ROBBIANI befürchtete: Auch eine scheinbar klobige Sprache kann poetisch sein, und Liebende werden schon die richtigen Worte finden. Aussenstehende mögen vielleicht auf ähnliche Fehldeutungen kommen wie jener deutsche GOTTHELF-Herausgeber, der Ulis Ausruf «Aenneli, chumm gimmer es Müntschi» mit der Fussnote erläuterte: «Müntschi = schweizerisches Kleingebäck».

Das Bild des Schweizerdeutschen fällt in der Westschweiz nicht sehr positiv aus. Wie sehen es die Rätoromanen? Von Herrn CATHOMAS haben wir vernommen: «Jeder sieht die Germanisierung um sich greifen, sieht, wie das Rätoromanische in vielen Domänen allmählich, aber andauernd verdrängt wird. Trotzdem kann es sich der Rätoromane eigentlich nicht leisten – weder physisch noch psychisch – gegen dieses Schwyzerdütsch eingestellt zu sein. So sehr hat diese Sprache in unsern Alltag bereits eingegriffen. Wenn man die Situation noch näher betrachtet, muss man ja auch gestehen, dass eigentlich nicht das Schwyzerdütsch als solches schuld ist an der Bedrohung der romanischen Sprache, sondern vielmehr die wirtschaftliche Situation, die politischen Entscheidungen, die Mobilität und die damit verbundene Nivellierungstendenz in der modernen Gesellschaft».

So stellt sich hier die Frage: Ist das Rätoromanische noch zu retten? Oder bleibt nichts anderes übrig als patriotische Sterbehilfe? Das Rätoromanische ist wichtig als schwächstes Glied in der Kette der Sprachminderheiten. Kommt es auch in den andern Minderheits-Sprachgebieten zu einer «Hinwendung zur starken, mächtigen, zahlenmässig dominierenden Sprache der Schweiz» wie in Romanisch-Bünden? Weitere Frage: Vor einigen Jahrzehnten noch sprachen die Rätoromanen Hochdeutsch, wie sie es in der Schule gelernt hatten. Heute wäre nach CATHOMAS «das Hochdeutsche als Kommunikationssprache zwischen Rä-

toromanen und Schweizerdeutschen unvorstellbar.» Wäre der Übergang zum Schweizerdeutschen als Kommunikationssprache, wie ihn etwa Jean-Pierre VOUGA in seinem vorzüglichen Büchlein über Deutsch und Welsch empfiehlt, vielleicht ein ähnlicher Schritt zum Untergang?

Oder ist der Rückgang des Rätoromanischen ein Sonderfall, weil hier im Gegensatz zum Italienischen und Französischen ein «gleichsprachiges, kulturell und sprachlich starkes Hinterland» fehlt? Ist das Rätoromanische auch in der Beziehung auf das fehlende «Wir-Bewusstsein» ein Sonderfall? Gibt es eine Gesamt-Identität in der Westschweiz und in der italienischen Schweiz? Oder herrscht auch hier die «regionale, ja lokale Identität vor» wie es Alain PICHARDS Buchtitel «La Romandie n'existe pas» andeutet?

Damit wären wir beim Staatspolitischen angelangt, den Beziehungen zwischen Deutsch und Welsch. Wird das Schweizerdeutsche tatsächlich nicht zur fünften, sondern zur ersten Sprache?

Heute sprechen drei von vier Schweizern deutsch. Der Anteil des Französischen ist zwischen 1910 und 1970 um zwei Prozent von 22 auf 20 Prozent gesunken. Dies laut eidgenössischer Statistik. Sie kennen aber die scherzhafte Steigerungsreihe: Kleiner Lügner, grosser Lügner, Statistiker. So brachte die NZZ am 10. Januar dieses Jahres einen ganzseitigen Beitrag im Inlandteil, der die jurassischen Warnungen vor einer Germanisierung als unberechtigt bezeichnete. Die NZZ brachte eine Sprachstatistik, die der eingangs erwähnten zu widersprechen scheint. Danach wäre der Anteil der deutschen Sprache von 71,4% im Jahre 1880 auf 64,9% 1970 zurückgegangen. Der hohe Deutsch-Anteil von 72,6% im Kriegsjahr 1941 lässt darauf schliessen, dass diese Zahlen die gesamte Einwohnerzahl betrifft, nicht nur die Zahl der Schweizer Bürger. Italienisch stieg deshalb auch von 5,8% im Jahre 1880 auf 11,9% 1970, der Anteil der «anderen» Sprachen von Null auf 4,3%. Der Verfasser der NZZ-Studie erklärt: «Jeder Argwohn einer Minderheit will auf Stichhaltigkeit hin geprüft sein. Wer sich als alemannischer Schweizer selbstkritisch prüft und Klagen aus anderssprachigen Landesteilen unvoreingenommen anhört, braucht sich auch den Trost nicht vorzuenthalten, den Gonzague de REYNOLD ihm als berufener Verteidiger der Latinität in der Schweiz 1939 reichte: «Bis zum heutigen Tag hat sich die Sprachenfrage in der Schweiz nie gestellt, weil die alemannische Mehrheit nie versuchte, ihre Sprache herrschen zu lassen!» Der Verfasser nimmt nicht Stellung zur Frage, ob sich seit 1939 etwas geändert haben könnte. Aus dem rätoromanischen Gebiet wissen wir, «dass eigentlich nicht das Schwyzerdütsch als solches schuld ist»: ein bewusster Machtdrang der Deutschen Schweiz scheint nicht vorzuliegen. Geben wir des-

halb noch einmal dem NZZ-Gewährsmann das Wort: «Niemand ficht das sprachliche Territorialprinzip an. Etwelches Hin und Her an den schweizerischen Sprachgrenzen erheischt geschmeidige Anpassung, wie sie ja auch täglich geübt wird – oft mit Humor, Charme und Intelligenz. Nimmt jemand an Übermarchungen Anstoss, sollte er nicht gleich böse Absicht wittern und Argwohn schüren. Aus nationalen Nöten haben wir doch auch geistige Tugenden zu machen verstanden!»

Genügt es, wenn wir einfach nett zueinander sind? Oder braucht die Minderheit doch vermehrten politischen und rechtlichen Schutz? Ficht tatsächlich niemand das sprachliche Territorialprinzip an? Vor einem Jahrzehnt führte der «Schweizerische Beobachter» eine Kampagne gegen den «uneinsichtigen» Gemeindepräsidenten von Gurwolf (Courgevaux) im Kanton Freiburg, der sich aufgrund des Freiburger Sprachenrechts gegen eine deutsche Schule im traditionell französischsprachigen Dorf wehrte. Nach Rudolf VILETTA «wird vor allem die rätoromanisch-deutsche Sprachgrenze als eine zum Nachteil des Rätoromanischen fliessende oder bewegliche angesehen. Der alles entscheidende sprachenrechtlich-territoriale Schutz der Rumantschia, der schwächsten sprachlichen Minderheit in der Schweiz, kommt also nicht zum Tragen.»

Vermag der Schutz der Sprachgrenze das Rätoromanische noch zu retten? Wird es nicht von innen heraus ausgehöhlt? Hat in diesem Falle das Territorialprinzip überhaupt noch einen Sinn? Kann das Territorialprinzip die andern Sprachminderheiten genügend schützen? Wollen wir sie schützen? Brauchen sie überhaupt Schutz? Herr VILETTA gab hier ein Votum ab, das mir als einem politischen Journalisten sehr wichtig scheint. Ich möchte es wiederholen: «Die Gefährdung des Rätoromanischen, die trotz erhöhter Subventionen immer akuter wird, die Auswirkungen der faktischen Benachteiligung des Italienischen sowie des dynamischen Ausbaus des Deutschen als Hauptamtssprache des Bundes (. . .) sind Teile eines umfassenden Fragenkreises, den die Schweiz als ein politisches Problem der Mehrsprachigkeit anerkennen und lösen muss, wenn sie nicht die Gefahr eingehen will, ihre Glaubwürdigkeit zu verlieren. Sie muss sich bewusst bemühen, der verfassungsrechtlich verankerten Idee der mehrsprachigen Eidgenossenschaft einen echten Inhalt zu geben». (. . .) Die geltende Regelung der schweizerischen Sprachenfrage, die häufig mit wesentlich mehr schwärmerischem Wohlwollen denn Tatsachenkenntnis als leuchtendes Vorbild beurteilt wird, sollte durch unser aller Streben einer ehrlichen und gerechten, beispielhaft grosszügigen Lösung nähergebracht werden, von deren Ausstrahlungskraft mit Fug auch eine konstruktive, befriedigende Wirkung auf die weltweite stets wachsenden Nationalitätenkonflikte erwartet werden könnte.»

Herr VILETTA möchte also
- das politische Problem der Mehrsprachigkeit anerkennen und lösen,
- der Idee der mehrsprachigen Eidgenossenschaft einen echten Inhalt geben,
- auf die weltweit wachsenden Nationalitätenkonflikte als Vorbild wirken.

Ein hochgestecktes, aber sehr schönes Programm.

Vielleicht müsste, praktisch gesehen, auch der Sprachföderalismus diskutiert werden, von dem heute oft im Zusammenhang mit dem Juraproblem die Rede ist, meist im ablehnenden Sinne. Begriffe wie BÉGUELIN, Ethnie und Sprachföderalismus sind Tabus, und wirken auf viele Leute wie die roten Tücher in der Arena. Kürzlich noch meinte ein Westschweizer Nationalrat, als er die Romands zum Zusammenhalt aufrief: «Qu'on m'entende bien! Il ne s'agit pas de proclamer quelque nationalisme romand que ce soit alimentant la funeste et inhelvétique théorie des ethnies.» Sprachföderalismus wäre also wie so manches andere «unschweizerisch». Allerdings wurde das Postulat MASPOLI, wenn ich richtig informiert bin, im Ratsplenum angenommen. War der Entscheid der Ratsmehrheit unschweizerisch? Oder nahm man das Postulat nur deswegen an, weil es aus dem Tessin kam, von seiten einer «ungefährlichen» Minderheit? Wurde es erst unschweizerisch, als es Herr BÉGUELIN unterstützte? Item, hier sind wohl zwei Worte über das Juraproblem einzufügen. Der Juraseparatismus gehörte lange Zeit ins Gebiet der Polit-Pornographie: wer sich damit befasste, musste sich in den Augen gutmeinender Bürger selber besudeln. Doch ist und bleibt es ein Sonderfall, oder könnte es zu einem Katalysator für ein umfassenderes Nationalitätenproblem der Schweiz werden?. Wir dürfen die Sprachprobleme nicht mehr in ähnlicher Art verdrängen wie Bern das Juraproblem, wenn wir grössere Spannungen vermeiden wollen. Die Frage einer besseren Berücksichtigung der Sprachminderheiten muss offen diskutiert werden. Sprachföderalismus kann als Institutionalisierung der Konfrontation gefährlich werden, er könnte aber auch zu einer Institutionalisierung des Gesprächs führen, wie wir es hier in diesem Saal gesucht haben.

Dieses Kolloquium hatte nicht die Aufgaben und Kompetenzen einer politischen Behörde. Mir scheint jedoch aus den Referaten und Diskussionsvoten hervorzugehen, dass sich die offizielle Schweiz intensiver mit dem Problem der Mehrsprachigkeit auseinanderzusetzen hätte. Ich habe mich in diesem Frühjahr in Ottawa mit dem kanadischen Beauftragten für Sprachenrecht unterhalten: Kanada kann der Schweiz hinsichtlich Sprachenschutz als Vorbild dienen. VILETTAS Anregung, einen schweizerischen Beauftragten für Sprachenrecht einzusetzen, halte ich für be-

merkenswert. Ich gestatte mir ein weiteres Postulat beizufügen: Nach kanadischem Vorbild sollte ein Bericht über die Lage der Sprachen in der mehrsprachigen Schweiz ausgearbeitet werden. Dieser Bericht hätte sich vor allem mit dem Schutz der Sprachminderheiten zu befassen. Dabei darf man sich keinen Illusionen hingeben: die wirtschaftliche Entwicklung wird entscheidend sein. Doch die Sprachen gehören ebenso zu den Kulturgütern wie erhaltenswerte Gebäude, und ebenso zu den Schätzen unseres Landes wie Seen und Tiere.

Ich möchte einige der Postulate zusammenfassen:

- das Schweizerdeutsche sollte gepflegt und auch im Sprachunterricht ausserhalb der deutschen Schweiz berücksichtigt werden. (Umgekehrt *cum grano salis* auch die andern Dialekte;)
- die Deutschschweizer sollten die verkrampfte Haltung gegenüber dem Hochdeutschen aufgeben;
- das Territorialprinzip soll weiterhin gelten, doch für Neuzuzüger sollten Adaptationsklassen geschaffen werden;
- der Schutz der Sprachminderheiten muss vor allem beim schwächsten Glied, dem rätoromanischen, einsetzen;
- Sprachenrecht und Sprachenpolitik sind zu überprüfen; die Minderheiten brauchen jedenfalls einen Schutz.

Wir benötigen, wie ich glaube, ein politisches Sprachbewusstsein, besonders in der deutschen Schweiz.

Mesdames, Messieurs,

Les réflexions inspirées par le Schwyzertütsch nous posent une autre question, d'ordre politique celle-ci: «Est-ce que la cohésion nationale de la Suisse est menacée?» Heureusement que les frontières confessionnelles de notre pays n'en recouvrent pas les frontières linguistiques. Les cantons de tradition protestante côtoient ceux de tradition catholique de part et d'autre de la Sarine, et c'est grâce à cette «Kraftfeldervielfalt», dont parle Erich GRUNER, que l'unité dans la diversité se maintient. Or, dans notre siècle, où les tensions confessionnelles s'atténuent, l'appartenance linguistique semble devenir plus importante. La question linguistique pourrait donc être existentielle pour notre Confédération.

M. DELAMURAZ, syndic de Lausanne, dans un postulat développé devant le Conseil national, déplore la sous-représentation romande dans l'administration fédérale et les conditions de travail réservées aux minorités linguistiques: «En ces conditions, les fonctionnaires non alémaniques perdent peu à peu leur identité culturelle. Les minorités linguisti-

ques du pays se trouvent progressivement en porte à faux à l'égard de la Berne fédérale. La Confédération court de réels dangers de déséquilibre dans cette érosion de l'influence de la langue et de la culture françaises; elle se prive d'un apport, d'une forme de pensée qui lui sont pourtant indispensables; elle concourt à une tendance unificatrice dans le domaine où, pour la Suisse, elle est fondamentalement inconcevable». Le problème dépasse, bien sûr, l'administration et le parlement.

J'en arrive à ma conclusion.

La diversité linguistique de la Suisse est plus ancienne que la Suisse elle-même. L'Ouest helvétique a été occupé paisiblement par les Burgondes, une peuplade germanique qui a adopté la langue romane, tandis que la partie Est a été conquise par les Alamans, autre peuplade germanique qui, elle, est restée fidèle à son idiome un peu rude. Il est vrai que l'ancienne Confédération, fondée plusieurs siècles après l'installation de ces deux peuplades en Helvétie, parlait allemand, les territoires 'welsches' étant des pays alliés ou sujets. Mais cette Confédération est née au Saint-Gothard, formant un pont entre la partie italienne (donc 'welsche') et la partie allemande du Saint-Empire; aujourd'hui encore, la mission de la Suisse est de jeter des ponts entre des cultures différentes. Sans les territoires latins, la Suisse n'existerait plus.

Deux dangers nous guettent:

- que les minorités deviennent de nouveau des pays sujets et qu'elles cessent d'exister;
- le manque de contacts, qui semble un paradoxe à l'époque des mass media et de l'information totale.

Autrefois, les régions linguistiques de la Suisse vivaient dans une coexistence plus ou moins pacifique; maintenant, je redoute une ignorance réciproque quasi volontaire. Dans le temps, on se regardait face-à-face. Maintenant, les Alémaniques regardent la télévision allemande, les Romands la télévision française. Nous nous isolons, nous nous mettons dos à dos. Mais il nous faut le dialogue, le face-à-face. Si nous nous retrouvons un jour, ce sera peut-être grâce aux linguistes. Je vous remercie de votre attention.

Le colloque de la Confédération (Montreux 28–30 octobre 1980)

La participation à notre colloque de plusieurs hauts fonctionnaires de la Confédération a permis de nouer des liens fort utiles entre l'administration fédérale et la CILA. Aussi est-ce avec beaucoup d'intérêt que nous avons répondu à l'invitation de l'Office fédéral du personnel d'assister à la manifestation intitulée:

La diversité linguistique de la Suisse
dans les collectivités publiques

Cette rencontre avait pour objectif de sensibiliser les cadres de l'administration au problème du plurilinguisme dans notre pays et de leur faire mieux comprendre les aspirations et les requêtes des minorités linguistiques, de manière à promouvoir un dialogue constructif entre communautés et à ébaucher des solutions applicables à la Confédération et surtout à l'administration fédérale.

Divisées en quatre parties, ces journées d'étude ont permis aux participants d'aborder la question de la diversité linguistique selon le point de vue

- des historiens
- des communes
- des cantons
- de l'administration fédérale.

L'aspect historique, développé par les professeurs CESCHI, IM HOF et ROULET, a montré la pérennité du problème et la mouvance, si minime soit-elle, des frontières linguistiques de notre pays, qui ne se confondent pas avec les frontières confessionnelles, politiques ou économiques. Les inconvénients engendrés par cette situation sont beaucoup moins graves que les difficultés rencontrées en Belgique, dont l'actualité a été soulignée par M. HERREMANS, ancien haut fonctionnaire gouvernemental. M. MÜLLER, pour sa part, a adopté un point de vue plus général, tandis que M. EGGER a évoqué les problèmes liés à l'enseignement des langues en Suisse.

MM. FEHR (Bienne) et NUSSBAUMER (Fribourg) ont apporté le point de vue de deux communes bilingues, alors que MM. CADRUVI (Grisons) et WYSS (Valais) ont décrit la situation linguistique dans leur canton respectif.

Ces interventions ont permis aux participants de s'initier aux rouages fort complexes des administrations bilingues qui, semble-t-il, n'ont pas rencontré jusqu'à maintenant de problèmes graves.

129

Parlant au nom d'organisations privées, MM. de Weck et Kappeler traitèrent deux thèmes particulièrement intéressants: «Comment les grandes entreprises privées de Suisse résolvent-elles les problèmes du plurilinguisme?», et «Y a-t-il des disparités économiques entre les régions linguistiques?». Contrairement à une opinion largement répandue, l'importance économique attribuée à quelques cantons alémaniques est probablement surfaite, et on peut constater que, de ce point de vue, de réels parallélismes existent entre cantons parlant des langues différentes.

Il n'en demeure pas moins que le poids de l'économie joue un rôle non négligeable sur les minorités linguistiques, contraintes d'adopter «la langue du patron». C'est le cas du Tessin, et plus encore des vallées rhéto-romanches où la pratique de l'allemand – voire du Schwyzertütsch, est indispensable. Sur le plan de l'identité culturelle, les risques sont évidents, et l'on assiste à l'heure actuelle à une nette prise de conscience de ce phénomène.

Au niveau de la Confédération, (MM. Huber, Voyame et Malaguerra) les opinions semblent partagées. Pour les uns, la germanisation de l'administration est réelle, et il convient de favoriser l'emploi du français et de l'italien par l'engagement et la promotion de fonctionnaires plus nombreux représentant les minorités en cause. Pour d'autres orateurs, la situation n'est pas aussi dramatique. Il n'en demeure pas moins que le problème du plurilinguisme a des incidences sur le plan politique au sens le plus large du terme! Ce fut la perspective adoptée par MM. Delamuraz, Barchi et Reck, précédant l'intervention du président de la Confédération, M. Chevallaz.

Si aucune solution concrète et immédiatement applicable n'est apparue lors des débats, souvent fort animés, qui suivirent les exposés, il est certain que ces journées furent enrichissantes à plus d'un point de vue. La CILA, pour sa part, ne peut que souhaiter la poursuite d'une telle réflexion, dont les retombées seront certainement bénéfiques, à plus ou moins long terme.

Cl. Gauthier et R. Jeanneret

Rupprecht Rohr

Aspekte der allgemeinen und französischen Sprachwissenschaft

1980. IV/272 Seiten. Broschiert.
ISBN 3-87276-229-X DM 19,–

Der vorliegende Band stellt in einer Übersicht Aspekte der Sprachwissenschaft mit einer Konzeption vor, welche die Anwendbarkeit ihrer Regeln einschließt. Die Aussagen über Sprache werden in Form von Hypothesen formuliert, die einer Überprüfung durch Beobachtung unterworfen werden können. Darüber hinaus wird Sprache auf Sachverhalte bezogen gesehen, differenziert nach Situationen, Sprechern und Hörern. Die Anwendungssprache ist im wesentlichen das Französische.

Die Darstellung befaßt sich einleitend mit den Gebieten der Modellbildung, der Kommunikation, der sprachlichen Codes und den Problemen der Frequenz, Sequenz und der Segmentierung. Innerhalb der systematischen Sprachwissenschaft kommen die Bereiche der Semantik, der Pragmatik, der Syntax und der Lexikologie zur Sprache. Im Bereich der Sprachvarianz werden die Geschichte, die Geographie und die Soziologie des Französischen behandelt. Ein Kapitel über das Problem Sprachlehrprogramm und Linguistik schließt sich an. Zu jedem Kapitel werden Bücherhinweise gegeben, die zu einer Weiterbeschäftigung mit den entsprechenden Fragen anregen sollen.

JULIUS GROOS VERLAG
Postfach 102423 · D-6900 Heidelberg 1